

Croiser les savoirs avec tou·te·s

Actes des rencontres
de l'Espace collaboratif



15 & 16 novembre 2022

Plénière 1 Introduction : origines, enjeux et recherches effectuées par l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou-te-s »

ACCUEIL EN PLÉNIÈRE	5
LES ENJEUX VUS PAR LES TROIS INSTITUTIONS PARTENAIRES : ATD QUART MONDE, CNAM, CNRS	6
LE DÉROULEMENT ET L'ESPRIT DE CES JOURNÉES	11
ORIGINES, OBJECTIFS ET CHEMIN PARCOURU PAR L'ESPACE COLLABORATIF	13

Plénière 2 « Mixité/non mixité » (groupes de pairs)

PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DE LA PLÉNIÈRE ET DE SON DÉROULÉ	21
PREMIER EXERCICE : UN MOT POUR DÉSIGNER CE QUE NOUS ÉVOQUE L'EXPRESSION « GROUPE DE PAIRS »	22
LECTURE DE LA DÉFINITION ÉCRITE PAR L'ESPACE COLLABORATIF	24
PRÉSENTATION DES TROIS PRINCIPAUX RÉSULTATS	25
RÉSULTAT N°1 : LE GROUPE DE PAIRS EST INDISPENSABLE POUR RENCONTRER/TRAVAILLER AVEC LES AUTRES GROUPES (EN MIXITÉ) DANS DE BONNES CONDITIONS	25
RÉSULTAT N°2 : LE GROUPE DE PAIRS S'INSCRIT DANS UN PROCESSUS QUI NÉCESSITE UN TEMPS LONG, QUALITATIF	28
RÉSULTAT N°3 : L'ANIMATEUR DOIT AVOIR CONSCIENCE DES RAPPORTS DE DOMINATION QUI EXISTENT DANS TOUS LES GROUPES	31
RELECTURE À VOIX HAUTE DES TROIS RÉSULTATS	36
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 2-1 : COMMENT ON CONSTITUE LES GROUPES DE PAIRS ? (LÉGITIMITÉ, RECONNAISSANCE ENTRE PAIRS,...)	38
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 2-2 : QUE FAIRE AVEC LES DÉSACCORDS ? LES ENCOURAGER OU LES LIMITER ?	41

Plénière 3 « Tout coproduire du début à la fin »

INTRODUCTION : COMMENT NOUS AVONS TRAVAILLÉ	50
PRENDRE EN COMPTE LES RAPPORTS DE DOMINATION	51
POSER UN CADRE QUI SÉCURISE ET QUI EST CAPABLE D'ÉVOLUER	52
CONSTRUIRE LE RESPECT ET LA CONFIANCE	54
ACCUEILLIR LES ÉMOTIONS ET EN FAIRE DES SOURCES DE CONNAISSANCE	56
ON A BESOIN DU SAVOIR DE TOUS	56
LA CO-ÉCRITURE POUR GARANTIR LE RESPECT DE LA PENSÉE DE CHACUN	58
ALLER JUSQU'À ACTIVER LES RÉSULTATS ENSEMBLE	59
DÉBAT	60
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 3-1 :	
QUELLE RECONNAISSANCE DU STATUT DU CO-CHEUR, QUELLE RÉMUNÉRATION ?	65
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 3-2 :	
LES ÉMOTIONS SONT-ELLES DES RESSOURCES POUR LA CONNAISSANCE ?	69
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 3-3 : « TOUT COPRODUIRE JUSQU'AU BOUT ? »	74
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 3-4 : « TOUT COPRODUIRE JUSQU'AU BOUT ? »	77

Plénière 4 Les critères de validation des recherches participatives avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion sociale

RETOUR SUR LA PREMIÈRE JOURNÉE	85
INTRODUCTION	86
CRITÈRES DE VALIDATION : AVEC QUI FAISONS-NOUS LA RECHERCHE ?	89
CRITÈRES DE VALIDATION SUR LE PROCESSUS, SUR COMMENT ON FAIT LA RECHERCHE	95
CRITÈRES DE VALIDATION AU NIVEAU DES RÉSULTATS, DES EFFETS	101
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 4-1 : ÉCHANGE SUR/APPROFONDIR LES CRITÈRES DE VALIDATION EN LIEN AVEC LE QUI ET LE PROCESSUS DE LA RECHERCHE PARTICIPATIVE	107
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 4-2 : ÉCHANGE SUR/APPROFONDIR LES CRITÈRES DE VALIDATION EN LIEN AVEC LES RÉSULTATS ET EFFETS DE LA RECHERCHE PARTICIPATIVE	113
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 4-3 : QUELLE PLACE POUR LES CRITÈRES SCIENTIFIQUES CLASSIQUES DANS LA VALIDATION DES RECHERCHE PARTICIPATIVES AVEC DES PERSONNES AYANT L'EXPÉRIENCE DE LA PAUVRETÉ ET/OU DE L'EXCLUSION ?	116
COMPTE RENDU DE L'ATELIER 4-4 : QUI EST LÉGITIME POUR CRÉER ET VALIDER LES CRITÈRES DE VALIDATION DES RECHERCHE PARTICIPATIVES ?	
QUEL DISPOSITIF POUR DES CO-VALIDATIONS ?	121

Plénière 5 Conclusions

QUE RETENONS-NOUS ?	129	LES SUITES	137	CONCLUSION	145
---------------------	-----	------------	-----	------------	-----

Annexes Liste des participant·e·s

PRÉSENTATION DES GROUPES ET INSTITUTIONS PARTICIPANTS	152
---	-----

Plénière 1

Introduction :
Origines, enjeux
et recherches
effectuées
par l'Espace
collaboratif
« Croiser les savoirs
avec tou·te·s »



Accueil en plénière

MARION CARREL

Je suis heureuse de vous souhaiter la bienvenue aux rencontres de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tous et toutes » ici à la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord. Ce lieu a accueilli l'Espace collaboratif depuis 2018. C'est devenu en quelque sorte notre maison, et donc aussi la vôtre. Bienvenue à chacun et chacune.

Un grand merci à toutes et tous d'être venus, et particulièrement à celles et ceux qui ont fait beaucoup d'efforts pour venir : je pense aux personnes venues de la Suisse et du Québec, mais surtout à celles qui n'ont pas l'habitude de venir dans ce genre de lieux et à ce genre de rencontres. Vraiment, merci d'être là. Et rassurez-vous, on est toutes et tous un peu et certains même très stressés. La réussite de ces journées dépendra de nous toutes et tous. Merci d'avance pour vos efforts, votre bienveillance et vos contributions aux échanges. Je passe maintenant le micro à Bruno Tardieu qui est notre maître de cérémonie pour ce matin.

BRUNO TARDIEU

Merci Marion, bonjour tout le monde et voilà pour commencer, je vous invite à vous tourner vers vos voisins de droite de gauche de devant de derrière pour vous dire bonjour et vous dire d'où vous venez.

Vous verrez dans vos dossiers la liste des personnes présentes. Nous sommes un groupe très intéressant. Il y a eu beaucoup plus de candidatures que ce que nous pouvions accueillir et donc on peut dire que vous êtes très motivés car vos arguments pour venir nous ont convaincus. Motivés et avec une expérience importante, précieuse, qui va être la base de notre travail pour progresser dans les questions délicates que nous travaillons.

Vous êtes des personnes actrices à un titre ou à un autre de recherches participatives, vous y amenez différents savoirs, celui qui vient de l'expérience de la pauvreté ou l'exclusion sociale, celui qui vient de l'action de votre profession, et celui qui vient de la recherche. Vous êtes 2/3 à être venus en équipe, et nous vous remercions particulièrement puisque la dynamique de ces équipes de recherche mixte est essentielle dans les recherches participatives. Il y a aussi 1/3 de personnes qui se sont inscrites individuellement. Et il y a le groupe de l'Espace collaboratif qui a travaillé depuis trois ans qui va présenter les résultats de ses travaux pendant ces deux journées. Je leur demande de se lever.

Je m'appelle Bruno Tardieu, je suis volontaire permanent d'ATD Quart Monde, directeur de son centre de mémoire et de recherche Joseph Wresinski (fondateur d'ATD Quart Monde) et je fais partie de l'équipe pédagogique de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou-te-s » qui travaille depuis trois ans et qui organise ces Rencontres. Je vais demander à tous les membres de cette équipe pédagogique de se lever, une équipe mixte de praticiens, d'universitaires et de personnes en lien avec les personnes ayant l'expérience de la pauvreté.

Pour commencer ce matin nous avons voulu donner la parole aux représentants des trois partenaires fondateurs de cet espace, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) grande institution de la recherche en France, le Cnam (Conservatoire national des arts et métiers), grande institution de recherche et de formation pour les savoirs professionnels, et ATD Quart Monde, mouvement international de lutte contre la pauvreté. Je vais leur laisser la parole pour qu'ils nous disent pourquoi ils ont voulu signer ensemble une convention pour instituer l'Espace collaboratif, quels enjeux ils voient dans cet Espace collaboratif et ce qu'ils attendent de ces rencontres et de leurs suites. Nous allons avoir dans l'ordre chronologique d'implication, ATD Quart Monde, par la voix de sa présidente Marie-Aleth Grard, le Cnam par la voix de l'adjoint de l'administratrice générale en charge de la recherche Stéphane Lefevre, et enfin pour le CNRS Emmanuel Henry, le directeur adjoint à la recherche de la branche Science Humaines et Sociale du CNRS.

Les enjeux vus par les trois institutions partenaires : ATD Quart Monde, Cnam, CNRS

MARIE-ALETH GRARD, PRÉSIDENTE D'ATD QUART MONDE FRANCE

Je suis vraiment heureuse et fière d'être avec vous aujourd'hui pour démarrer ces rencontres de l'Espace collaboratif.

ATD Quart Monde travaille avec le monde de la recherche depuis nos premiers jours il y a plus de 60 ans, mais aussi avec tous ces professionnels impliqués au quotidien avec les plus pauvres. Nous sommes vraiment convaincus que nous ne pourrions éradiquer la grande pauvreté qu'en travaillant tous ensemble : personnes qui ont l'expérience de la grande pauvreté, chercheurs et professionnels du secteur concerné. Mais nous ne sommes pas des idéologues, nous voulons avancer. La vie des plus pauvres est insupportable et nous voulons que nos travaux permettent de vraiment changer la vie de ceux qui souffrent au quotidien de la grande pauvreté. Lors de ces

deux journées, trois questions vous sont posées : utilité et risques des groupes de pairs, aller au bout de la recherche ensemble, la validation de ces recherches participatives par les institutions. Ce que nous attendons de vous, qui avez l'expérience et la passion pour ces recherches participatives pour que les injustices reculent, c'est d'avancer vraiment sur ces redoutables questions. Ce ne sera pas simple, mais nous le savons, si nous nous appuyons sur l'intelligence des plus pauvres, nous faisons progresser notre démocratie. Et elle en a bien besoin en ce moment en particulier.

Permettez-moi de prendre un exemple pour éclairer mon propos sur l'importance de travailler avec les plus pauvres et la notion de temps. Nous menons actuellement une recherche sur l'orientation scolaire des enfants de milieu très défavorisé. Des enseignants d'une grosse école maternelle de 15 classes réfléchissent depuis un bon moment au dialogue avec les parents de leurs élèves. Mais comment faire ? Finalement au hasard d'une discussion avec la chercheuse qui les soutient dans ces travaux, ils décident de faire un questionnaire pour tous les parents, en demandant à ceux-ci ce que leurs enfants apprennent à l'école. « Racontez-nous ce que votre enfant apprend à l'école... »

Cette école est dans un quartier particulièrement défavorisé, il n'y a plus de mixité sociale. Nombre de familles habitent en hôtel social. Ils sont 80 % à avoir répondu au questionnaire dès la première demande et surtout l'étonnement des enseignantes est grand en lisant les réponses au questionnaire. Oui, les parents s'intéressent vraiment beaucoup aux apprentissages de leur(s) enfant(s) à l'école. Ils n'ont pas toujours les mots pour l'exprimer, mais leurs réponses sont passionnantes et enthousiasment les enseignantes. C'est cela le gisement d'intelligence et d'expérience des personnes en situation de grande pauvreté que notre science, nos institutions et notre société doivent cesser d'ignorer. Cela a tellement frappé les enseignants qui pensaient que les parents défavorisés n'avaient pas de pensée sur l'école, qu'à la rentrée scolaire suivante tous les enseignants de cette école ont mis en place d'accueillir chaque parent individuellement, pour un vrai temps de connaissances réciproques.

Je souhaite vous remercier, amis partenaires, d'être ici, en particulier le CNRS, l'un des hauts lieux de la recherche fondamentale et le Cnam, lieu de la recherche et de la formation des savoirs professionnels. La science est essentielle dans le combat que nous menons. Avec vous, nous avons l'exigence, le savoir faire des recherches, le savoir faire de formations de grandes qualités. Nous ne pourrions faire avancer nos travaux et la société que dans cette collaboration étroite et dans la durée.

Je sais qu'il y a des personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion dans la salle, toutes impliquées dans des projets de recherches participatives. Certaines aussi ont travaillé depuis trois ans dans cet Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec toutes et tous ». Dans ce groupe-là, plusieurs viennent par ATD Quart Monde et je les salue chaleureusement, mais je suis aussi très heureuse que d'autres viennent par le Centre Social des 3 Cités à Poitiers avec le soutien de la Fédération des centres sociaux dont je salue le président Tarik Touahria.

Soyons toujours curieux de l'autre, étonnons nous les uns les autres pour faire avancer notre démocratie !

STÉPHANE LEFEBVRE, ADJOINT DE L'ADMINISTRATRICE GÉNÉRALE EN CHARGE DE LA RECHERCHE AU Cnam

Madame la présidente du Mouvement ATD Quart Monde, chère Marie-Aleth Grard, Monsieur le directeur scientifique de l'INSHS du CNRS, cher Emmanuel Henry, Monsieur le directeur du centre de mémoire et de recherche Joseph Wresinski, cher Bruno Tardieu, chères et chers collègues, Mesdames et messieurs, chers ami-e-s.

Je suis très heureux de participer à l'accueil de ces deux journées de rencontre de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec toutes et tous ». En fait, je suis fier. Je suis fier que le Cnam ait participé et soutenu, avec ses moyens, cette remarquable action de recherche et action citoyenne. Je vous prie de bien vouloir excuser l'absence de l'administratrice générale du Cnam, Bénédicte Fauvarque Cosson, qui aurait vraiment souhaité être parmi nous pour soutenir ce travail, et qui souhaitait vous faire part également de sa fierté de cette action de recherche et qui malheureusement ne peut pas être avec nous pour cause d'agenda trop contraint.

Les remerciements vont être assez longs et je vous prie de bien vouloir m'en excuser dès à présent...

Merci à la MSH Paris Nord pour l'accueil de cette journée, mais pas seulement, pour l'accueil régulier des recherches en croisement des savoirs de ce projet. Merci également au GIS Démocratie et Participation qui porte la Convention du côté CNRS, qui a ses bureaux ici, et à Marion Carrel qui codirige ce GIS, pour son implication exemplaire.

Je tiens également à remercier très très chaleureusement les deux premières personnes qui m'ont sensibilisé, et avec quelle force de persuasion, quant à l'intérêt de ces travaux de recherche. Marcel Jaeger, professeur émérite au Cnam qui était alors, il y a quatre ans de cela, professeur titulaire de la chaire de travail social au Cnam et qui m'a mis en relation avec Bruno Tardieu, directeur du centre de mémoire et de recherche Joseph Wresinski, qui a œuvré avec tellement de passion et d'enthousiasme pour que ce projet voit le jour. Nous avons beaucoup échangé tous les deux, j'espère sincèrement que le Cnam a répondu à tes attentes Bruno, quant à son engagement et son soutien, mais ce qui est certain c'est que tu m'as totalement convaincu que nous devons être de ce projet.

Et un très grand merci à Elisabetta Bucolo, maîtresse de conférences au Cnam, au sein du laboratoire Lise (laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique) et qui s'est impliquée très fortement depuis au moins deux années pour que ces journées voient le jour et qui a représenté le Cnam tout au long de ces travaux. Merci sincèrement à toi, Elisabetta.

Je suis fier aussi d'une journée telle que celle-ci qui réunit autant de personnes ayant l'expérience des recherches participatives, des équipes mixtes (chercheurs, praticiens, associations, personnes vulnérables ou habitants des quartiers ou jeunes, etc.), de différentes régions françaises et internationales (Québec, Belgique et Suisse). Ce groupe composite extrêmement riche va pouvoir échanger à partir d'expériences diverses et avancer sur des questions tellement fondamentales d'éthique, de pratiques, démocratiques, épistémologiques...

Je tiens également à saluer la Convention ATD/Cnam/CNRS, convention atypique mais tellement essentielle, que nous avons toutes et tous réussi à renouveler et qui associe des institutions de recherche et formation et un mouvement d'envergure internationale de lutte contre la pauvreté.

C'est vraiment une très belle équipe que nous formons et j'espère sincèrement que nous continuerons à travailler ensemble.

Je tiens à insister sur l'importance que cette convention et ce partenariat ont réussi à porter à terme des travaux d'envergure et d'importance et ce, malgré la pandémie ce processus de travail (qui était assez expérimental) qui a commencé en 2015, s'est formalisé en 2019 avec la Convention et arrive à sa conclusion en novembre 2022.

Pour le Cnam, ce travail est d'une très grande importance car il nous renforce dans nos objectifs de porter des recherches participatives et notamment des recherches qui permettent de valoriser la parole et les savoirs des plus exclus, et qui sont habituellement invisibilisés.

Cela confirme évidemment l'engagement du Cnam auprès des personnes vulnérables ou en difficulté d'accès à des enseignements ou diplômes du supérieur (Réseau de la Réussite Vincent Merle) pour les décrocheurs ou programmes de formations type bac+1 pour les étudiants non admis dans le supérieur classique) et cela pour l'intégration de toutes et tous.

Et pour l'avenir quel pourrait être **l'apport spécifique du Cnam** ? Il nous semble qu'il faut poursuivre ces travaux. Et par ailleurs nous voulons pouvoir contribuer à la création de formations en relation avec le milieu professionnel qui intègrent des méthodes et des réflexions épistémiques autour de la participation des personnes concernées par les questions d'exclusion.

Et puis, je tiens à terminer mon message introductif par une proposition d'invitation de l'administratrice générale du Cnam à l'intention d'ATD Quart Monde, du CNRS et du GIS Démocratie et participation, invitation à venir échanger sur ces travaux de recherche et de ces deux journées, pour d'une part en faire un bilan, mais surtout réfléchir à ce que nous pourrions faire ensemble, dans ce même esprit collaboratif et participatif, à l'avenir pour mieux porter la parole et les savoirs de toutes et tous.

EMMANUEL HENRY, DIRECTEUR ADJOINT SCIENTIFIQUE À L'INSHS, CNRS

Je suis moi aussi heureux et ému d'ouvrir ce colloque. Le CNRS est impliqué depuis 2017 dans cette initiative. Ouvrir ce colloque « Croiser les savoirs avec toutes et toutes » a beaucoup de sens pour le CNRS et souligne à nouveau l'importance qu'accorde cette institution au travail que vous faites depuis plusieurs années dans cette dynamique de croiser les savoirs, les approches et de faire se croiser les acteurs aux différents profils.

En ouvrant ce colloque, le CNRS tient à réaffirmer le fort soutien qu'il apporte à cette initiative. Ce colloque « Croiser les savoirs avec toutes et tous » qui conclut un cycle de dialogue, d'échange et de recherche entre vous représente une initiative très originale voire exceptionnelle (au sens littéral) dans le champ de la connaissance scientifique. Et cette exception est particulièrement importante pour le CNRS. C'est aussi une exception car à l'heure où nos projets de recherche s'inscrivent souvent dans un court et moyen terme, c'est un projet de long terme qui s'inscrit dans un

engagement durable entre différents groupes d'acteurs qui s'engagent pour transformer à la fois la pauvreté elle-même – le problème sur lequel on décide de porter le regard, mais aussi la façon dont on construit les connaissances sur ces questions, la façon dont on interroge ce phénomène de la pauvreté dans nos sociétés.

Au nom du CNRS et donc des enjeux scientifiques de production de connaissances, je tiens à dire que la réflexion que vous menez et le travail que vous effectuez est aussi un enjeu de savoir et de connaissance. En effet, on peut espérer que les savoirs et les connaissances ne seront pas exactement les mêmes, voire seront fondamentalement différents si vous aboutissez dans le travail de croisement de savoirs que vous faites ensemble.

Si le CNRS s'implique, c'est en effet que l'enjeu est central pour la recherche scientifique. Pour dire un mot plus personnel en lien avec mes propres termes de recherche, je travaille sur les questions d'ignorance et notamment sur ce qu'un chercheur, David Hess, a appelé la « science non faite » ou *undone science*. Ce chercheur a mis en évidence des situations comme par exemple lorsque des syndicats ou associations de riverains sont confrontés à une pollution et veulent des informations sur un produit auquel ils avaient été exposés et qui pourrait être dangereux. Dans de nombreux cas, ce type de demandes formulées de la part des mouvements sociaux sont confrontés à des connaissances qui n'ont pas été produites, des articles qui n'ont pas été publiés ou des numéros de revue qui n'ont pas été publiés. Les questions que posent ces chercheurs sur la science non faite sont les suivantes : « *comment intéresser des chercheurs à étudier les dangers de ce produit ? qui doit décider et comment peut-on décider de produire de la connaissance aujourd'hui inexistante mais qui porte sur un enjeu important ?* ». Il me semble que l'Espace collaboratif est une forme de réponse à cette question : que plus de parties prenantes définissent les questions prioritaires, les connaissances qu'il est nécessaire d'élaborer. Au-delà de la prise en compte de nouvelles questions par la recherche, il fait émerger une nouvelle problématique de recherche, « l'épistémologie post-pauvreté », relative à l'ensemble de pratiques et réflexions visant, par la co-construction de la science avec les savoirs issus de l'expérience de la pauvreté, à produire des connaissances nouvelles et réduire les inégalités épistémiques.

L'appui du CNRS s'inscrit dans la volonté de l'Institut des SHS de développer des initiatives spécifiques pour développer une réflexion sur les liens entre science et société. Les travaux qui ont été développés dans le domaine des injustices environnementales, en lien avec des mobilisations et des mouvements sociaux sur ces questions ont permis de mettre en évidence de nombreux points aveugles dans les recherches sur ces thèmes. Votre initiative de faire travailler dans le long terme des chercheurs en sciences humaines et sociales avec des personnes ayant elles-mêmes l'expérience de la pauvreté et des praticiens intervenant auprès de ces populations est ainsi une innovation majeure. Le projet vise à faire émerger de nouvelles connaissances sur la pauvreté mais aussi des façons différentes de concevoir les sciences sociales dans ces domaines.

Ce travail commun demande des adaptations des méthodes, des réajustements des postures et des modalités de production et validation des résultats qui doivent intégrer l'ensemble des participants chercheurs, praticiens et personnes en situation de pauvreté. Cette dynamique collective introduit des nouvelles modalités de travail qui renforcent la dimension collective de la recherche à un moment où socialement il apparaît de plus en plus essentiel que la prise en compte de l'impératif écologique interroge de plus en plus directement les questions liées aux inégalités sociales. Vous avez réussi à créer des équipes qui ne réunissent pas que des chercheurs, mais aussi des praticiens et des citoyens les premiers concernés par les questions. C'est un enjeu d'avenir et je vous souhaite un très bon colloque.

Le déroulement et l'esprit de ces journées

BRUNO TARDIEU

Comment on va s'y prendre ? Deux membres de l'équipe pédagogique vont nous donner des repères sur la manière dont nous voulons vivre ces journées. Noëlie Greiveldinger, psychologue, conseil départemental des Pyrénées-Orientales, et Jean Toussaint, volontaire permanent ATD Quart Monde, atelier du croisement des savoirs.

JEAN TOUSSAINT ET NOËLLIE GREIVELDINGER

Dans l'Espace collaboratif, on a beaucoup travaillé pour comprendre les conditions qui permettent de produire de la connaissance ensemble entre chercheurs, personnes professionnelles qui ont un savoir issu de l'action, et personnes avec l'expérience vécue de la pauvreté. Ce colloque est bien sûr un moment pour vous partager nos travaux, mais on ne veut pas faire comme si la réflexion était terminée. Quand on travaille un sujet, de nouvelles questions apparaissent. Et on souhaite faire de ce colloque un temps où on partage certains résultats de nos travaux, mais aussi un temps où on continue de réfléchir ensemble.

Cet après-midi, on aura donc deux plénières qui se tiendront en parallèle. Chacun de vous a déjà choisi la plénière où il ira. Normalement ! Si quelqu'un n'a pas choisi, on va vous expliquer le code couleur qu'il y a sur vos étiquettes. Et si quelqu'un ne sait toujours pas, il y a notre *Superwoman* pour répondre à vos questions : Solène Tournus. Une plénière portera sur la question de mixité/non mixité. « **Est-ce que le travail en groupes de pairs est une condition nécessaire pour la co-construction d'un savoir utile à la lutte contre la pauvreté ?** ». L'autre plénière portera sur les conditions, les freins et les leviers, pour « **aller jusqu'au bout de la coproduction dans une recherche participative** ». Demain matin, il y aura une troisième plénière, sur **les critères de validation des recherches participatives, de 9h à 10h30**, également suivie d'une pause puis d'ateliers pour permettre de poursuivre la réflexion tous ensemble de 11h à 12h30.

On n'a donc pas voulu un colloque où on déversait nos résultats, où vous preniez des notes, et repartiez chez vous. On a voulu un colloque participatif. Ce côté participatif aura lieu aussi bien dans les plénières que dans les ateliers. Mais vous voyez qu'on est

un public divers. On n'a pas voulu inviter que des professionnels, on n'a pas voulu inviter que des universitaires, on n'a pas voulu inviter que des personnes vivant dans des quartiers où la vie n'est pas facile, on a voulu vous inviter tous parce qu'on croit que c'est avec chacun de vous, avec chacune de vos expériences personnelles et les réflexions que vous tirez de ces expériences, qu'on pourra vérifier nos travaux et continuer à avancer.

Pour qu'on réussisse à travailler ensemble avec notre diversité, il y a quelques règles simples qu'on vous demande de respecter, aussi bien dans les plénières que dans les ateliers :

- Merci de faire attention au langage. Ce n'est pas toujours si simple de se comprendre, et la question du langage est importante. Merci d'éviter les sigles, et les termes techniques, et de faire un effort pour être compris de tous.
- Évidemment, on n'est pas obligés d'être d'accord entre les uns et les autres, et les différences entre nous sont souvent sources de richesse. Mais pour que cela soit source de réflexion et de richesse, il faut bien sûr éviter toute moquerie ou position de supériorité, genre « *lui il n'a rien compris* ». Chacun de nous doit essayer de se mettre dans une posture d'apprenant, d'essayer de comprendre ce qu'a voulu dire l'autre et ce qu'on a à en apprendre.
- Comme dans tous les groupes, il y a ici des timides, qui ne vont pas oser parler, qui vont avoir tendance à croire que ce qu'ils veulent dire n'est peut-être pas intéressant. Et il y a des bavards, qui ont tout de suite des tas de choses à dire. On veut profiter de l'intelligence de chacun. Cela veut dire que les timides se forcent à parler, et que les bavards...
- Et si on veut profiter de l'intelligence de tout le monde, il faut que chacun de nous vérifie que personne n'est perdu, largué, et ne peut donc plus participer. L'animation y fera attention, mais on a besoin d'y faire attention ensemble.

Programme ce matin et dernière après-midi. Ce matin, on va commencer par une plénière et des ateliers. On vous a déjà parlé des trois plénières de cet après-midi et demain matin. Quelques mots sur demain après-midi : on sera ensemble, en plénière, avec des « invités spéciaux », pour se dire ce qu'on a appris de ce colloque, quelles questions nouvelles on a, et aussi quelles suites on pourrait donner à ce qu'on aura vécu ces deux jours. Parce que ces deux jours, il faut qu'ils servent à quelque chose, il faut qu'ils aient des suites, dans nos structures, dans nos quartiers...

Ce soir, très important, ce soir, il y a des bonus... Facultatifs, mais pour tous ceux qui ont envie de découvrir des tas de choses passionnantes, il y a de 17h45 à 18h30, six ateliers de présentation d'initiatives diverses menées par les uns les autres ici présents. Je vous conseille d'en profiter, avant de nous séparer pour le repas et la nuit, sachant que chacun se débrouille pour le repas du soir.

Tournage. Enfin, dernière info, une équipe (Sara Olaciregui) va filmer pour monter un film de 30 minutes qui nous servira à diffuser nos échanges ensuite. Si certains ne veulent vraiment pas courir le risque d'apparaître sur cette vidéo, merci de le signaler.

Origines, objectifs et chemin parcouru par l'Espace collaboratif

BRUNO TARDIEU

Maintenant nous nous sommes accueillis, nous allons en venir à l'introduction à nos travaux, à partir des résultats des recherches menées par l'Espace collaboratif et des nouvelles questions qui ont émergé. Nous allons vous dire l'origine de cet Espace, ses enjeux et ce que nous avons fait depuis trois ans. Marianne de Laat, volontaire ATD Quart Monde, membre des ateliers du croisement des savoirs qui a été depuis plus de 20 ans dans cette aventure, va nous la rappeler. Puis nous entendrons Marion Carrel, professeure à l'Université de Lille, elle est aussi co-directrice du Groupement d'intérêt Scientifique « Démocratie et Participation », qui a été le soutien central de notre Espace. Elle nous dira les enjeux de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tous et toutes ». Et enfin nous entendrons Elisabetta Bucolo, maîtresse de conférence au Cnam, membre du Lise/CNRS, qui s'était inscrite dans l'Espace collaboratif comme participante et qui a rapidement accepté de rejoindre l'équipe pédagogique et de représenter le Cnam dans cette équipe, à la suite de Marcel Jaeger que je salue.

Marianne de Laat : origine de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tous et toutes »

Les rencontres que nous allons vivre aujourd'hui et demain, ainsi que l'existence même de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tous et toutes » ne sont pas tombées du ciel. Tout cela s'inscrit dans une histoire et a des finalités bien précises : la reconnaissance du savoir issu de l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale et l'éradication de la misère.

Comment est né l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tous et toutes » ? Depuis son origine dans le camp des sans-logis à Noisy-le-Grand, en 1957, le Mouvement ATD Quart Monde (une association créée AVEC et non POUR les personnes qui y vivaient) avait et a toujours trois pôles d'engagements interdépendants : l'action de terrain (bibliothèques de rue, pré-école, université populaire Quart Monde...), le travail de connaissance (avec la création d'un institut de recherche en 1960 mais aussi l'écriture quotidienne) et la sensibilisation de la société (par des publications, des interventions dans des écoles, à la radio/télé).

Au niveau de la connaissance, ATD Quart Monde a très vite interpellé l'université.

Des chercheurs (sociologues, psychologues...) sont venus travailler avec les permanents d'ATD, des colloques ont été organisés. Lors d'un de ces colloques, en 1980, Joseph Wresinski nomme trois sources de savoirs : l'étude, la pratique et l'expérience de vie en situation de pauvreté. Il interpelle les chercheurs ainsi : « *Réhabiliter, soutenir, aider à se développer et à se consolider de nouvelles démarches de connaissance, réussir enfin la collaboration entre chercheurs, populations paupérisées et équipes d'action, c'est nous semble-t-il, un rôle clé que le Quart Monde signifie aux chercheurs universitaires* ».

Deux programmes de recherche-formation-action ont vu le jour dans les années 1990 : le croisement des savoirs (Quart Monde Université) et des pratiques (Quart Monde Partenaire). Ces programmes impliquaient trois groupes d'acteurs : des chercheurs universitaires, des praticiens et des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et participant aux Universités populaires Quart Monde. Ils ont croisé leurs savoirs respectifs et pour cela ils ont dû inventer toute une pédagogie. Cela a donné lieu à deux publications. Depuis, le croisement des savoirs a continué à se développer au sein du réseau Wresinski et dans diverses institutions en organisant des co-formations et des recherches en croisement des savoirs.

Face à ce développement, un certain nombre de questions d'ordre méthodologique (comment on fait du croisement des savoirs ?), épistémologiques (qu'est-ce que c'est ce savoir d'expérience ? ce savoir issu du croisement ? comment le définir ? comment le valider ?) et éthiques (quelles valeurs veut-on respecter ?) se posaient. C'est pour cela qu'ATD Quart Monde a voulu faire un séminaire épistémologique en 2015 avec d'autres courants de recherche participative qui eux aussi cherchent à faire reconnaître le savoir d'expériences de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Le Cnam (Conservatoire national des arts et des métiers, institut de formation et de recherche), à travers l'engagement de Marcel Jaeger, s'est joint à nous.

L'objectif du séminaire épistémologique en novembre 2015 était de produire un argumentaire pour réhabiliter les connaissances des populations exclues. Tout d'abord, trois équipes de recherche (une recherche en croisement des savoirs, une recherche par les pairs et une recherche par une Université populaire des parents, donc par un groupe de parents d'un quartier populaire) se sont racontées leur recherche : leur méthodologie ainsi que les difficultés et résistances rencontrées. De là sont nés trois axes de questionnement, trois groupes de questions : sur le savoir (comment le savoir de l'expérience se construit ? comment le définir ? quelle plus-value du croisement ?), sur le processus (relationnel et de connaissance) et sur la finalité, la reconnaissance et la validation.

La conclusion de ce séminaire a été un appel au développement de recherches en croisement des savoirs avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et la création d'un espace collaboratif pour continuer à travailler ces questions (épistémologiques – comment la connaissance se construit –, méthodologiques et éthiques).

Suite à ce séminaire, et avec le soutien de Marion Carrel du GIS Démocratie et Participation, le partenariat entre ATD et le Cnam a été élargi avec le CNRS et une convention entre ces trois partenaires a été signée. C'est au CNRS qu'a ensuite eu lieu le lancement de l'Espace collaboratif avec l'organisation du Colloque « Construire les savoirs avec tou-te-s ? Recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté » le 1^{er} mars 2017.

Marion Carrel va maintenant poursuivre en précisant les objectifs et le fonctionnement de l'Espace collaboratif.

Marion Carrel : objectifs et fonctionnement de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou-te-s »

QUEL ÉTAIT L'OBJECTIF DE L'ESPACE COLLABORATIF ?

À l'origine du projet, un constat : les injustices liées au savoir limitent les avancées scientifiques. Les recherches qui se coupent des savoirs issus de l'expérience produisent des connaissances partielles, elles peuvent « se tromper » sur la réalité. À l'inverse, les recherches participatives ont des mérites scientifiques, car l'enquête est plus complète, la question scientifique est davantage éclairée. Les recherches participatives ont également, bien sûr, des vertus démocratiques, de l'ordre de l'émancipation et du développement du pouvoir d'agir, qui sont davantage connues et travaillées que les vertus scientifiques.

Ce constat, associé à l'enjeu d'éradiquer la grande pauvreté nous a poussés, suite à toutes les étapes que Marianne vient de raconter, à mettre en place l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec toutes et tous ».

C'est un espace de réflexion associant chercheurs, praticiens et personnes ayant l'expérience de la pauvreté. L'objectif est de produire des connaissances sur les questions d'ordre épistémologique, éthique et méthodologique que soulèvent les recherches menées en croisement des savoirs avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion.

COMMENT A-T-ON TRAVAILLÉ ?

L'Espace collaboratif mobilise une cinquantaine de personnes.

Nous sommes répartis en trois groupes de pairs :

- Le groupe des personnes ayant l'expérience de la pauvreté, avec des militants d'ATD Quart Monde qui viennent de plusieurs villes de France et de Belgique, et des habitants du quartier des 3 cités à Poitiers, investis dans le centre social de leur quartier.
- Le groupe des praticiennes : toutes des femmes !
- Le groupe des chercheur-euse-s

La démarche alterne des temps de travail en groupe de pairs, pour préparer la journée en plénière, et des temps en plénière lors de journées où on s'est tous retrouvés à la MSH Paris Nord. Ce qu'on va vous présenter aujourd'hui et demain, c'est le résultat de nombreuses journées de travail !

Il y a aussi le comité pédagogique qui anime l'Espace collaboratif et associe les mondes de la recherche, des associations et des professions du social : une dizaine de personnes. Nous avons fait de très nombreuses réunions, Elisabetta va en parler. Il y a aussi le comité de pilotage et le comité interpartenarial réunissant nos financeurs.

La convention entre le CNRS, le Cnam et ATD a permis le financement de nos déplacements, de nos repas et de notre hébergement pendant les journées plénières (depuis 2018, on a vécu sept journées en plénières dont 1 hier pour finir de nous préparer au colloque de ces deux jours).

Ce budget a aussi permis de payer le salaire d'un ingénieur d'étude pour nous aider dans la prise de note, l'organisation de tous les déplacements, de nos documents de travail. C'était Thomas Germain d'abord, puis Solène Tournus jusqu'aujourd'hui, et grand merci à elle pour tout le travail accompli ces derniers mois !

Certains participants ne sont plus là (on pense particulièrement à aujourd'hui à Laurent Bougro, membre du groupe des personnes ayant l'expérience de la pauvreté, décédé il y a deux mois). D'autres n'ont pas pu venir aujourd'hui, d'autres ont contribué à un moment ou à un autre depuis 2018. Certaines sont dans la salle, on les remercie d'avoir contribué et d'être ici aujourd'hui !

Elisabetta Bucolo va maintenant raconter ce sur quoi on a travaillé.

Elisabetta Bucolo : travail collectif et questions de recherche

Notre travail collectif a eu besoin de se stabiliser progressivement.

Pour pouvoir trouver notre propre cheminement, nous avons commencé par inviter d'autres équipes de recherche participative à nous raconter comment elles avaient travaillé. Ainsi nous avons organisé deux journées en croisement de savoir :

- une première en juin 2018 autour de la recherche participative internationale « Dimensions cachées de la pauvreté » conduite par ATD Quart Monde et l'Université d'Oxford (2016-2019),
- une deuxième en juin 2019 avec l'équipe Capdroits travaillant sur les conditions d'exercice des droits et de l'accompagnement à la décision des personnes vulnérables.

Ces équipes sont d'ailleurs ici présentes et nous les remercions.

Cette confrontation a fait émerger chez les membres de l'Espace collaboratif des questions épistémologiques, éthiques et méthodologiques qu'on a décidé de creuser ensemble. Et nous avons pu faire avancer notre réflexion commune sur trois questions, dont les résultats seront présentés aujourd'hui :

- les groupes de pairs et la non mixité/mixité dans les recherches participatives
- la coproduction des savoirs jusqu'au bout
- la validation et évaluation des recherches participatives

La crise sanitaire est intervenue alors que nous commençons notre travail collectif. Ceci nous a poussé à nous adapter et inventer. En effet, le croisement des savoirs s'appuie sur des outils divers – langage, théâtre-images, discussions informelles, etc. – qui imposent le présentiel. Cependant, nous avons réussi à mettre en place une forme de « croisement à distance », des questions et réponses entre les trois groupes de pairs et quelques séances par Zoom.

Ce travail a permis de maintenir la dynamique et de réussir le retour au présentiel, jusqu'à aujourd'hui.

CONSOLIDATION DES GROUPES DE PAIRS ET COMPOSITION

Il a fallu du temps pour consolider les trois groupes de pairs (les personnes ayant l'expérience de la pauvreté ou de l'exclusion sociale, les praticiennes (essentiellement des travailleurs sociaux/formateurs en travail social) et les chercheur-euse-s.

Il nous a semblé nécessaire à partir de fin 2019 de demander aux personnes de s'engager sur le long terme avec nous et notamment jusqu'à ces Rencontres. Cet engagement a été important car les personnes ont appris progressivement à se connaître et à être en confiance, ce qui facilite et fluidifie les échanges utiles à la production d'un savoir commun.

Cela a été également vrai pour le partenariat inédit mobilisé entre différentes institutions, de recherche, de pratique et associatif, qui ont appris à travailler ensemble, à piloter ensemble, à inventer une pédagogie ensemble.

CONSOLIDATION DE L'ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

Il a été également question de stabiliser notre équipe pédagogique. Équipe tripartite composée en particulier des animateurs et animatrices des groupes de pairs, elle constitue l'armature du dispositif méthodologique. Imaginé d'abord dans un rôle de support et de coordination, on s'est vite rendu compte de la place centrale que cette instance occupe dans le cadre des recherches participatives. Nous avons eu des réunions bien longues, de nombreux lundis après-midi ! Véritable pôle de réflexion, le comité pédagogique adapte constamment la méthode de travail entre les groupes, produit les synthèses et les supports utiles aux échanges. Il joue de fait un rôle de médiation entre les questionnements, les analyses ainsi que les données émergeant dans chaque groupe de pairs, et assure la coordination et l'animation des journées en croisement des savoirs.

Nous aurions voulu que le travail de l'équipe pédagogique fasse l'objet d'une évaluation à part entière afin de capitaliser et améliorer les connaissances sur son rôle spécifique dans les dispositifs des recherches participatives. Cela n'a pas été possible pour aujourd'hui, nous avons préféré mettre l'accent sur nos résultats. Nous essayerons de le faire à l'avenir.

EN CONCLUSION

L'ensemble des participants à l'Espace collaboratif est aujourd'hui équipé de concepts, de points d'attention construits ensemble pendant trois ans et d'expériences vécues dans les groupes qui leur permettront d'être mieux outillés pour monter des recherches, des formations, des actions en croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Surtout ils sont en mesure de contribuer à cultiver des « vertus épistémiques » qui leur permettront de ne plus reproduire les injustices souvent inconscientes et ainsi pouvoir contribuer au changement des représentations sur la recherche participative et sur la pauvreté.

Temps d'atelier pour faire connaissance en petit groupe

BRUNO TARDIEU

Nous allons maintenant partir en petit groupe pendant 1h30 pour faire connaissance, jusqu'au repas. Nous y consacrons donc un temps important. Cet après-midi vous serez dans des ateliers que vous avez choisis. Et ce matin nous allons nous retrouver avec les mêmes personnes qui seront dans l'atelier cet après-midi. Cela nous fera gagner du temps pour aborder la question choisie.

Mais surtout, nous considérons que pour bien réfléchir à ces questions délicates, il faut réussir à se comprendre or nous l'avons dit, nous sommes très différents, dans nos expériences et dans nos formes de savoirs. Nous avons des savoirs situés. Et pour comprendre la connaissance et la pensée de l'autre, il faut connaître et comprendre de quelle expérience sa connaissance et sa pensée viennent. Nous allons vous proposer des exercices pour commencer à se dire qui on est, d'où on vient, pourquoi on a voulu venir à ce colloque et ce qu'on en attend.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait que les équipes de recherches ici présentes ont été sollicitées pour écrire deux pages sur leur recherche et donc vous pourrez en savoir plus en lisant le livret du colloque qu'on vous a distribué à l'entrée.



Plénière 2

« Mixité/non mixité »

(groupes de pairs)

15 NOVEMBRE 2022 À 14H

Cette plénière, et les résultats de l'Espace collaboratif qui y sont présentés, a fait l'objet d'une préparation collective et d'une co-écriture par un groupe composé de :

Militants ATD Quart Monde et habitants du quartier des 3 cités : M. Bachir Bayo, Mme Marie Boulestier, Mme Doris Mary, Mme Aquilina Da Silva Ferreira, M. Seth Noumenton.

Chercheurs : Mme Elisabetta Bucolo, Mme Christine Caille, M. Éric Dacheux, Mme Anne-Marie Lavarde, Mme Dominique Paturel

Professionnelles : Mme Marguerite Kamara, Mme Emmanuelle Murcier, Mme Valérie Normand, Mme Elsa Piou, Mme Mégane Reginal

avec le soutien de M. Bafodé Biaby et Mme Elisabeth Verzat

Les personnes qui sont intervenues ne présentaient donc pas leur contribution personnelle, mais se faisaient interprètes d'un exposé co-construit.

Présentation des objectifs de la plénière et de son déroulé

Elisabetta Bucolo, membre du comité pédagogique et animatrice de cette plénière, a rappelé la question sur laquelle a travaillé l'Espace collaboratif : « Est-ce que le travail en groupes de pairs est une condition nécessaire pour la co-construction d'un savoir utile à la lutte contre la pauvreté ? »

Elle a rappelé que la question ne fait pas consensus, elle ne fait pas l'unanimité. C'est un débat d'actualité qui a fait polémique aussi au moment même où l'Espace collaboratif se posait cette question. L'objectif de cette plénière est ainsi de présenter les résultats des débats qui ont traversé l'Espace collaboratif sur cette question.

Différents supports ont été utilisés pendant cette recherche, dont certains mobilisés dans cette plénière pour rendre compte des résultats. Parmi ces supports : des saynettes, des photos, du langage-image, du théâtre-image qu'on fera tout à l'heure. Le but est de nous montrer comment les participant-e-s ont travaillé pendant ces années de recherches participatives en croisement des savoirs.



Premier exercice : un mot pour désigner ce que nous évoque l'expression « groupe de pairs »

Avant de montrer les trois résultats principaux tirés de ce travail sur la mixité/non mixité, l'animatrice invite chaque personne présente à la plénière à écrire ce que lui évoque le mot « groupe de pairs ». Cela peut être une expérience vécue, une définition. Des feuilles et des stylos sont disposés sur les chaises. Il s'agit de choisir un ou deux mots. La question est : « *Qu'est-ce que ce terme vous évoque ?* » Elisabetta Bucolo nous rappelle qu'il n'y a pas de bonne ou mauvaise réponse.

Elisabetta Bucolo et Elsa Piou, membres du groupe d'animation, ramassent les mots, et les affichent. Elles les lisent à voix haute :

écoute | partage | savoir commun | confiance | référentiel commun | similaire | singulier
 confiance | récit commun | commun | semblable | savoir collectif | solidarité | être compris | sécurité
 regroupé selon sa spécificité | savoir propre | expérience partagée | se connaître ou se reconnaître
 partage de vécu | tortue (avec un dessin de tortue) | homologue | compréhension | expérience commune
 échange | prise de parole

On comprend que cela va dans beaucoup de directions. Toutes sont pertinentes et méritent d'être discutées. Tous ces mots montrent bien, sachant qu'une cinquantaine de personnes participe à cette plénière, qu'on peut de façon très diverse mettre des mots sur les groupes de pairs. Il existait des visions différentes au sein de l'Espace collaboratif aussi. Il a fallu se mettre d'accord.

Présentation des membres de l'Espace collaboratif, un·e par un·e

Un power point est projeté afin de faciliter la compréhension des contenus développés durant la plénière.

Lecture de la définition écrite par l'Espace collaboratif pour désigner un groupe de pairs

- Le groupe de pairs est un espace de non mixité, qui réunit des personnes se reconnaissant comme ayant une appartenance et une expérience commune. Il sert pour préparer les échanges en groupe mixte. Il permet de rendre visible des savoirs qui en général ne sont pas pris en compte et qui sont utiles à la connaissance.
- Dans un texte que nous avons co-écrit, nous avons expliqué ce qu'est un groupe de pair avec l'exemple suivant :



« Je m'appelle Nathalie, je suis une femme de plus de 50 ans, j'ai trois enfants et suis divorcée, je suis militante ATD, j'habite dans le quartier des 3 Cités à Poitiers et suis femme de ménage syndiquée, etc... j'ai donc plusieurs casquettes, selon les contextes, ce n'est pas toujours facile. Par contre, ces différentes « étiquettes » font que je m'identifie à plusieurs groupes de pairs : les parents d'élèves, les syndicalistes, les militants ATD, le groupe de parole des femmes. Selon mes besoins et mon parcours de vie, je choisis d'appartenir à l'un ou à l'autre de ces groupes de pairs. J'ai une identité plurielle. Je ne m'enferme pas et ne me sens pas enfermée dans une case. Dans chacun de ces groupes, je peux parler librement de ce que je vis, être écoutée par d'autres personnes qui partagent des situations similaires : cela me rend plus forte et m'enrichit de l'expérience des autres. »

- Dans la littérature scientifique, le groupe de pairs est relié à un espace de protection pour les personnes les plus vulnérables. Notre expérience dans l'Espace collaboratif nous a permis d'interroger cette définition initiale.

Selon l'expression de Nancy Fraser, les publics faibles deviennent des publics forts en groupe de pairs. Nous avons toutefois fait le constat que toutes les catégories de personnes participantes à l'Espace collaboratif, qu'elles soient chercheuses, praticiennes et personnes ayant l'expérience

de la pauvreté, avaient besoin des groupes de pairs. Elles considèrent toutes cet espace de parole comme un lieu utile et nécessaire pour elles, pour se connaître, se reconnaître comme pairs, se retrouver, se protéger, être en confiance, passer d'une parole individuelle à une parole collective avant la confrontation avec les autres groupes.

Fin de la lecture collective.

L'animatrice de ce temps, Elisabetta Bucolo, précise que cette définition, un peu longue, inclut tous les aspects qu'ils et elles ont voulu soulever. Voici venu le moment de présenter les résultats.

Présentation des trois principaux résultats

Résultat n°1 : Le groupe de pairs est indispensable pour rencontrer/travailler avec les autres groupes (en mixité) dans de bonnes conditions

Lecture collective des slides préparées par le groupe.

- Le groupe de pairs doit s'inscrire dans un processus, il ne se suffit pas à lui-même. Il doit s'articuler à des groupes mixtes. Et il faut surtout qu'il vise une transformation sociale.

Pour l'illustrer, le groupe propose une saynnette, qui est un des outils mobilisés durant la recherche.

Saynette n°1

Situation : trois groupes de trois personnes sont identifiées par couleur (vert, blanc, gris) – plus un animateur. Mise en scène d'une discussion collective en groupe mixte :

- Le groupe vert s'emballe dans la discussion (ne voit plus les autres) / les autres groupes ne comprennent plus – font des signes pour qu'on fasse attention à eux.
- Une personne du groupe blanc dit : « *STOP mon groupe a besoin d'une TORTUE (de se retrouver en groupe non mixte)* ».
- Les trois groupes se mettent sur le côté, chaque groupe en tortue.

On entend les commentaires que les personnes formulent au sein des différents groupes.

- Dans le groupe blanc (en tortue) une personne dit : « *Qu'est-ce que vous avez compris ?* » « *Êtes-vous d'accord ?* » – Certains ont compris, d'autres non. Ils échangent.
 - Dans le groupe gris (en tortue) une personne dit : « *Ce qu'ils ont dit me met en colère, je ne sais pas comment le dire avec les mots justes* » « *Est-ce que vous êtes d'accord avec moi ?* »
 - Dans le groupe vert (en tortue) une personne dit : « *On a monopolisé la parole, il faut qu'on fasse plus attention à tout le monde.* »
- Les 3 groupes se remettent en groupes mixte pour continuer à discuter
 - Les blancs disent : « *Il y a un mot qu'on n'a pas compris* »
 - Les gris disent : on aimerait partager quelque chose qui nous a gêné.
 - Les verts disent : on s'est rendu compte qu'on a pris la parole, désolés, nous sommes prêts à échanger tous ensemble.
- La discussion démarre, les personnes échangent ensemble de manière plus fluide.

Elisabetta Bucolo précise que le groupe a essayé d'illustrer dans une saynette des scènes que les participant-e-s ont vécu. Pour être un peu plus explicite, une lecture d'un texte co-écrit par le groupe est faite pour mettre des mots sur la saynette qu'ils et elles viennent de jouer.

Lecture collective du texte co-écrit n°1

- La mixité entre chercheurs, praticiennes et personnes ayant l'expérience de la pauvreté n'est pas une évidence, tout le monde n'est pas à l'aise dans un tel groupe mixte.
- La construction d'un savoir commun dans lequel la parole de tous et toutes est réellement prise en compte, demande la mise en place de groupes de pairs. Dans ces espaces, les personnes peuvent s'exprimer librement, y compris pour partager leurs émotions.

Le groupe de pairs permet également de prendre du recul par rapport au vécu individuel en le mettant en relation avec celui des autres et de développer sa pensée sans être réduit à un témoignage. Ils préparent et facilitent les échanges à plusieurs.

- Les groupes de pairs ne sont pas une fin en soi, ce n'est pas l'objectif mais un outil pour rencontrer l'autre, les autres, les rencontrer dans les meilleures conditions possibles.
- Le groupe de pairs est utile avant et après les groupes mixtes. Il s'agit donc d'un processus d'alternance, d'aller-retour, dans lequel le groupe de pairs assure les bonnes conditions pour pouvoir s'exprimer et échanger en plénière, avec les autres groupes. Il est indispensable puisqu'il permet de construire une parole collective, en relation avec une expérience commune.
- « **Se mettre en tortue** » est une expression pour désigner le temps que l'on prend en groupe de pairs lorsqu'on a besoin de faire le point, de s'isoler lors des débats en plénière. On pourrait penser à ce temps comme une forme de repli ou d'entre-soi alors que nous avons appris par l'expérience vécue dans l'Espace collaboratif, que c'est un temps qui s'avère nécessaire pour construire un savoir commun.
- Il permet de créer les conditions pour des échanges de savoirs constructifs entre les différents groupes de pairs. Les personnes peuvent ainsi demander de se retrouver en groupe de pairs pour clarifier leurs idées, oser dire qu'elles ne sont pas d'accord, s'assurer d'avoir bien compris, marquer un temps d'arrêt et de réflexion, exprimer ses émotions, stabiliser leurs propos avant de les confronter avec ceux des autres groupes.

- Le groupe de pairs permet une mise à distance de sa réflexion, de son expérience personnelle. A partir du savoir de chacun, il est question dans le groupe de pairs de passer du « je » au « nous ».
- **L'illustration par l'expression : « êtes-vous d'accord ? »** montre le souci des membres des groupes de pairs d'apporter dans le débat collectif en groupe mixte, un savoir collectif tel que formalisé à partir des savoirs des uns et des autres. Il permet de renforcer le pouvoir de la parole collective pour peser dans le débat public. Ce processus vise à activer un savoir commun utile à la transformation sociale.

Après ce premier résultat, la salle a pu poser des questions de compréhension

Questions de compréhension

Question n°1 : J'avais une question sur l'animation des groupes de pairs, est-ce qu'ils sont auto-animés ? Ou ce sont des personnes extérieures qui les animent ?

Réponse du groupe : La question de l'animation vient en troisième temps, on va y revenir mais vous ne pouviez pas savoir. Alors pour vous répondre quand même, oui chaque groupe de pairs est animé.

Question n°2 : Sur l'animateur : est-ce que ça reste un groupe homogène ? Ou est-ce que c'est une personne extérieure d'un autre groupe de pairs ?

Réponse du groupe : Pour le groupe de militant·e-s ayant l'expérience de la pauvreté, il s'agissait d'un animateur extérieur mais qui avait vécu avec eux leur expérience.

Question n°3 : Sur le rapport de domination, on le voit dans la saynette mais je ne l'ai pas lu dans votre texte, vous pouvez en dire plus ?

Résultat n°2 : Le groupe de pairs s'inscrit dans un processus qui nécessite un temps long, qualitatif

Lecture collective des slides préparées par le groupe.

Saynette n°2

Mise en scène type interview. Voici leurs échanges :

Une personne demande : « On parle de temps long qualitatif, est-ce que vous seriez d'accord pour parler d'un moment particulier qui vous a permis de comprendre l'intérêt de ce temps long qualitatif ? »

Réponse n°1 : « Moi je voulais témoigner au nom du groupe de pairs des praticiennes. On a eu un moment dans un temps de groupe mixte une praticienne qui s'est retrouvée toute seule dans le groupe mixte, dans lequel les débats étaient un peu houleux, un peu difficiles, sans praticienne dans son groupe mixte. Et elle nous en a reparlé après. À distance, on a pu la soutenir, être aidante, en reparler. Et c'est aussi pour ce temps long depuis trois ans, de se connaître et se faire confiance. Ça lui a permis de nous le dire même après, même à distance. Et nous d'être présents même après, même à distance. »

Réponse n°2 : « Oui nous on a été invité par les habitant·e-s des 3 Cités à Poitiers, et on n'a pas les mêmes façons de travailler même si c'est très proche, moi je suis à ATD Quart Monde. Mais c'était hyper important de partager ça ensemble. »

Réponse n°3 : « Moi c'était un peu plus général, ça se passait aussi dans cette salle, pendant des moments de repas. À force de se reconnaître, de s'engager, ça a permis qu'on mange ensemble sans être forcément par groupe de pairs, est née la confiance et la possibilité de croiser les savoirs et de co-construire ensemble des textes comme aujourd'hui. »

Lecture collective du texte co-écrit n°2

- Co-construire un savoir entre des personnes différentes nécessite d'adapter l'animation et le rythme. La recherche en croisement des savoirs demande plus de temps qu'une recherche classique, notamment pour l'alternance entre groupes de pairs et groupes mixtes. C'est un processus qui prend du temps.
- Les personnes ayant l'expérience de la pauvreté, les praticiennes, les chercheurs sont tous activement impliqués dans la création de connaissances. S'assurer que tout le monde comprend et se reconnaît dans ce qui est produit prend du temps.
- Ce n'est pas qu'une question de durée longue du processus mais aussi de qualité du temps passé ensemble. C'est pour cette raison qu'on l'appelle temps « qualitatif », pour le distinguer des temps plus techniques de réunion et d'organisation.
- En effet, il s'agit d'un processus humain, qui a besoin d'un temps long qualitatif, où chacun, dans chaque groupe de pairs, va apprendre à se connaître, se reconnaître, aller vers l'autre, gérer la peur de dire les choses, laisser le temps d'exprimer les émotions, se faire confiance, préparer les discussions, revenir sur les sujets pour favoriser le partage, trouver sa place dans la discussion. Il faut respecter le rythme de chaque groupe de pairs.
- Accepter de bouger soi-même et son regard, ça prend du temps.

Questions de compréhension

Pas de question de la salle.

Résultat n°3 : L'animateur doit avoir conscience des rapports de domination qui existent dans tous les groupes

Lecture collective des slides préparées par le groupe.

Le groupe rappelle qu'ils et elles ont constaté que ces rapports de domination peuvent exister à différents niveaux. Avec l'existence de plusieurs casquettes parfois, qui peut compliquer ces relations. Être membre du comité de pilotage, puis animateur dans un groupe, puis participant-e dans son groupe de pairs...

Mise en scène de moments vécus dans l'Espace collaboratif, à l'aide du théâtre-image, outil utilisé pendant la recherche et présenté brièvement par Elisabetta Bucolo.

Improvisation/mise en situation du moment de « la mise en mot »

Exemple : mise en scène d'un temps collectif durant lequel on doit faire une synthèse collective en co-écriture et le temps manque. Moment dit de « la mise en mots » pour illustrer le pouvoir de la personne qui prend la plume dans le groupe.

Une personne de l'équipe met en scène une « fausse synthèse des groupes de pairs ». Elle dit à la salle : « on doit faire un compte rendu », elle fait le choix de trois idées et dit à la salle « vous êtes d'accord ? » et note sans attendre la réponse.

Saynette et théâtre-image

Les trois groupes (gris, blanc et vert) se positionnent séparément sur la scène et les membres de chaque groupe échangent entre eux pour indiquer les points d'attention qu'il faut avoir lors du travail collectif en groupe.

Le groupe blanc se positionne à droite de la scène :

- Une personne dit : « *Il faut faire attention à ceux qui ne savent pas lire et écrire, les autres peuvent aller trop vite !* »
- Une personne lui répond : « *Il faut faire attention à ceux qui ont besoin de temps pour s'exprimer en public* »
- Une autre personne, l'animateur du groupe, ajoute : « *On a préparé la veille, je fais attention à ce que tout le monde ait pu prendre la parole et partager ses idées* »

Le groupe vert se positionne au centre et produit une image (en mode « théâtre-image ») qui montre la persistance possible de situations d'inégalités y compris au sein des groupes non mixtes. L'animatrice commente l'image formée par le groupe en tee-shirt vert : « *On est dans un groupe de pairs, mais tout le monde n'est pas au même niveau.* »

Le groupe gris commente l'image et les échanges :

Une personne dit : « *Je suis touchée par le fait que les chercheurs aient pu partager avec nous en plénière le fait qu'il pouvait y avoir de l'inégalité au sein de leur propre groupe – pour nous, ça a été un moment important. Oser le partager avec les autres groupes, cela signifie qu'ils ont confiance dans le groupe.* »

Une deuxième personne ajoute : « *Ce dont je me souviens c'est que vous parliez d'engagement, que tous les groupes doivent s'engager de la même manière – qu'il y avait des temps de préparation très différents entre les groupes de pairs : des militants d'ATD Quart Monde et des 3 cités, des praticiennes et des chercheurs – cela nous a questionné.* »

Lecture du texte co-écrit sur les rapports de domination dans les groupes de pairs et sur comment l'animation peut contribuer à lutter contre ces inégalités.



Lecture collective du texte co-écrit n°3

- « Autour d'une table, en considérant qu'on est à égalité, les plus exclus, ceux qui se sentent discriminés n'osent pas prendre librement la parole ». C'est pour cette raison que nous considérons les groupes de pairs indispensables.

- Les groupes de pairs comportent aussi certains risques dont il faut avoir conscience afin de permettre la participation réelle de tous et toutes à la production du savoir.

Pour réussir notre projet ensemble, dans l'Espace collaboratif, nous avons essayé de prendre en compte ces risques afin de permettre à chacun d'apporter sa contribution dans la reconnaissance de l'égalité et de la dignité de chacune et chacun. Mais il faut être vigilants !

- Tous les groupes de pairs peuvent vivre des situations d'inégalité, même si les personnes se reconnaissent comme ayant une expérience commune. Dans un groupe de pairs, il peut y avoir des différences de statuts, d'aisance, de prise de parole, etc... qui empêchent l'expression libre de chacun-e. Nous avons fait le constat que sous des formes différentes les inégalités traversent chacun de nos groupes. Par exemple, dans le groupe de chercheurs les différences de statut entre les participants (doctorant, professeur,...) peuvent limiter la prise de parole.

- L'animateur doit faire attention à réduire ces situations d'inégalité au sein des groupes mais également entre les groupes durant les plénières. C'est son rôle. Il peut contribuer à réduire l'impact de ces relations même s'il ne peut pas toujours les neutraliser. En effet, des conditions de non-domination et de sécurité sont nécessaires pour que les gens sortent du silence et de la parole assujettie afin de formuler leurs pensées en se confrontant les uns aux autres.

- Des personnes ayant l'expérience de la pauvreté disaient : « le groupes de pairs, c'est pour se sentir accepté, oser, prendre confiance en soi. Prendre le temps de bâtir notre pensée individuelle et ne pas être réduit à donner un témoignage. C'est aussi pour ne pas être influencé ou manipulé ».

- Mais l'animateur peut aussi être à l'origine de l'inégalité et prendre du pouvoir, malgré une intention de bien faire, d'être bienveillant. Par exemple, par souci de formaliser les échanges, il peut se retrouver à prendre le stylo et choisir les mots qui resteront.

- Il est donc essentiel d'établir des règles dès le départ :
 - sur la légitimité des animateurs dans les groupes de pairs et leur rôle, (par exemple, l'animateur doit connaître le contexte des personnes pour être légitime et mieux comprendre ce qui se dit)
 - sur la relation entre les membres du groupe et l'animateur (qui ne soit pas une relation de dépendance – pour que le désaccord puisse être dit),
 - sur l'équilibre entre les groupes de pairs et mixtes.

Questions de compréhension

Question n°1 : « Est-ce que vous pourriez clarifier le concept de dépendance que vous venez d'évoquer ? »

Réponse du groupe : C'est par exemple de se dire que la personne qui anime l'échange ne peut pas être un travailleur social qui suit les personnes en situation de pauvreté, parce qu'elles pourraient craindre que leur témoignage ait une influence sur leur vie et n'être pas libres de dire ce qu'elles veulent.

Question n°2 : « Pour interroger les rapports de domination entre l'animateur et le groupe, est-ce qu'il y a des temps de débriefing ? Des moments entre groupes de pairs sans animateur qui lui font ensuite un retour ? »

- Sans animateur on n'a jamais fait.
- Ce qui se fait avec les personnes ayant l'expérience de pauvreté, c'est un bilan de la journée pour dire ce qui va et ce qui n'a pas été.

Suite question n°2 : « Ce n'est pas pour interroger sur ce qui se passe entre l'animateur et le groupe ? »

- Si mais parfois les animateurs en groupe mixte ne sont pas les mêmes que ceux en groupes de pairs, donc il y a plusieurs animateurs différents, et le groupe de pairs des personnes ayant l'expérience de la pauvreté débrieife aussi les animations en groupe mixte.

Question n°3 : On dit « *l'animateur doit avoir conscience* », mais comment est-ce qu'il prend conscience ? Quels outils ? Est-ce qu'il y a des discussions entre animateurs ?

- Il y a des échanges dans l'équipe pédagogique entre animateur-ice-s où on essaye d'ajuster et prendre conscience. Ça donne lieu à de grands cheminements car malgré la bienveillance qu'on essaye d'adopter on renvoie un certain nombre de représentations. Il arrive aussi que l'animateur-ice prenne le pouvoir, mais ces moments d'échange au sein de l'équipe pédagogique aidaient à ajuster.
- Dans l'animation, parmi le groupe des praticiennes, on a aussi vécu ça. On a dû s'ajuster entre nous pour que chacun trouve sa place parmi celles qui étaient aussi dans l'équipe d'animation.
- Pour avoir participé en groupe non mixte, on n'a pas de moment pour parler de ce qui s'est passé. À part des exercices, souvent on n'a pas pris ce temps, c'est quelque chose qui a manqué pour moi.

Relecture à voix haute des trois résultats

- Le groupe de pairs est indispensable pour rencontrer/travailler avec les autres groupes (en mixité) dans de bonnes conditions.
- Le groupe de pairs s'inscrit dans un processus qui nécessite un temps long, qualitatif.
- L'animateur-ice doit avoir conscience des rapports de domination qui existent dans tous les groupes. (À la lecture, l'animatrice ajoute « *essaye d'avoir conscience* », faisant suite à la remarque soulevée la veille pendant le temps de préparation de la plénière par un-e participant-e à la recherche, qui relevait que le fait que l'animateur-ice doive avoir conscience en permanence de tous les rapports de domination peut être trop lourd, trop ambitieux, irréaliste...)

Question posée à la salle : Est-ce qu'il y a des personnes ici qui dans ses recherches, mobilisent aussi des groupes de pairs ?

Plus d'une dizaine de personnes lèvent la main.

La plénière terminée, c'est maintenant dans des ateliers que la discussion sur l'utilité des groupes de pairs dans les recherches participatives se poursuit.



Pour le débat de conclusion, des groupes mixtes de l'ensemble des participants sont constitués et les membres du groupe d'animation viennent les animer et répondre aux questions.

Compte rendu de l'atelier

2-1

Comment on constitue les groupes de pairs ? (légitimité, reconnaissance entre pairs, ...)

Avec la contribution du Secours catholique qui a mis en place un Conseil national de l'animation : Thérèse Lecroart, Claude Bobey, Suzanne Guillet, Ehlinger Perraud
Animatrices : Elisabetta Bucolo, Valérie Normand

L'atelier démarre debout en se mettant en mouvement : *D'où venez-vous ?* Au centre de la pièce, la salle 413 de la MSH à Saint Denis ; puis chacun se positionne géographiquement par rapport à ce point. Ensuite, chacun partage avec son voisin pourquoi il a eu l'élan de participer à ces deux journées de colloque ? Puis chacun présente son voisin ou sa voisine au groupe.

Après ce temps d'interconnaissance, Elisabetta Bucolo introduit le sujet et comment il est arrivé dans les travaux de l'Espace collaboratif. Les groupes de pairs sont des espaces de non mixité rassemblant des personnes ayant des sources de savoirs similaires. C'est une étape dans la co-construction collective d'un savoir issu du croisement entre différents savoirs autonomes. Notre hypothèse de départ est que les groupes de pairs constituent des lieux de libération d'une parole minorisée et de conscientisation d'un vécu commun de l'oppression, nécessaires à la construction d'un savoir collectif autonome. Au sein de l'Espace collaboratif, cela a fait émerger la question : *Comment constituer des groupes de pairs ?* Nous avons beaucoup débattu, expérimenté, et n'avons finalement pas vraiment répondu à la question. Nous avons creusé deux aspects de la question :

COMMENT ÉVITER LES EFFETS D'ASSIGNATION IDENTITAIRE ?

L'appartenance à un groupe de pairs peut être une forme d'assignation à une identité figée, comme si on forçait des gens dans des groupes d'appartenance sans leur laisser le temps de

comprendre l'utilité et de donner leur accord. En effet, si les groupes de pairs constituent des espaces sécurisants permettant la mutualisation des expériences et l'émergence d'un savoir expérientiel, ils pourraient également essentialiser les rôles et statuts de chacun dans des catégories génériques, et présupposer une homogénéité interne tendant à gommer les clivages et les conflits en leur sein.

COMMENT ON CONSTITUE UN GROUPE DE PAIRS OÙ CHACUN SE RECONNAÎT ?

COMMENT SIGNIFIER L'APPARTENANCE À UN GROUPE OÙ CHACUN SE SENT LÉGITIME ?

Les groupes de pairs permettent de façonner des visions partagées qui font émerger une parole collective : on ne parle plus en son nom propre mais au nom d'un « nous » collectif. Or, étonnamment, seuls les chercheurs de l'Espace collaboratif n'ont pas évoqué cette dimension collective, voire politique dans leurs réflexions en groupe de pairs. Alors que dans les autres groupes de pairs, cette question est apparue comme une condition de participation. Le passage d'un « je » à un « nous » pour se sentir légitime à exprimer une parole collective, n'est donc pas facile et demande de se reconnaître comme ayant un commun à partager.

Ensuite le Secours catholique nous a partagé son expérience. Au Secours catholique, il y a un Conseil d'Administration (CA) unique pour la France entière conseillé par une instance consultative constituée de salariés et bénévoles. En 2018, la question est posée : *« Comment l'échange des savoirs peut permettre des pratiques nouvelles ? »*. Cela a entraîné la création du Conseil d'Animation National (CAN) dont le rôle est de conseiller le CA et d'être un laboratoire de la participation.

Le CAN est constitué de 60 personnes :

- 1/3 de personnes ayant l'expérience de la précarité,
- 1/3 de personnes ayant l'expérience de l'animation,
- 1/3 de personnes ayant l'expérience de la gouvernance

Il se retrouve deux fois par an pour des sessions de travail de quatre jours, en région. Une dizaine de personnes en préparent l'animation.

Le 1^{er} Conseil d'Animation National a eu lieu à Paris en janvier 2018. On nous a dit *« les directeurs vont se retrouver pour préparer le prochain CAN. »* Il y a eu des réactions des participants. On a donc lancé une équipe mixte qui prépare et anime chaque rencontre. Dans une rencontre, il y a une structure avec des moments fixes : des temps en petites fraternités de six, sept personnes mixtes, des temps entre pairs, des temps en plénière.

Au départ, quand on a lancé le CAN, chaque région devait identifier et envoyer un comptable, un animateur, deux personnes en situation de précarité. Mais on ne disait pas aux personnes à quel titre elles étaient envoyées, surtout pour les personnes en situation de précarité. À la fin de la première session, des gens se sont sentis catalogués pauvres.

On s'est dit qu'on n'allait plus le dire comme ça.

La session suivante, on a dit : « *Vu vos expériences diverses, allez dans le groupe où vous allez le plus pouvoir contribuer avec votre expérience.* » Il y a eu une vraie liberté. On parle d'autodétermination : chacun détermine le groupe dans lequel il pense qu'il peut le mieux contribuer, à partir de son expérience. Par exemple, deux personnes en situation de précarité sont au CA du Secours catholique. Un est membre du CAN. Selon le sujet, elle peut être dans le groupe de gouvernants, ou dans le groupe des personnes en situation de précarité. Avec le recul, on voit que l'autodétermination permet de se sentir libre, mais finalement chacun va dans son groupe de pairs, à quelques exceptions.

Tout cela a fait évoluer notre manière d'animer ce CAN. Au fur et à mesure, des personnes en situation de précarité sont venues grossir les rangs de ceux qui préparaient.

Les réactions, questions, partages d'expérience des participants ont été nombreux :

- le sujet du temps : temps de l'animation, de la constitution du groupe de pairs, d'identifier ce qui nous différencie des autres groupes de pairs, de construire un savoir commun au groupe... qui permet ensuite de bien travailler ensemble.
- le sujet du rôle, du choix des animateurs et des méthodologies utilisées (leur accessibilité par exemple).
- le sujet de la légitimité à être dans un groupe de pairs, alors même que le fait de participer à ce dispositif me rend différent des autres.
- le sujet des mots que chacun emploie et qui ne sont pas forcément compréhensibles par tous.
- la question de participer à un sujet même si on n'est pas directement concerné : cela peut permettre d'apprendre des choses et de les rapporter à son groupe de pairs.

Compte rendu de l'atelier 2-2

Que faire avec les désaccords : les encourager ou les limiter ?

Avec la contribution de l'équipe de recherche France sur « les Dimensions cachées de la pauvreté » (Elena Lasida, Chantal Consolini, Marion Navelet, Evelyne Dubois, Abdallah Bendjaballah) **et de l'équipe de recherche Suisse sur « Pauvreté, Identité, Société »** (Sophie Guerry, Caroline Reynaud, Carole Maubert Stamm, Michael Zeier, Alain Meylan)

Animation : Elsa Piou et Bafodé Diaby

Cet atelier consiste à réfléchir ensemble sur la question : qu'est-ce qu'on fait avec les désaccords ? Est-ce qu'il faut les limiter ? Les encourager ? Ou autre chose ?

Au sein de l'Espace collaboratif deux tensions ont été nommées :

- celle entre le besoin d'être uni au sein des groupes de pairs pour construire une parole collective et le risque de tuer la diversité ;
- celle entre avancer dans la recherche et préserver la pluralité des idées produites.

Pour lancer l'atelier, deux groupes de recherche ont présenté leurs réflexions à partir des désaccords vécus au sein de leurs équipes.

PRÉSENTATION DU GROUPE DE RECHERCHE SUR LES DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE

L'équipe de la recherche sur les dimensions de la pauvreté a identifié différents types de désaccords : ceux entre une personne et tout le reste du groupe de pairs, ceux entre des personnes qui sont dans des groupes de pairs différents, par exemple un chercheur et un militant, et ceux entre différents groupes de pairs, opposant deux groupes de pairs, ou un groupe de pairs avec les deux autres. C'est sur ces derniers que le groupe s'est concentré pour cette présentation, parce que ce sont ceux qui les ont le plus touché-e-s et ce sont ceux qui disent quelque chose aussi sur les désaccords entre les savoirs et méritent d'être creusés.

Le groupe présente deux exemples de désaccords, puis les manières dont le groupe les a traités.

- Un double désaccord sur la notion de combat

Il s'agit à la fois d'un désaccord sur l'approche positive (la capacité de résister) ou négative (la lutte quotidienne) avec laquelle appréhender le « combat », et sur la pertinence du mot « combat » lui-même jugé militant et non scientifique par les chercheur-euse-s.

- Un désaccord à propos de la dimension « les compétences acquises et non reconnues issues de l'expérience de la pauvreté »

Les personnes en situation de pauvreté ont des compétences acquises par l'expérience de la pauvreté (la débrouillardise, la récupération, la solidarité...). Le désaccord portait sur la pertinence d'en faire une dimension à part entière, ou de l'intégrer comme notion transversale à chaque dimension (puisqu'elle ne contenait que des aspects positifs contrairement aux autres dimensions).

À partir de ces deux désaccords le groupe a identifié quatre choses qui les ont aidées à construire un accord :

➤ la question du temps et du travail en groupe de pairs

Le groupe identifie l'importance d'un temps de maturation et du travail en groupes de pairs pour arriver à un accord. Le travail en groupe de pairs a permis à chaque groupe d'être prêt pour les échanges en plénière et de pouvoir reprendre les désaccords de manière nouvelle.

➤ dire ce qu'on apprend de l'autre avant de justifier un avis différent du sien

Le deuxième critère important souligné par le groupe pour travailler les désaccords est de réfléchir et dire d'abord ce qu'on apprend de l'avis de l'autre avant de justifier son propre avis ou de convaincre l'autre qu'on a raison. Ceci permet de se déplacer par rapport à une opposition frontale entre deux idées, deux avis.

➤ la reformulation en co-construction

Dans le cas des compétences acquises par l'expérience de la pauvreté, le désaccord a mené à une reformulation de la dimension. La formulation « les compétences acquises par l'expérience de la pauvreté » a été remplacée par la formulation « les compétences acquises et non reconnues issues de l'expérience de la pauvreté ». Le terme « non reconnues » a permis d'intégrer l'aspect négatif de

cette dimension qui pèse sur les personnes en situations de pauvreté et entre en cohérence avec les autres dimensions.

➤ la co-construction d'une définition commune du terme « combat »

Concernant le terme « combat », les militant-e-s tenaient bon sur l'importance de ce mot pour eux. Ils et elles l'ont défini, ont fourni des exemples pour faire entendre ce qu'ils et elles mettaient derrière ce mot. Le groupe a ainsi travaillé, à partir des groupes de pairs, à une définition commune du mot « combat » acceptée par tout-e-s comme « une lutte difficile pour la survie et une capacité à résister ».

Une praticienne s'interroge sur les désaccords au sein des groupes de pairs : y en a-t-il eu ? Comment ont-ils été traités ?

La personne qui a soutenu le groupe des militant-e-s au sein de la recherche, témoigne d'une évolution au cours des trois ans à l'intérieur des groupes de pairs. Au début de la recherche, elle constate que le groupe de quatre militant-e-s avait besoin de se sentir uni-e-s face aux universitaires, d'être fort-e-s et de trouver un consensus pour pouvoir aller confronter les universitaires et les professionnel-le-s. Puis au fur et à mesure, le groupe s'est autorisé à ne pas être d'accord les un-e-s avec les autres. C'était parfois douloureux, il y avait une peur que cette unité disparaisse, mais petit à petit elle témoigne avoir senti que chacun-e se sentait plus libre de pouvoir dire « je ne pense pas comme toi ». Car avaient été bâtis une confiance, un langage commun, qu'il était plus facile de se comprendre. Et les désaccords au sein du groupe de pairs pouvaient être partagés en plénière.

PRÉSENTATION DU GROUPE « PAUVRETÉ, IDENTITÉ ET SOCIÉTÉ »

Cette recherche participative interroge le rapport entre les institutions et les personnes qui ont l'expérience de la pauvreté en Suisse. Des désaccords qui les ont marqués dans cette recherche se concentrent sur les désaccords entre groupes de pairs.

- Un désaccord sur l'emploi du terme « victime »

L'identification des professionnel-le-s comme « victimes » a été mal reçue par les personnes ayant l'expérience de la pauvreté « parce que dans ce projet il n'y a qu'une équipe qui est victime, c'est les gens issus de la pauvreté ». Avec le recul et les discussions, les personnes ayant le vécu de la pauvreté ont compris ce que les professionnel-le-s ont voulu dire : qu'ils étaient victimes d'un système social hiérarchique qui les empêche de travailler comme ils veulent. « Mais vous, vous avez choisi d'être dans le social, vous êtes professionnel-le-s, vous avez un salaire, vous êtes payé-e-s, vous n'êtes pas victimes », leur ont dit les personnes ayant l'expérience de la pauvreté.

- Un désaccord sur l'emploi du terme « pouvoir »

Le second désaccord présenté concerne l'utilisation du terme « pouvoir » par le groupe de pairs des scientifiques pour analyser les rapports entre professionnel-le-s et personnes ayant l'expérience de la pauvreté. Les professionnel-le-s se sont opposé-e-s à l'utilisation de ce terme, se sentant mis-e-s en cause dans leur travail, notamment par l'emploi du terme « prise » de pouvoirs. Les scientifiques ont expliqué ce terme à partir des rapports de pouvoir dans la société dans son ensemble. Un travail de définition du terme « pouvoir » a été entrepris par les différents groupes, la question de la « prise » de pouvoir a notamment été posée.

- Un désaccord sur l'emploi du terme « faible »

Ce troisième désaccord est né de la citation d'un article de la Constitution suisse par une professionnelle. Dans cet article, il est dit que « *la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres* ». Or le groupe de pairs des personnes ayant l'expérience de la pauvreté a rejeté ce terme pour les qualifier. « *Avec le combat qu'on mène tous les jours, on ne peut pas dire qu'on est faible, on est fort* ».

Le groupe partage trois réflexions nées de ces désaccords :

➤ ***L'importance de la méthodologie en tortue***

L'équipe de recherche s'accorde sur l'importance et l'utilité de ces désaccords pour faire avancer la recherche. Elle s'est interrogée sur ce qui les protégeait dans ces moments de désaccord. L'importance de la méthodologie de la tortue, c'est-à-dire le retour en groupe de pairs. Cela permet d'éviter de cristalliser les tensions entre des personnes. La tortue permet de retourner aux idées, au collectif.

➤ ***L'évolution de la place accordée aux désaccords au fil de la recherche***

Au début, il y avait une recherche constante du compromis au sein du groupe de pairs, de limiter les désaccords de peur de menacer la continuité de la recherche. C'est petit à petit, en ayant bâti une confiance, que le groupe a osé dire les désaccords sans peur de rompre le lien.

➤ ***des désaccords qui peuvent persister***

Les co-chercheur-euse-s précisent que des désaccords persistent, notamment sur la notion de « compromis ». Pour des personnes ayant l'expérience de la pauvreté le mot compromis renvoie au pouvoir de l'un d'écraser l'autre. « *Si deux parties trouvent un accord, mais vraiment ensemble, ce n'est pas un compromis. L'accord est solide, il est fondé sur la confiance* ». Une chercheuse reconnaît quant à elle l'importance d'aller vers le compromis, dans le sens d'un accord, mais à condition que toutes les parties participent à égalité à ce compromis et qu'aucune ne soit contrainte d'accepter un compromis qu'on lui impose.

Un participant remarque que dans les deux groupes qu'on a entendus, finalement la question de désaccord est binaire, c'est soit oui, soit non.

Les deux groupes de recherche s'accordent pour dire que l'impression de binarité vient surtout de la nécessité de simplifier ces désaccords pour les besoins de la présentation. L'important

était de comprendre ce que chacun-e mettait derrière ces termes, et s'accorder sur une définition ou une formulation. C'est aussi d'accepter qu'on a besoin de temps, qu'on ne va pas pouvoir continuer ce qu'on avait prévu, précisent les équipes. Dans le désaccord portant sur le mot « combat » par exemple, les allers retours et discussions ont duré un an et demi. « *Là on résume par « on le prend » ou « on le prend pas » mais il y avait beaucoup plus de dimensions à prendre en compte* ». Dans la définition coproduite, le groupe a gardé deux notions du terme « combat » mais une troisième notion était « *le combat contre soi-même* », contre les émotions qui envahissent les personnes ayant l'expérience de la pauvreté, qui les paralysent.

Les deux groupes partagent aussi le constat de désaccords qui ressortent particulièrement lors de la phase d'écriture. Au moment d'écrire le message, le cœur de la recherche.

Une autre personne pose la question suivante : Sur ces mots « victime », « manipulation », « pouvoir »... dans l'accord que vous avez trouvé, les mots ont changé ? Parce que si vous trouvez un accord c'est que le mot change, c'est que vous ne mettez pas les mêmes mots derrière, sinon le désaccord reste.

Les mots ont été gardés, mais après s'être mis d'accord sur ce qu'on mettait tous et toutes derrière. Par exemple, les professionnelles disaient « *si on ne met pas ça derrière le terme « manipulation » pour moi ça devient acceptable* ». Beaucoup de désaccords se sont réglés comme ça.

ÉCHANGE

Après les deux présentations chacun-e prend deux minutes pour se demander sur quoi il ou elle veut réagir par rapport à ce qu'il ou elle a entendu. Puis celles et ceux qui le veulent partagent leurs réflexions avec le groupe.

Un chercheur revient sur la critique de la notion de compromis. Au-delà de la question de qui impose les compromis, et même quand les deux personnes qui font le compromis sont à égalité, le compromis revient à renoncer à une certaine chose à laquelle on tenait. Il propose plutôt la notion « d'enrichissement », c'est-à-dire une solution qui n'est ni celle de l'un, ni celle de l'autre, mais une troisième solution à laquelle on n'avait pas pensé. Ce qui implique de prendre le temps et de travailler le désaccord. Et accepter aussi de ne pas résoudre certains désaccords.

Dans la salle, certain-e-s proposent le terme « accord » plutôt que celui de « compromis ». Le chercheur tient à l'idée qu'on ne trouve pas toujours un accord, et plutôt que de chercher un compromis, il propose qu'on trouve des méthodes pour travailler et garder les désaccords. Même s'ils vont jusqu'à paralyser l'action.

Une discussion émerge sur la question des alternatives au compromis. On cite dans la salle le consensus et le consentement. Le consensus est défini comme une méthode d'intervention qui consiste à discuter jusqu'à obtenir un consensus, c'est-à-dire un accord partagé par chacune des parties. Le consentement est lui défini comme une absence

d'objection majeure à la décision. « *Consensus, on arrive à un accord. Consentement, je ne l'aurais pas dit comme ça mais je n'ai pas d'objection majeure* ».

Le débat revient sur la nuance entre « faire vivre » et « encourager » les désaccords. Pour le chercheur qui parlait d'enrichissement, il s'agit de les encourager et pour cela la solution ne peut être ni le compromis, ni le consensus, ni le consentement. C'est accepter qu'à la sortie, le désaccord persiste. Avec le consentement, on gagnerait en action, mais on perdrait le « pourquoi on n'était pas d'accord », qui est pourtant important et fait progresser l'intelligence collective.

Une nuance est apportée : encourager les désaccords dépend de l'étape dans laquelle on est dans le processus de recherche. Au début du processus, ou plutôt au milieu du processus, quand la confiance est établie, il serait important d'aller vers les désaccords, de leur donner de la place et de les travailler. Mais dans la co-écriture, si on est dans cette logique, on n'arrive plus à écrire. Dans la phase d'écriture du projet de recherche Pauvreté, Identité et Société, les co-chercheur-euse-s ont travaillé avec la technique du consentement, pour avancer. Cela dépendrait donc des étapes.

À propos de la co-écriture, une personne souligne l'importance parfois de garder plusieurs définitions, que chacun-e puisse garder sa propre définition, car on ne vient pas tous et toutes des mêmes endroits. Elle interroge la salle sur les manières d'écrire ensemble tout en faisant coexister ces différents points de vue.

Une autre personne partage son expérience dans le projet de recherche participative avec des jeunes de milieu populaire, le projet Pop'part. L'équipe de recherche a écrit un ouvrage collectif et le choix qui a été fait est de garder chaque écriture indépendante. Il s'agit d'un abécédaire de mots qui ont été choisis ensemble, avec pour chacun d'eux un texte écrit par des chercheur-euse-s,

un autre par des professionnel-le-s et un par des jeunes. Les différences subsistent et coexistent. La chercheuse ajoute que le dissensus, le conflit, le désaccord sont au cœur de la recherche participative et participent à l'amélioration de la recherche elle-même. Elle est constitutive de ce qu'apporte en plus la recherche participative.

Rejoignant des interventions précédentes, une personne avec l'expérience de la pauvreté remet en cause la nécessité de toujours trouver un accord commun. « *Ça me pose souvent un problème, pourquoi est-ce que je suis obligée d'être d'accord ? Moi aussi, ma façon de penser elle a le droit d'exister* ». La salle est d'accord sur le fait qu'un désaccord puisse aussi être un résultat. C'est aussi la preuve que les personnes osent dire ce qu'elles pensent, c'est un côté positif du désaccord.

Une personne dans la salle demande aux groupes de recherche si, dans les exemples cités, l'accord trouvé est ressenti comme mieux par toutes les parties prenantes. Pour la personne qui a soutenu les personnes ayant l'expérience de la pauvreté dans le projet Dimensions de la pauvreté, il s'agit d'un processus de transformation. « *On s'est laissé transformer par le désaccord* », ajoute-t-elle. « *Si on prend le mot « combat », on s'est tous laissé déplacer par rapport à ce qu'on pensait au début [...] c'est la construction d'un savoir* ». Parfois, pourtant, on cède, rappelle une personne ayant l'expérience de la pauvreté. « *On peut rester en désaccord même après un accord trouvé.* »



Plénière 3

« Tout coproduire
du début à la fin »

Cette plénière, et les résultats de l'Espace collaboratif qui y sont présentés, a fait l'objet d'une préparation collective et d'une co-écriture par un groupe composé de :

Militants ATD Quart Monde et habitants du quartier des 3 Cités : M. Marc Couillard, M. David Pierson

Chercheurs : Mme Yvette Molina, Mme Vanessa Stettinger

Professionnelles : Mme Catherine Bousquet, Mme Noëllie Greiveldinger, Mme Maud Rieffel, Mme Marion Vernay

avec le soutien de M. Bruno Tardieu et de M. Jean Toussaint, de l'équipe d'animation.

Les personnes qui sont intervenues ne présentaient donc pas leur contribution personnelle, mais se faisaient interprètes d'un exposé co-construit.

Pour introduire cette réflexion, l'ensemble des participants a d'abord pris un temps d'échange assez court sur les différentes représentations que l'on peut avoir du mot co-construire. Différents mots, différentes représentations, sont alors apparus :

contre-culture | échanger | partager

faire ensemble | hybridation

Puis, les membres de l'Espace collaboratif ont présenté leurs travaux, selon le plan suivant :

Coproduire jusqu'au bout

1) **PRENDRE EN COMPTE LES RAPPORTS DE DOMINATION.**

2) **POSER UN CADRE QUI SÉCURISE. ET QUI EST CAPABLE D'ÉVOLUER.**

3) **CONSTRUIRE LE RESPECT ET LA CONFIANCE : UNE RESPONSABILITÉ DES CO-CHERCHEURS ET DE L'ÉQUIPE D'ANIMATION.**

4) **ACCUEILLIR LES ÉMOTIONS ET EN FAIRE DES SOURCES DE CONNAISSANCE.**

5) **ON A BESOIN DU SAVOIR DE TOUS – PAS SEULEMENT CELUI DES PLUS DÉFAVORISÉS : PAS DE CONDESCENDANCE !**

6) **LA CO-ÉCRITURE POUR GARANTIR LE RESPECT DE LA PENSÉE CHACUN.**

7) **ALLER JUSQU'À ACTIVER LES RÉSULTATS ENSEMBLE.**

Introduction : comment nous avons travaillé

Pour travailler sur cette question des obstacles et des conditions pour réellement coproduire ensemble de la connaissance, nous sommes partis d'expériences de recherches participatives vécues par des membres de l'Espace collaboratif. Chacun a écrit un récit qui décrivait son expérience et comment ils s'y étaient pris pour coproduire.

L'équipe pédagogique a lu tous les récits et en a sélectionné trois pour être analysés par les participants de l'Espace collaboratif, ainsi qu'une vidéo qui racontait aussi une expérience de recherche participative. Dans l'Espace collaboratif, nous avons travaillé en croisement des savoirs. C'est-à-dire que nous avons commencé à faire ce travail d'analyse séparément, en groupe de pairs. Nous avons fait un groupe de pairs composé uniquement de chercheurs, un groupe de pairs composé uniquement de professionnelles, et un groupe de pairs composé uniquement de personnes ayant l'expérience de la pauvreté.

Chacun de ces trois groupes a analysé et tiré des leçons des trois mêmes documents de départ. Puis nous avons croisé ces analyses pour identifier des problématiques ou obstacles souvent rencontrés et des pistes pour y faire face.

Que nous soyons chercheurs, professionnels, ou personnes ayant l'expérience de la pauvreté, nous avons donc tous fait un travail d'analyse. C'est pourquoi nous nous nommons co-chercheurs pour le travail que nous avons fait au sein de l'Espace collaboratif.

Le titre de cette plénière était « coproduire jusqu'au bout ». Mais nous avons travaillé avec le sens de « tout coproduire, du début à la fin », c'est-à-dire que nous n'avons pas regardé juste la fin.

Et nous nous sommes rendu compte qu'il y avait un certain nombre d'obstacles à notre capacité à coproduire. Parmi ces obstacles,

- il y a la question des rapports de domination entre ceux qui ont l'habitude de parler et de réfléchir et ceux qui ne l'ont pas, et plus généralement ceux qui occupent une position sociale et symbolique supérieure et ceux qui se sentent inférieurs.
- il y a la question de la déstabilisation qu'entraîne inévitablement la rencontre et parfois la confrontation entre des points de vue qui ne se rencontrent pas.
- il y a la question des émotions qui apparaissent quand on traite de sujets qui ne sont pas extérieurs mais qui forment la vie même d'une partie des participants.

- il y a la question de la rigidité des processus de recherche quand ils doivent être déterminés et décrits dans le détail avant même que la rencontre entre les uns et les autres ait eu lieu.

Il y a donc beaucoup d'obstacles, d'ordres divers, et nous avons cherché à voir comment y faire face, et à quelles conditions on pouvait réellement coproduire ensemble de la connaissance.

Prendre en compte les rapports de domination

- Les rapports de domination et de pouvoir existent dans notre société, au-delà de la bonne ou de la mauvaise volonté de l'un ou de l'autre. Pour qu'une coproduction de savoir ait lieu sans domination d'un savoir sur l'autre, elle nécessite une relation la plus égalitaire possible entre les parties prenantes. Une des conditions que nous avons expérimentées pour cette recherche d'égalité, c'est le travail en groupe de pairs.

Au cours de notre recherche nous avons parlé du fait que « la casquette » chercheur, praticien, personne avec l'expérience de la pauvreté pouvait être enfermante alors que nous sommes tous des êtres humains. Mais nous sommes convenus que nous avons des expériences très différentes les uns des autres, selon notre groupe d'appartenance, mais aussi selon nos propres identités personnelles : nous avons été socialisés depuis notre enfance dans des milieux d'appartenance, puis nous avons été formés, nous avons une manière de penser même qui est spécifique. De plus, dans la société la parole des plus pauvres est dévalorisée.

- Quand on ne sait pas lire ni écrire, on a honte, on n'a pas confiance en nous-mêmes. De nombreuses expériences liées au vécu de la pauvreté nous amènent à être dans la honte et le manque de confiance. On a alors besoin de cette force d'être ensemble dans le groupe de pairs, et aussi de la force des animateurs, pour permettre une sécurité pour que la personne ose intervenir devant tout le monde.

Même si on n'est pas là pour s'accuser, pour se juger, croiser notre savoir n'est pas facile. Il y a souvent des jugements derrière la tête des uns et des autres, et cela bloque la communication. **Il ne faut pas gommer les désaccords, ce qui est important c'est d'avoir un débat**, et qu'on ne perde pas le fil rouge du thème du travail. C'est très important d'essayer de se comprendre, de partager nos savoirs. **C'est cela qui est un trésor.**

- Dans une démarche de recherche participative, il est important de lutter contre les inégalités. La légitimité des points de vue les moins assurés et les moins construits nécessite le travail en groupe de pairs avant, qui fait éclore la capacité à partager son savoir. Les « publics faibles » deviennent des « publics forts » en groupe de pairs.

En situation de domination, le groupe de pairs est un moyen de mettre des mots sur les oppressions auxquelles on est assujéti et d'éviter les effets de pouvoir qui s'expriment par les postures, le langage, la façon de s'adresser aux autres (dimension physique).

Poser un cadre qui sécurise et qui est capable d'évoluer

- Les recherches participatives avec les personnes ayant l'expérience de la pauvreté amènent des prises de conscience de savoirs ou de questions jusque-là invisibilisées du fait de rapports de dominations présents dans notre société. Les co-chercheurs en viennent à **questionner nos représentations, nos savoirs, nos questions de recherche et même nos positions et nos relations** avec les autres groupes.

- **Ce processus peut être déstabilisant pour tous** les co-chercheurs – universitaires, praticiens ou personnes ayant l'expérience de la pauvreté. Cette déstabilisation peut amener certains, pourtant désireux de s'impliquer, à se bloquer et à bloquer la recherche, ou au contraire à se démobiliser, voire à se retirer. Aussi il est indispensable **dès le départ** de présenter ces enjeux,

de **bâtir un accord sur les buts** de la recherche : produire un savoir nouveau, produire de la transformation de situations injustes...

et de **présenter le cadre construit** c'est-à-dire l'éthique, les règles, la méthodologie qui vont structurer le projet.

- Ce cadre inclut **l'exigence d'un temps long**, nécessaire aux évolutions, la régularité dans la participation pour que la confiance se construise, et des usages du temps particuliers : temps de réflexion individuelle, temps de réflexion entre pairs, temps de croisement entre les groupes, ainsi qu'une recherche permanente de l'équilibre entre les temps de parole. Il est nécessaire aussi que, après chaque journée de travail tous ensemble, les co-chercheurs puissent avoir **des temps réflexifs en espaces sécurisés** (groupes de pairs) pour mettre des mots sur ce qui se vit et se pense.

- Une condition dans des projets pour co-construire, c'est que les acteurs se mettent d'accord sur des règles éthiques et des points de repère avant de commencer. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place **un outil de pilotage clair** qui pose les règles, et les fasse évoluer en assurant l'appropriation de la démarche par chacun.

- Mais dans ces recherches il y a de l'imprévu, puisqu'il y a des acteurs nouveaux dans l'univers de la recherche qui ont rarement été entendus. Et aussi des choses émergent chemin faisant : avec la confiance qui grandit et la parole des uns et des autres qui se libère. Des questions nouvelles apparaissent, mais il peut y avoir aussi des règles et des modalités de recherche qui doivent être modifiées.

Par exemple, dans notre expérience, après trois journées de travail en groupe de pairs et croisement entre les groupes de pairs, la confiance et l'écoute grandissant, l'équipe d'animation a proposé de faire une journée de travail en groupe mixte. Cela a renforcé la responsabilité de chacun et permis de nouvelles prises de conscience.

Des changements de règles peuvent aussi surgir pendant une journée de travail. Un jour à la pause, une universitaire a demandé à l'animateur d'imposer que chacun demande la parole avant de parler, parce que la grande réactivité d'une personne sur des sujets qui le touchait, l'empêchait, elle, de prendre la parole. Cela a été proposé et accepté par le groupe et la personne concernée.

- Pour que ces changements soient acceptés et légitimes il semble nécessaire d'avoir **une équipe pédagogique qui inclut des personnes en liens étroits** avec les différents groupes de pairs, et légitime pour entendre les retours des groupes de pairs après chaque étape, puis proposer des évolutions.

Les changements de méthodes ou de règles, ne doivent pas être arbitraires de la part de l'équipe pédagogique, ni le résultat d'une pression d'un des groupes. Un changement de règle est légitime s'il est dû à une situation où des personnes deviennent trop mal à l'aise, et qu'elles risquent d'avoir une parole assujétiée ou d'être réduites au silence.

Ce principe d'adaptation est vital et constant. Il peut parfois changer un calendrier, des modalités prévues. Il doit être énoncé au groupe.

Il faut aussi prévenir les financeurs que si tout est prévu et planifié à l'avance on risque de ne pas avoir **l'agilité** nécessaire et l'invention constante des conditions de la plus grande liberté de parole possible.

Construire le respect et la confiance : une responsabilité des co-chercheurs et de l'équipe d'animation

- Le rôle de l'animation est essentiel pour réduire les rapports de domination des uns sur les autres, pour faciliter les différentes modalités d'échanges de toutes les personnes. Mais la position d'animation est aussi une position de pouvoir. L'animateur doit faire en sorte de ne pas influencer la pensée des personnes, mais les aider à l'exprimer clairement.

Il ou elle doit être formé-e et s'appuyer sur des outils d'animation adaptés. Tour de parole en sous-groupes, remarquer les personnes qui se taisent, outils qui ne s'appuient pas que sur l'écrit : le théâtre-image, les dessins, les jeux, les pictogrammes...

- L'animateur du groupe de pairs doit nous connaître, et pour cela il a besoin de partager notre expérience de vie. S'il nous connaît, il sentira quand cela ne va pas, quand on risque de décrocher ou qu'on est choqués et qu'on ne sait pas comment réagir.

PRENDRE EN COMPTE LES RAPPORTS DE DOMINATION DÉJÀ AU SEIN DES GROUPES DE PAIRS.

- Les rapports de dominations peuvent exister au sein même d'un groupe de pairs. Le point de vue de certaines n'est pas forcément celui de toutes et tous. Les groupes de pairs ne doivent pas niveler l'expression et n'exprimer que des consensus, ils doivent permettre l'expression et l'approfondissement de la réflexion de chacun. Exprimer qu'il y a des désaccords et des points de vue différents au sein d'un groupe de pairs peut être un résultat intéressant à partager en groupe mixte. Mais pour cela, il est important que chacun puisse s'exprimer librement.
- Cependant, pour exprimer ses pensées et ses émotions librement, encore faut-il se sentir **en sécurité** dans son groupe. Cette sécurité passe par un sentiment d'appartenance

et de solidarité entre pairs : que chacun se reconnaisse comme membre de son groupe, puisse trouver et apporter du soutien dans le travail à mener et qu'il n'y ait pas de relation de domination au sein même du groupe de pairs.

- L'animateur doit s'assurer que tout le monde peut participer et être respecté et que nous pouvons dire nos ressentis. Avec le temps, cela crée une belle confiance dans le groupe.

Nous protéger, c'est aussi nous aider à ne pas dévoiler trop de notre vie privée. Parfois il y a trop de souffrances. On a besoin de savoir où s'arrêter, de savoir se protéger. Et l'animateur doit savoir dire « *stop, ça, eux, ils n'ont pas besoin de le savoir* ».

- Faire face aux rapports de domination ne concerne pas que l'animation, c'est aussi **un engagement de chacun**. Parmi tous les repères, le respect de l'autre paraît une évidence, une formule avec laquelle il semblerait que nous sommes toutes et tous d'accord, mais :

dans la pratique, la plupart d'entre nous ont plus l'habitude de se préparer à répondre que d'écouter vraiment ce que l'autre veut exprimer,

s'exprimer, dire son avis nécessite du temps, de la réflexion et ce temps n'est pas forcément identique d'une personne à l'autre. Nous n'en avons pas le même usage, ni la même expérience.

« Respecter l'autre » se manifeste dans le temps nécessaire à l'expression d'une pensée, en s'abstenant de terminer une phrase, de terminer un raisonnement à la place de l'autre. Cela se mesure aussi dans l'étape de vérification : est-ce que je suis capable de reformuler ce qui a été dit, ce que l'on veut retenir ? Est-ce que l'autre se reconnaît dans cette reformulation ? Est-ce que nous nous sommes compris ?

Nous avons vérifié que l'animation des prises de paroles est essentielle pour cela. Il est parfois nécessaire de rappeler que « *l'on ne termine pas les phrases de l'autre sous prétexte de l'aider* » et de savoir réguler les temps de parole.

- Au niveau des groupes mixtes, c'est-à-dire quand on est tous ensemble chercheurs, professionnels et personnes ayant l'expérience de la pauvreté, on a besoin de règles pour établir la confiance. Mais il faut aussi un effort de chacun pour se considérer comme égaux, pour considérer que l'autre a un savoir qui est valable et important.

Les chercheurs et les praticiens ont leur savoir, leur langage. On n'a pas le même niveau de culture. Et on a souvent cette peur de se faire manger, et que nos dires et notre savoir ne soient pas pris en compte.

En sachant qu'on a notre vécu de pauvreté, si on est dominé, on se sent encore attaqué dans notre dignité, on perd notre confiance. On a besoin de l'animateur pour arrêter, pour permettre d'analyser ce qui se passe, pour mettre des mots sur ce qu'on vit, et pouvoir reprendre le travail.

Accueillir les émotions et en faire des sources de connaissance

- On a des émotions, parfois on peut les contrôler, parfois c'est plus difficile. Par exemple, la colère, il faut chercher pourquoi on a eu cette colère. Parfois il faut se remettre en groupe de pairs, parfois il faut sortir de la salle pour se calmer, pour pouvoir revenir et être capable d'expliquer le pourquoi de cette colère.

Cela peut choquer mais c'est important que cela puisse se passer, et l'animateur doit permettre que cela soit possible, compris, accepté.

Il ne faut pas voir juste la colère, mais ce qu'il y a derrière, qui est lié au vécu de la personne, et il peut y avoir des choses importantes à comprendre pour tout le monde.

- Il ne s'agit donc pas de « gérer » les émotions, ce qui est une autre question, mais de les accueillir, et d'en faire des sources de réflexion et de savoirs. Et dans les travaux de l'Espace collaboratif, on a bien dit que cette question des émotions était tout aussi vraie pour le groupe des chercheurs et celui des professionnelles.

On a besoin du savoir de tous, pas seulement celui des plus défavorisés : pas de condescendance !

- Dans une recherche que nous avons analysée, nous avons été frappés par le fait que les universitaires ont pris la position d'animation de la démarche et non pas de co-chercheurs. **Si les chercheurs sont les animateurs, alors ils ne partagent pas leur savoir.** Ils recueillent

et mettent en forme ce qu'on dit, mais **ce n'est pas coproduire**. Ils sont en mode « extraction ». Mais nous, personnes ayant l'expérience de la pauvreté, on a aussi besoin de ne pas seulement donner, mais aussi de recevoir pour construire notre savoir. C'est important qu'il y ait cette réciprocité. Sinon, cela va toujours dans le même sens. Eux construisent leur pensée, et toi tu restes avec ta vie de merde et tu n'avances pas.

Si le savoir des autres n'enrichit pas ton savoir à toi, si tu restes toujours sur ce que tu penses, cela ne va pas. Le savoir des autres doit te faire progresser, changer, influencer ton savoir à toi.

Et en plus, le savoir des autres me permet de mettre des mots sur des choses que j'ai vécues et que je n'arrivais pas à exprimer. C'est toujours les allers et retours du savoir qui sont importants.

Dans cette recherche qu'on a étudiée, ils ont décidé de travailler sur des mots. Les chercheurs trouvaient important de travailler sur le mot « inégalités », mais ce mot n'est pas venu par les jeunes, et ce mot a donc été abandonné. D'un côté, on peut dire que la recherche est vraiment partie des jeunes. Mais d'un autre côté, le fait que les chercheurs aient décidé d'abandonner le travail sur ce mot, ce n'est pas rendre service aux jeunes parce que cela les empêche de réfléchir sur quelque chose qui vient des autres. **Pour moi, c'est presque de la condescendance. Les jeunes ont perdu l'accès à l'intelligence des chercheurs.**

Pour les personnes avec l'expérience de la pauvreté, à qui on a toujours dit qu'on était des incapables, là on nous dit qu'on est capables de coproduire avec des universitaires et des professionnels, le pas est énorme. **Pour coproduire, il faut commencer par enlever de notre tête tout ce qu'on y a mis.**

Et on a besoin de se rendre compte qu'on a un savoir, on a besoin de construire notre propre savoir, d'abord entre nous, en groupe de pairs. **Mais on doit aussi le confronter avec d'autres.** C'est cela qui te permet de construire ton savoir, de le faire connaître et reconnaître.

Cette confrontation des savoirs, ce n'est pas une addition, un savoir plus un autre, c'est ce qui permet de consolider notre savoir. On a besoin du savoir des autres pour enrichir notre savoir à nous.

Et pour les autres c'est pareil. C'est complémentaire.

PRIORITAIRE MAIS PAS SUPÉRIEURE

- Nous avons réfléchi ensemble à une phrase, dite par une personne ayant l'expérience de la pauvreté : « *la parole des personnes ayant l'expérience de la pauvreté est prioritaire mais pas supérieure* ».

La priorité est à la parole et à l'analyse collective des personnes ayant l'expérience de la pauvreté, parce qu'il y a une inégalité dans la prise en compte de cette parole.

Et non parce qu'il faudrait protéger ces personnes, au nom d'une vulnérabilité personnelle.

La recherche d'une égalité dans la relation implique donc à la fois que l'on s'assure que les participant-e-s soient en sécurité dans une prise de parole la plus libre possible, et aussi que chacun lutte contre les sentiments de supériorité ou d'infériorité issus de leur histoire.

La co-écriture pour garantir le respect de la pensée de chacun

- Une forme particulière de la coproduction est la co-écriture. Il faut y mettre des méthodes rigoureuses car c'est très difficile. Par exemple, enregistrer les débats, les transcrire, et partager à chacun des compte rendus qui reprennent mot à mot ce qui a été dit. Comme ça on peut relire les compte rendus en petits groupes, continuer de réfléchir, choisir ce qui semble important.

Partir des transcriptions de ce qui a été dit à l'oral permet que l'écriture finale corresponde à ce qui a été dit et comment cela a été dit. Cela évite le danger de déformer les pensées. Cela permet de rester fidèle aux paroles de chaque groupe et de vérifier qu'aucune idée n'a été oubliée dans l'écrit final. Ainsi on s'assure que tout le monde contribue au résultat final, y compris les plus éloignés.

Cette méthode permet également de « travailler » les désaccords : repérer les désaccords puis construire en groupe des arguments. Cela permet d'approfondir la pensée, puis, quand on échange avec les autres groupes, d'aller au bout de la confrontation. Quand on voit que le choix d'un mot ne convient pas aux autres, cela permet d'apprendre des différentes sensibilités.

- En lien avec le respect des personnes, nous veillons au respect des mots utilisés par chacun-e. Les transformations ou remplacements de mots s'apparentent à de la disqualification d'usage : quand on change un mot c'est la personne entière et son savoir qui est disqualifiée. Conserver des formulations, des mots, c'est donner de la valeur, révéler cet usage, lui donner un *droit de cité* (Balibar).

Le vocabulaire technique ou scientifique n'est pas toujours porteur d'une compréhension « tout public ». Or, il est souvent utilisé pour faire consensus et cela produit une forme de domination sur les autres savoirs.

Aller jusqu'à activer les résultats ensemble

- Souvent des co-chercheurs ont eu le sentiment de ne pas savoir ce qu'était devenu leur travail « *on ne sait pas l'aboutissement, les suites* » Ils ont le sentiment que ça n'a pas servi.

Si les personnes en situation de pauvreté participent à une telle recherche, avec l'investissement que cela représente, c'est pour que cela change quelque chose, dans leur vie ou dans la vie des leurs. Et si le but est de produire du changement concret, alors est-ce que « aller au bout », c'est coproduire un beau rapport qui va rester dans un tiroir ?

Aller jusqu'au bout, ce n'est pas seulement co-écrire, mais c'est aussi continuer à se mobiliser ensemble jusqu'à **activer les résultats** de la recherche, c'est-à-dire les diffuser, en faire des outils de changement social.

Dans l'exemple de Capdroits, les résultats ont été portés par tous les participants : réalisation de diaporamas, Manifeste « *Toutes et tous vulnérables, toutes et tous capables* », un livret de plaidoyer, des participations à plusieurs voix à des colloques...

Dans l'exemple de la recherche sur les dimensions de la pauvreté, de nombreuses interventions ont été faites avec la participation de tous les co-chercheurs, l'Insee a voulu en tenir compte pour faire évoluer l'enquête sur les ressources et les conditions de vie, et un groupe s'est remobilisé pour soutenir l'Insee dans ce changement.

Par ailleurs, chaque groupe de pairs peut prendre responsabilité pour partager ces découvertes dans ses réseaux (de personnes ayant l'expérience de la pauvreté, d'universitaires, de professionnels). C'est une manière de retourner vers ses pairs et de leur permettre d'apprendre aussi. Tout en faisant attention qu'un groupe ou un autre ne s'accapare les résultats de la recherche.

Mais en tout cas, nous avons été interpellés sur le fait que « jusqu'au bout » ne se limitait pas à la coproduction de savoirs, mais à leur activation.

Débat

Après cette intervention, plusieurs questions ont émergé du public. Pour y apporter des réponses, les membres de l'Espace collaboratif ont pris quelques minutes de réflexion entre eux en petits « groupes de pairs », et l'assistance a aussi pu réfléchir en se regroupant par quatre à cinq personnes avec leurs voisins.

Les questions et réflexions sont ici regroupées par thèmes.

Concernant l'animation

Questions

- Qui est-ce qui anime les groupes de pairs ? Est-ce que c'est un chercheur qui anime le groupe des chercheurs ? Est-ce une personne concernée qui anime le groupe des personnes concernées ?
- Qui décide de qui va être animateur et qui décide de qui va être dans l'équipe pédagogique ?
- Qui décide de qui compose l'équipe pédagogique ? Comment assurer le co-pilotage et co-portage des différents acteurs du projet ?
- Pourquoi les groupes des personnes en situation de pauvreté ne sont-ils pas animés par des personnes ayant l'expérience de la pauvreté qui auraient été formées à l'animation ?

Éléments de réponse de l'équipe des membres de l'Espace collaboratif

- Une personne avec l'expérience de la pauvreté a dit tout à l'heure, « il faut que les animateurs soient dans la même expérience que les gens du groupe de pairs ». Donc effectivement dans notre expérience, ce sont des chercheurs qui ont animé le groupe des chercheurs, des professionnelles qui ont animé le groupe des professionnelles, et des personnes très engagées au quotidien avec les personnes en situation de pauvreté qui ont animé le groupe des personnes avec l'expérience de la pauvreté.
- Dans le groupe de pairs praticiennes, on a vu qu'une co-animation est nécessaire dans les groupes, et qu'il y ait un Comité pédagogique. Ensuite, le fait qu'il y ait un cadre qui soit

fixé, des règles éthiques notamment, que chacun se les approprie cela permet que chacun puisse soutenir le bon déroulé des échanges.

- Une chercheuse : « parfois cela s'est passé très bien, parfois cela bloquait un peu, il faut se dire aussi que cela se construit, et cela se construit ensemble. Au départ, on ne se connaissait pas du tout. Pour moi c'était tout nouveau. Aujourd'hui je me sens beaucoup plus à l'aise, je comprends les choses plus facilement, mais ce n'est pas venu tout de suite, il y a eu un temps d'apprentissage de la démarche. »
- Dans le groupe de pairs chercheurs, on a plus échangé sur qui décide, qui anime. Qui a fait partie de l'équipe pédagogique de l'Espace collaboratif ? En fait l'équipe pédagogique était composée de gens qui avaient envie que l'espace existe ! Mais à un moment donné, il y avait un déséquilibre, on a été chercher plus de praticiennes dans l'équipe pédagogique. Donc il y avait à la fois ceux qui voulaient que cela existe et la recherche d'une mixité.
- Ici on appelle cela équipe pédagogique, dans d'autres expériences de recherche participatives, on appelle cela comité de suivi de la recherche, comité de pilotage de la recherche-action, et cela parle de co-pilotage et de co-construction avec tous les acteurs qui sont co-porteurs du projet.
- Une personne ayant l'expérience de la pauvreté : « Dans le groupe des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté, il y a quelque chose qui nous a gêné. Plusieurs fois on a entendu des gens nous dire que l'animateur arrivait à nous faire dire ce qu'il voulait. Cela gêne et blesse parce que dans les animateurs que j'ai eus, il n'y en a aucun qui a essayé de me faire dire quelque chose, ils ne me manipulaient pas, ils faisaient leur possible pour me permettre de sortir le meilleur de moi-même. Mais aussi, quand j'entends des choses comme cela, cela me blesse parce que c'est comme si on n'avait pas de pensée, comme si on n'était pas capables de penser par nous-mêmes, et que c'est l'animateur qui pensait à notre place. C'est blessant, c'est vexant ! »
- Une personne ayant l'expérience de la pauvreté : « Je voudrais aussi répondre par rapport à la question pourquoi ce ne sont pas des personnes en situation de pauvreté qui animent ? Pour moi, ce n'est pas une question de capacité. Il y a des gens qui sont capables d'animer, cela ne dépend pas du milieu, il y a des personnes qui ont fait des études et qui ne sont pas capables d'animer. Ce n'est pas une question de capacité. Pour moi, animer c'est pouvoir donner la parole aux autres. Si j'anime, je dois me taire, et moi je suis dans un état où je n'ai pas envie de me taire. Et je n'ai pas envie qu'on me fasse taire. Et donc je refuse d'animer. Des fois, quand il manque un animateur, j'anime, mais le plus souvent je refuse d'animer parce que je n'ai pas envie de me taire. Il y a encore plein de choses que j'ai envie de dire. Et c'est pour cela que je trouve que demander aux militants d'animer, c'est une manière de les faire taire, et c'est dommage parce qu'on a besoin de l'avis de tout le monde. »

Sur la légitimité

Questions

- Comment on a la légitimité de parler pour d'autres ? Quand est-ce que je me sens légitime de prendre la parole pour quelqu'un d'autre ?

Éléments de réponse de l'équipe des membres de l'Espace collaboratif

- Dans le groupe de pairs des personnes ayant l'expérience de la pauvreté, on s'est arrêtés sur cette question de la légitimité. Parfois, des personnes n'ont pas l'habitude de prendre la parole devant tout le monde, et demandent qu'il y ait des porte-parole. Donc on est légitimes parce qu'on a cette responsabilité. On a aussi la légitimité de porter la parole de ceux qui ne sont plus là. Par exemple, Laurent qui nous a quittés prématurément, qui est décédé au cours des trois années.
- Pour être légitimes, il faut aussi avoir un vécu commun. Et toujours rester ancrés avec les nôtres. On peut rapporter la parole des absents, de ceux qui ne sont pas avec nous, à la condition qu'on reste ancrés et qu'on puisse apporter des choses d'aujourd'hui.
- Groupe de praticiennes : au début, on ne se sent pas forcément légitime quand on intègre ce type d'espace. Pour notre groupe, ce qui nous a aidé à nous sentir légitime, c'est de réussir à faire passer une idée qui a été reprise par les autres groupes, et qu'on a pu travailler en groupe mixte. Donc ce qui nous aide à nous sentir légitime, c'est qu'on participe à l'élaboration d'une pensée du début à la fin. De plus, quand on vient à l'Espace collaboratif, ensuite on repart dans nos établissements, dans nos lieux, et on vérifie auprès de nos pairs si on peut emmener notre milieu avec nous, et cela nous légitime aussi.

De la salle, une personne ajoute que ce qui donne de la légitimité aux personnes, c'est qu'elles ne sont pas là par hasard. Elles ont un vécu sur le sujet traité, soit de vie soit de travail soit de recherche, et c'est ce vécu qui leur donne de la légitimité à travailler, à penser, à analyser les récits. Ils ne sont pas là juste parce que le sujet les intéresse. On n'est pas là par hasard dans une démarche de croisement des savoirs, et c'est ce qui donne de la légitimité au propos.

Sur les rapports de domination/dépendance au sein des groupes de pairs

Questions

- Les rapports de domination hiérarchique existent-ils au sein des groupes de pairs ? Comment les prenez vous en compte ?

Éléments de réponse de l'équipe des membres de l'Espace collaboratif

- Dans notre groupe de pairs chercheurs, on a regardé la question des rapports de domination à l'intérieur des groupes de pairs. On a étudié un récit où il y avait un directeur d'une structure qui se retrouvait dans le même groupe que ses employés, et qui n'a pas supporté et qui a bloqué le processus de recherche et qui a fini par partir. Donc on s'est dit qu'ils auraient dû faire deux groupes distincts, avec plutôt un groupe de direction et un groupe d'acteurs sur le terrain. Bien sûr que ces rapports de domination existent, qu'il faut essayer d'y penser à l'avance, mais parfois on peut recréer des sous-espaces si on constate que la parole de certains est bloquée.

Sur les émotions

Questions

- J'ai une question sur la question des émotions, parce qu'on arrive avec des statuts différents dans ce type de pratique, on comprend bien l'exemple qui a été donné d'une colère qui pourrait venir d'une personne en situation de pauvreté parce qu'effectivement vous venez avec tout ce qui est votre vie pour qu'on puisse réfléchir aux sujets qui sont mis sur la table. Là, je pense notamment aux chercheurs, qui sont plutôt habitués à être du côté de la raison, de l'objectivité, etc. Donc est-ce que dans le travail que vous avez mené, les chercheurs se sont autorisés à être traversés par des émotions et, plutôt que les censurer, à les mettre sur la table comme des indicateurs. Vous avez dit que cela nous met au travail de pouvoir dire des émotions qui nous traversent, et c'est certainement des indicateurs intéressants, mais quand on est chercheur on est plus habitué à les mettre de côté.
- Comment faire des émotions une source de connaissance ? Est-ce qu'il y a une méthode ?

Éléments de réponse de l'équipe des membres de l'Espace collaboratif

- Juste un éclairage sur la question des émotions telle que nous l'avons travaillée : ce n'est pas uniquement en ce qui concerne les personnes qui ont l'expérience de la pauvreté. Cela peut être aussi dans les groupes de pairs chercheurs, ou praticiennes, que des émotions fortes surviennent. Cela peut être tous les acteurs concernés.

Entre nous dans le groupe de pairs de chercheurs oui, on l'a vécu. Parfois on était fâchés, sur la manière de faire fonctionner les choses, parfois on avait l'impression qu'on nous privait de la parole, donc parfois on était en colère, parfois on sentait une autorité vis-à-vis de nous, donc cela bouscule aussi nos habitudes.

Chez les praticiennes, l'expression des émotions a eu vraiment lieu, pas par rapport à la colère, mais le fait de se rendre compte qu'on peut exercer des rapports de domination sur les personnes ayant l'expérience de la pauvreté entraîne des émotions très fortes, peut-être transformatrices, mais on a pu les évoquer.

- La question des émotions a émergé de nos travaux de l'Espace collaboratif, et on a créé un atelier pendant le colloque pour pouvoir l'approfondir avec vous.

Sur la mise en action des résultats de la recherche

Une réflexion d'un membre de l'assemblée :

- Sur la co-écriture et le risque que cela n'aille pas vers des changements concrets, est-ce qu'il ne faut pas penser dès le début comment on transforme ces connaissances en actions, comment on va vers de la formation, comment on n'est pas que dans de la création de connaissance mais penser tout de suite la mise en œuvre et la transformation ?

Compte rendu de l'atelier 3-1

Quelle reconnaissance du statut du co-chercheur, quelle rémunération ?

Avec la contribution d'Aequitaz : Marion Ducasse et Céline Whitaker

Animation : Noëllie Greiveldinger et Vanessa Stettinger

INTRODUCTION

Nous avons eu des discussions au sein de l'Espace collaboratif concernant le statut des personnes engagées dans une recherche collaborative. Pouvait-on dire que tous les acteurs engagés étaient « co-chercheurs » ? Certaines personnes disaient que faire de la recherche est un métier qui s'apprend, avec une formation. Il fallait donc trouver une autre dénomination pour les « chercheurs » non « chercheurs universitaires ». D'autres estimaient que participer à une recherche suffit pour avoir le statut de co-chercheur : dans une recherche nous n'avons pas tous les mêmes savoirs et compétences, mais nous collaborons tous à faire avancer la recherche. La dénomination de « co-chercheur » venait ainsi comme une reconnaissance du travail engagé et permettait d'aller vers une égalité des participants. D'autres répondaient que revendiquer la désignation de « co-chercheur » contribue à renforcer les inégalités, car cela vient signifier la prépondérance du terme chercheur et donc la supériorité du savoir scientifique et universitaire. Nous avons posé ensemble le constat suivant : la recherche appartient à tous, mais « chercheur » est un métier. Désigner comme co-chercheurs les participants à la recherche contribue à désigner le partenariat.

Mais comment valoriser et faire reconnaître ce statut ? Être reconnu comme co-chercheur demande-t-il une rémunération ? Les chercheurs et les praticiens engagés dans une recherche collaborative sont soutenus et rémunérés par leurs institutions. Ils y trouvent d'emblée une reconnaissance. La question se pose différemment pour les personnes ayant l'expérience de la pauvreté. Elles donnent de leur temps et travaillent avec les autres. Doivent-elles être rémunérées ? Serait-ce une façon de légitimer

leur rôle et leur statut de co-chercheur ? Ou au contraire cela créerait-il un biais ?
Nous souhaitons partager avec vous toutes ces questions qui ont surgi.

Nous avons invité l'association AequitaZ, qui expérimente des actions développant le pouvoir d'agir de personnes qui vivent des situations d'inégalités. Elle propose également des accompagnements d'associations, collectivités locales ou entreprises, pour créer avec elles des solutions aux défis qu'elles rencontrent, ainsi que des formations.

INTERVENTION AEQUITAZ

Nous souhaitons vous parler des carrefours des savoirs, qui sont des espaces de production de savoirs autour d'une question choisie. Nous les avons conçus comme des espaces de liberté, dans lesquels on a le droit d'explorer, de faire des tours et des détours. Nous faisons en sorte que ces espaces soient en lien avec des lieux de plaidoyer ou des lieux d'actions, de manière à les alimenter. Dans les échanges, nous partons avec un savoir différent selon notre place dans la société et les métiers que l'on exerce. Nous retrouvons donc les types de savoirs évoqués ce matin en plénière. Nous portons une attention particulière au savoir des personnes qui sont à la marge, puisqu'elles sont moins écoutées dans la société. Nous sommes également des artisans de justice sociale : les personnes confrontées au problème ont une partie des solutions.

Nous avons fait le choix de travailler directement en groupes mixtes, contrairement à la démarche de croisement des savoirs d'ATD Quart Monde, avec une grande attention portée à la création d'un espace de confiance. La composition des groupes mixtes est la suivante : personnes en situation de pauvreté, personnes discriminées, jeunes, selon la question posée ; professionnels ; chercheurs. Le principe est de partir des vies de chacun, car toutes les personnes réunies ont des savoirs de vie. Nous faisons des aller-retour entre savoirs de vie, savoirs savants et savoirs professionnels. Nous parlons de tout ce qui peut être perçu comme des savoirs savants, pour trouver des méthodes et des façons de les décrypter ensemble. Nous faisons preuve de méthode et de rigueur.

Nous avons réalisé un carrefour des savoirs sur plusieurs années concernant la protection sociale. La protection sociale est basée sur le travail salarié et les cotisations, le reste est de l'assistance. Or tout le monde contribue à la protection sociale par la solidarité, par l'entraide. Nous en avons conclu que tout le monde a des activités utiles, mais dès lors qu'elles ne sont pas rémunérées elles ne sont pas reconnues. Notre question est donc : quelle reconnaissance pour ces activités ? Tant qu'on ne dit pas que résoudre la pauvreté est essentiel et que tout le monde a le droit à des ressources suffisantes pour vivre, la reconnaissance pour les personnes en situation de précarité passe par la rémunération. Nous posons donc la nécessité d'avoir suffisamment d'argent pour vivre, et la nécessité de sortir le travail de sa place centrale dans nos vies et nos représentations.

Il y a des activités qui sont faites avec des statuts différents : une même action menée avec ses proches, dans une association ou en tant que salarié du service public ou marchand, n'aura pas la même reconnaissance par la société. Cela amène à la question : Que veut-on faire reconnaître ? Comment reconnaître les contributions à la société qui sont non rémunérées ? Nous avons pensé aux reconnaissances symboliques : cérémonie avec remise de médailles, comptabilisation du temps en trimestre retraite, aides pour les frais engagés, assurance pour les risques générés,

reconnaissance des compétences acquises, etc. La reconnaissance financière n'est pas la seule possibilité et elle comporte des pièges : marchandisation de toute activité humaine, perte de la liberté, dévalorisation des activités non rémunérées, exploitation du travail gratuit, etc.

Il y a un côté pervers à la rémunération : par exemple, le Secours catholique a pu rémunérer ses bénévoles en Afrique, ce qui a mis en difficulté les associations qui n'avaient pas les moyens de le faire.

LES ÉCHANGES DANS L'ATELIER

Animatrice : Dans la recherche de l'Espace collaboratif, certaines personnes disaient que la rémunération est importante, d'autres s'inquiétaient des conséquences sur les aides sociales.

Chercheur : Cela soulève la question de la formation, comme manière d'engager une reconnaissance de l'expérience. Participer pendant trois ans à une recherche participative peut être considérée comme une formation et aboutir à un diplôme, reconnaissance de cette expérience-là.

Professionnel : La formation de qui ? Peut-on dire : seules les personnes en situation d'exclusion ont à se former ? N'est-ce pas une formation commune aux trois types de savoir ?

Chercheur : Il peut y avoir un socle commun qui puisse former les trois types de public, par exemple l'apprentissage du travail des asymétries de pouvoir, puis on peut imaginer des modules spécifiques de cette formation en fonction des groupes de pairs, par exemple pour les chercheurs les compétences d'écoute. Il y a une expérience à la fois commune et individuelle.

Professionnel : Il est intéressant de parler des expériences de vie, car tout le monde en a. Si on met un module commun dans une formation, la question du vocabulaire, du temps pour être sûr d'avoir compris est différente selon les trois types de savoirs. Il ne faut pas générer des inégalités entre les participants.

Chercheur : Le croisement des savoirs permet de faire avec la temporalité de chacun, donc la formation pourrait être pensée sur ce modèle.

Professionnel : Par rapport à la question : que veut-on faire reconnaître ? L'affirmation des trois types de savoirs et du fait de travailler avec les personnes porteuses de ces trois types, doit être partagée. Il arrive que dans des recherches collaboratives, les chercheurs acceptent ce postulat pour pouvoir aller travailler avec des personnes concernées, sans y croire vraiment.

Chercheur : Le mode collaboratif facilite beaucoup les choses, et déclenche des financements. Certains chercheurs peuvent s'engager dans une recherche avec les personnes en situation de pauvreté sans réfléchir aux implications concernant la reconnaissance de différents types de savoir.

Chercheur : En Belgique, le gouvernement a demandé que des experts du vécu soient présents dans les institutions, donc cela devient nécessaire pour chaque institution, mais il n'y a pas vraiment une réflexion sur le fond.

Chercheur : Les associations commencent à pouvoir trouver leur place dans la recherche collaborative. Pour autant, dans les conventions elles ne sont pas citées. Nous travaillons actuellement sur la reconnaissance du statut d'étudiant aidant, étudiants aidants des parents en situation de handicap ou isolés. Il ne s'agit pas de rémunération mais de reconnaissance légale.

AequitaZ : dans l'idée de protection contre les risques, et de trimestres de retraite, il faut avoir un statut légal. Il faut alimenter des plaidoyers et se demander comment il est possible d'avancer dans le cadre actuel. Il s'agit d'un changement de regard plutôt qu'un changement de législation.

Animatrice : la reconnaissance ne passe pas toujours par l'argent, pour les chercheurs elle passe aussi par les publications. Pour les professionnels c'est encore différent. On est dans des formes de reconnaissance et d'attentes qui sont très différentes les unes des autres.

Chercheur : ce qui me gêne c'est d'entendre que la rémunération pourrait biaiser la recherche, alors qu'en fait on a tous un intérêt personnel.

Chercheurs : la question est peut-être alors : est ce que la non rémunération est un obstacle à la venue des personnes ?

Professionnel : je voulais revenir sur le point 7 « dans la recherche, la production commune n'est pas la fin » qu'on nous a présenté ce matin. En dehors de la participation avec salaire et carrière, les participants ont une obligation d'engagement pour le bien commun. Quand il n'y a rien qui se met en place, c'est une énorme déception collective pour les personnes, parce qu'elles ont porté des attentes, elles ont un mandat pour participer, pour ne rien lâcher.

AequitaZ : nous accordons beaucoup d'importance à la liberté de chercher pour chercher, en prenant des détours. Mais cela n'a de sens que s'il y a un plaidoyer à la fin, ou un espace d'action. Tous les pièges que l'on a nommés, c'est pour être vigilant et se poser des questions. C'est une recherche d'équilibre.

Chercheur : En Suisse ce n'est pas comme en Belgique. Il y a des collègues qui donnent des bons pour les magasins, mais la comptabilité a bloqué en disant que c'est comme du paiement au noir. Certaines personnes trouvent cela génial, pour d'autres c'est presque humiliant. Et quand on donne de l'argent, les personnes insistent beaucoup pour dire qu'elles ne viennent pas pour l'argent. Moi je ne me suis jamais sentie obligée de dire je ne viens pas pour l'argent si je vais à un Colloque. Il faut faire un croisement des savoirs sur ces questions-là !

Compte rendu de l'atelier 3-2

Les émotions sont-elles des ressources pour la connaissance ?

15 NOVEMBRE 2022 À 16H

Avec la contribution de l'équipe du labo d'idées écologie et grande pauvreté (ATD Quart Monde) qui a participé à la conférence Archipel : Céline Vercelloni, Eve Sonet

Animation : Cathy Bousquet et Jean Toussaint

CATHY BOUSQUET

Les émotions font partie de notre vie humaine, on ne peut pas les nier. Mais du point de vue de la science académique, on cherche souvent à ne pas prendre en compte les émotions car elles ne seraient pas rationnelles. Pourtant dans ce qu'on a pu expérimenter, les émotions sont une porte ouverte vers des angles morts, des parties qu'on n'écoute pas d'habitude. Justement parce qu'elles sont ces portes ouvertes sur le sujet qu'on est en train de travailler, nous allons réfléchir sur ce qu'on met en place pour les prendre en compte, pour qu'elles soient sources de connaissances.

C'est l'équipe d'Archipel qui va introduire nos échanges.

INTERVENTION DE L'ÉQUIPE D'ARCHIPEL

Qu'est-ce que Archipel : Une conférence sur les enjeux de l'anthropocène, qui réfléchit aux transformations de la société et de l'avenir suite et face au changement climatique. C'est un sujet très très difficile. **Dans le cadre de cette conférence, des psychologues professionnels ont animé des ateliers sur les émotions, pour accompagner ce colloque.** Ça nous a fait du bien. Maintenant, je refuserai de donner un cours sur les limites planétaires en visio par exemple, c'est trop anxiogène.

En tant que militants d'ATD Quart Monde, on a pu participer à cette conférence parce qu'**on avait un cadre qui nous donnait confiance**. On avait déjà expérimenté de réfléchir ensemble dans les Universités Populaires, dans des groupes de travail du réseau écologie et pauvreté. On a beaucoup travaillé, dans notre groupe de militant.e-s, puis avec des chercheurs, et ensemble on s'est expliqué le sujet du colloque, qu'est-ce que ça voulait dire. **Pour les émotions, on a relevé qu'on était tous très différents pour vivre les émotions, et aussi pour les transmettre.**

Une personne qui a participé avec nous à Archipel n'a pas osé participer à cet atelier sur les émotions parce qu'elle avait peur de se laisser déborder par ses émotions justement. La connaissance ce n'est pas juste une histoire de savoirs, c'est aussi des émotions.

Mais il y a aussi une injustice là parce que moins tu as de moyens culturels et de possibilités de t'exprimer, plus tu risques d'être débordé par tes émotions.

Pendant la conférence, l'une d'entre nous disait que certains chercheurs expriment les choses trop froidement. Elle expliquait que si c'est trop livresque, cela ne donne pas envie de s'engager : « *je ne peux pas me lancer si je ne sens pas que c'est porté par des émotions.* » À l'inverse, une autre collègue était surprise de voir que les chercheurs vivaient des émotions aussi.

Au fond, il n'y a pas de partage de connaissance s'il n'y a pas de partage d'émotions.

Les chercheurs ne sont souvent pas dans l'émotion, mais là c'était particulier, il y avait une place pour les émotions sur l'avenir. Une militante a été très surprise, elle a senti beaucoup d'émotions chez certains chercheurs, et l'instant suivant, on travaille, le masque est revenu.

Quand on travaille des sujets difficiles comme les conséquences du changement climatique, il faut vraiment qu'il y ait des personnes qui soient là autour pour aider.

DISCUSSION / RETOURS D'EXPÉRIENCES ET QUESTIONS PARTAGÉES

- Je trouve important ce qui a été souligné, l'émotion source de motivation. Pour moi c'est valable dans tous les projets, on a besoin d'enthousiasme et de motivation. Deuxième chose, le lien d'humanité. En privant une personne de ses émotions, on la prive d'une part de son humanité et donc de sa dignité.

À partir d'une expérience 1 – Dans le cadre du Service de Lutte contre la pauvreté en Belgique, on doit produire un rapport régulièrement. Pour faire ce rapport, on a un processus d'échanges où on mixe beaucoup les groupes. Il y a des groupes de personnes en pauvreté, des groupes de professionnels, des groupes de responsables politiques... L'émotion fait partie de la concertation, on sait qu'elle va surgir, particulièrement en début de processus. Donc on commence la concertation avec juste les personnes en situation de pauvreté pour avoir la place de gérer les émotions avant. Sinon il y a le risque qu'un professionnel se prenne tout dans la figure parce qu'il est le seul représentant de sa profession. Et nous aussi on a de l'émotion. Par contre, notre question, c'est : *qu'est-ce qu'on en fait ?* L'émotion peut connecter les gens au reste de la société, par l'émotion (par exemple tous les parents s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants), mais les émotions sont aussi une partie propre à la pauvreté (peur, stress...). Pour la rédaction du rapport aussi, c'est une question. Parler de soi c'est dangereux, les gens sont contrôlés dans leur vie quotidienne. Qu'est-ce qu'on met dans les comptes rendus : on expose la personne dans la diversité de ce qu'elle exprime, ou bien on lisse et on protège en anonymisant sous le groupe de pairs ?

À partir d'une expérience 2 – Dans une recherche participative où on travaille sur des sujets qui nous touchent, on a besoin de temps pas seulement pour travailler, mais aussi pour tisser des liens.

- Avant chaque réunion, comme on est des personnes avec des états d'esprit différents, on commence par se demander comment on se sent, on fait un tour de table. L'expression des émotions permet de mesurer les effets d'une question sur la vie d'une personne, ça aide d'autres à prendre conscience de l'importance qu'un sujet peut avoir dans notre vie. Ça permet de se mettre au même diapason. On faisait des activités hors recherche, des « dîners potlach », où chacun apporte un plat, et ça aidait à créer des liens différents pour la recherche, tu apprends à connaître la personne autrement que par son étiquette de groupe de pairs. Après, on a l'impression d'être mieux compris.
- Est-ce qu'on peut mettre les émotions dans un rapport ? Et si les émotions sont une partie de notre humanité, comment est-ce qu'on les prend en compte, qu'on les inscrit dans le travail ?
- Dans nos compte rendus ce n'est pas quantifié comme résultat, mais comme bulle, pour aller plus loin dans la recherche. Souvent quand on entend de l'émotion, on marque la phrase dans les rapports de recherche, sans le nom de la personne.
- Cela m'avait beaucoup interpellée la façon de traiter les émotions. Je me suis souvent autocensurée dans ma prise de parole, parce que j'avais peur que ça sorte trop émotivement. Et puis il y a la question de la disqualification de la parole trop émotive. Plus qu'accueillir les émotions, il faut les reconnaître comme une donnée. Dans ce projet ils avaient reconnu une pensée ronde, associée aux émotions, et une pensée carrée, associée au rationnel.

La question de la disqualification est très importante. Parfois la personne est très émue et sort de la salle. D'autres peuvent crier, ou pleurer. Et en face, il y a des réflexes de disqualification. On juge la personne « *elle ne sait pas se tenir* », sans entendre les raisons de sa colère ou de sa douleur. Exprimer ses émotions peut donc disqualifier, ou on peut au contraire chercher à comprendre.

Pour moi la question c'est aussi : et après ? Comment tu permets au groupe de continuer une fois que la personne s'est mise en colère. Comment tu permets à la personne qui s'est mise en colère, d'avoir confiance de revenir dans le groupe, de continuer à dialoguer. Sans gommer l'émotion, parce que l'émotion c'est la vie de la personne qui ressort.

C'est une vraie question, qu'est-ce qu'on en fait ? C'est souvent un pan important de la personne qui est en jeu. Quand on fait de la thérapie de groupe, avec des professionnels, c'est possible, c'est très sécurisé. La sécurité de l'espace de parole est très importante, parce que la personne qui a exprimé les émotions, après elle rentre chez elle et elle peut en baver.

En France, on a une éducation très forte à la rationalité (Descartes) ce qui ferme un accès à l'exploration des émotions.

La prise en compte des émotions semble le plus important pour entrer dans un rapport égalitaire avec les personnes concernées. Pour moi c'est une condition au croisement des savoirs. Cela permet de s'inscrire dans une éthique, de partager une humanité, une dignité ensemble. Je travaille plus en protection de l'enfance, où tout est très vite très explosif, donc on réfléchit à avoir une personne à côté toujours pour, si la personne en a besoin, être accompagnée. Il faut toujours prévoir ce besoin d'expression et comment on l'accompagne.

À partir d'une expérience 3 – En organisme de formation en travail social, les étudiantes en première année découvrent le métier, y entrent avec beaucoup d'idéal. On a vécu une démarche inspirée du croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté, et elles se sont trouvées confrontées à une image du métier qui s'avère très blessante pour elles. Cela a suscité de la colère réciproque. Les étudiantes ont souhaité en faire quelque chose et écrire une lettre aux personnes pour partager leur ressenti. Cela a été levier d'un engagement tout au long de la formation. Elles étaient accompagnées, pour aider à l'expression de leurs émotions et ne pas rester sur « un malentendu ». Cette démarche leur a permis de rencontrer les personnes sans leur costume d'assistante sociale.

- Mes expériences de croisement des savoirs, c'est aussi que c'est une expérience transformatrice pour les gens qui y participent, et j'ai l'impression que c'est l'émotion qui génère cette transformation, ces changements personnels, de pratiques, d'essaimage. En fait c'est ça qui rend le truc intéressant, qui fait qu'on y retourne.

À partir d'une expérience 4 – Beaucoup de choses qui ont été dites sont transposables à un autre environnement que la recherche. À la Fédération des centres sociaux, tous les quatre ans, on fait un diagnostic de territoire, pour définir les axes d'intervention. On a des données chaudes (les paroles des gens, avec leurs émotions) et des données froides (statistiques, etc.). Sans les données chaudes, on ne pourrait pas non plus penser le territoire. Les émotions ont un effet de bascule utile pour exprimer des choses dans les rapports. C'est vraiment le croisement des deux qui produit les choses.

À partir d'une expérience 5 – Lors d'un week-end de travail avec des militants d'ATD Quart Monde ayant l'expérience de la pauvreté, il y avait une expression très intense d'émotions. On faisait aussi de la cuisine ensemble, de la peinture le soir. On peut dire que c'était dangereux de parler de ça, mais ces personnes avaient vraiment vécu ce dont elles ont parlé, cela faisait partie de leur quotidien de toute façon. Permettre l'expression des émotions importantes est aussi une condition pour rompre le silence sur les situations. À Archipel, c'est très spécial car tout le monde est touché par l'avenir du monde, même s'il y a des inégalités, les enfants de tout le monde seront touchés. Or dans la lutte contre la pauvreté, tout le monde a des émotions, mais les personnes en situation de pauvreté sont dans des situations extrêmes d'émotions.

La question de l'accompagnement, c'est là que les groupes de pairs servent à créer une solidarité, une force ensemble. Mais en tant qu'animateur je me dis chaque fois qu'il y a une expression d'émotion forte, il ne faut pas juste l'entourer et la calmer, c'est le signe qu'il y a quelque chose à creuser. Pas en termes de psychologie, d'analyse de la personne, mais il y a souvent une raison pas seulement personnelle, mais une raison sociale, sociétale, qui déclenche cette émotion forte.

- Parfois on n'a pas conscience qu'on vit une émotion, c'est difficile alors de mettre des mots dessus.

- Il faut faire attention aux personnes. Les « groupes de parole Guy Corneau » sont très intéressants pour cela. Il y a un protocole, en fait. Un cadre. Sinon, quand on voit une émotion on réagit avec notre émotion et pas avec l'émotion de la personne. Cela peut être inadapté. Il faut faire attention avec les émotions.

- Ne pas attraper ce qu'il y a derrière une émotion, c'est rater quelque chose. Mais pour l'attraper, il faut être dans un contexte spécifique, créer des sécurités. Je trouve fondamental cette idée que, pour être à égalité, il faut être dans le partage d'émotions.

Compte rendu de l'atelier

3-3

« Tout coproduire jusqu'au bout ? »

15 NOVEMBRE 2022 À 16H

Avec la contribution de Section des Usagers qui a co-construit un module de formation :

Agnès d'Arripe, Aymeric Mongy, Abdel Aziz Azzouz, Jacques Lequien

Animation : Bruno Tardieu et Maud Rieffel

INTRODUCTION

Aller jusqu'au bout inclut la co-écriture, le partage des résultats et enfin aller jusqu'à activer les résultats. Sinon comme dit en plénière on est en « mode extraction ». Coproduire jusqu'au bout, c'est permettre que chacun puisse bénéficier des savoirs de tous sans que certains s'accaparent le travail des autres. Nous allons parler des conditions et des défis. Un défi réside dans la diffusion des résultats. On ne peut pas toujours tout faire ensemble quand chaque groupe de pairs prend la responsabilité de retourner vers son réseau. Publier un article scientifique ensemble est compliqué, prend du temps, nécessite bibliographie, d'entrer dans des codes. La question que nous posons : à quel moment on se sent assez fort, assez confiant, après avoir co-écrit un texte qui crée l'accord entre les groupes de pairs pour que ce texte devienne un « texte matrice », source d'autres expressions. Des gens en situation de pauvreté à leur façon dans leur propre réseau, les praticiens dans les leurs, les chercheurs dans les leurs. C'est une des questions que l'on peut creuser dans l'atelier.

PRÉSENTATION PAR LA SECTION DES USAGERS

La « section des usagers » est un groupe de personnes en situation de handicap, au début tous travailleurs dans un ESAT (Etablissement ou Service d'Aide par le Travail), qui a contribué à une recherche sur l'accès aux transports. On avait déjà travaillé sur la participation et ses limites et ne pas pouvoir se déplacer de façon autonome est un frein à cette participation. Quels sont les obstacles, et qu'est ce qui aide à prendre les transports ?

On a fait des observations puis on a interrogé des personnes. Certains sont autonomes dans les transports. Pour d'autres, c'est plus compliqué. Elles ne savent pas lire, ont du mal à se repérer pour savoir où descendre. Certains se déplacent en groupe, pour savoir où descendre. On est en train d'analyser les données, afin de les inscrire dans un tableau.

NOUS RETENONS QUATRE ÉLÉMENTS POUR QUE LA RECHERCHE SOIT VRAIMENT ENSEMBLE DE A À Z

- Le fait de **construire la question ensemble est déterminant**. Dans une autre recherche (sur l'usage des drogues chez les personnes qui travaillent en ESAT) la question de recherche pré-existait. Le fait que les questions de recherche soient arrivées sans contribution initiale rend les choses difficiles au moment de passer à l'analyse. Dans la recherche sur les transports avec la « section des usagers » les questions se sont précisées petit à petit et cela permet d'aller dans l'analyse ensemble.
- Faire un entretien de recherche quand on n'en a jamais fait, ce n'est pas évident. **On s'est formé, entraîné**. Par exemple, **quand on fait un entretien de recherche, on doit se taire**. En plénière une personne avec l'expérience de la pauvreté disait « je ne peux pas être animateur parce que j'ai des choses à dire ». C'est pareil : c'est parfois compliqué de ne pas donner la réponse à la place de la personne ; même chose pour l'analyse.
- Quand on va à des colloques, avec des chercheurs, s'ils ne font **pas d'effort pour trouver des mots très simples, on ne comprend rien**. Cela me met en colère. Nous, on fait des efforts malgré notre handicap, tout le monde doit faire des efforts.
- Nous faisons plusieurs écritures. Sur une autre recherche avec Capdroits, on a réussi à écrire un article dans une revue scientifique : on a dû en écrire un en FALC (Facile à Lire et à Comprendre) et un autre qui répondait aux canons des revues scientifiques. Un lien renvoyait à celui en FALC, les deux textes se répondaient l'un à l'autre. Nous étions quatre auteurs, deux chercheurs, deux personnes en situation de handicap. L'objet final est un peu un OVNI, pas dans les normes. Il y a un évaluateur de la revue qui a trouvé importante cette innovation. Cela montre qu'il y a une ouverture des revues.

QUELQUES IDÉES SONT RESSORTIES DES RICHES ÉCHANGES

Participer à une telle recherche exige un vrai engagement sur la durée, du début à la fin, un investissement régulier. La responsabilité ne repose pas que sur l'animateur. Cela repose sur chacun. La co-écriture c'est tout du long, pour tout le monde. Ce n'est pas juste à la fin.

Comment fait-on pour construire le respect et la confiance ? « Je connais une personne qui ne sait ni lire ni écrire. Pour qu'une telle personne réussisse à participer il faut créer des conditions qui donnent confiance. » « C'est important de se rappeler les règles : ne pas terminer la phrase des autres. Je le fais très souvent mais alors très vite, on réinstalle des rapports de domination, même si on ne le veut pas. » « C'est une triple catastrophe : la personne peut dire « oui, oui, c'est ça », alors que ce n'est pas ce qu'elle voulait dire et en plus, tu l'as empêchée de chercher son mot. Enfin tout le monde pense que c'est ça qu'il pense. Ce n'est pas juste condescendant, ça fait du tort, alors qu'on le fait en pensant aider... » « Quand quelqu'un termine notre phrase, on se rend compte à quel point l'autre ne sait pas ce qu'on veut vraiment dire, à quel point il peut se tromper. »

La recherche action a pour objectif de transformer du social donc, il n'y a pas de « fin ». La fin de la recherche, ce n'est pas juste un « livrable », il y a des prolongements, des publics nouveaux auprès desquels intervenir. C'est un combat... donc la recherche ne s'arrête pas.

Défi du langage simple : « Pour expliquer simplement, il faut maîtriser les concepts, ce n'est pas toujours de la condescendance si on n'arrive pas à expliquer clairement. Dans les recherches participatives, il y a un apprentissage et des efforts communs à se faire comprendre. »

« Dans la **co-écriture, usage de la parole retranscrite pour conserver les mots employés.** Que se passe-t-il quand on est l'auteur d'une parole, dont on est mécontent ? La retranscription est-elle une matière première sur laquelle on peut construire ou un produit fini ? – Non, les gens doivent pouvoir relire la transcription de leur parole pour l'approfondir. Les gens dominés ont très peu l'occasion de se relire et apprécient beaucoup. »

À PROPOS DE PLUSIEURS PRODUCTIONS

Y a-t-il un risque que l'article en FALC soit un article alibi ? Les deux articles, en FALC et scientifique sont-ils portés avec le même niveau d'attention ?

Ne risque-t-on pas de déposséder les personnes exclues si certains écrits sont fait sans eux et parlent à leur place (extractivisme) ? N'est-ce pas trahir ? D'un autre côté, prendre au sérieux les résultats de la recherche c'est en tenir compte dans sa trajectoire. Cela peut être aussi une trahison de ne pas publier dans son cercle.

Jacques : « Agnès va écrire à sa manière. Nous, il y a des mots qu'on ne comprend pas. Le FALC, ça sert à utiliser des mots très simples pour que tout le monde comprenne. C'est normal d'avoir les deux. »

Aymeric : « Je vais illustrer. Si je dois préparer un PowerPoint pour présenter à des personnes qui participent à la recherche, je passe une matinée avec Jacques pour que mes diapos soient compréhensibles. L'article en FALC peut être un « alibi », si on met juste un lien entre l'article scientifique et l'article en FALC. Mais si on l'a réécrit en FALC, cela veut dire qu'on peut diffuser les résultats auprès de personnes avec des déficiences intellectuelles. Dans ce cas, ce n'est pas un alibi, mais une action. » « Les résultats doivent être validés par les chercheurs, les praticiens et par les personnes concernées. Du coup parfois, les textes sont des ovnis. Mais on s'y retrouve, on peut les citer » « Sur une autre recherche, on a travaillé à quatre sur une expérience vécue. Tout était pensé ensemble. Après, entre chercheurs, on était frustrés, parce qu'on n'avait pas pu tout dire, en tant que chercheurs. Donc on a écrit à deux sur ce que ça nous a fait en tant que chercheur sur notre rapport au savoir, sur la connaissance... On peut faire des choses de manière séparée. »

Jacques : « Un chercheur et une personne handicapée mentale ont appris à travailler ensemble. On a trouvé des mots, des idées, et à la fin, on a donné des cours ensemble. »

Compte rendu de l'atelier 3-4

« Tout coproduire jusqu'au bout ? »

15 NOVEMBRE 2022 À 16H

Avec la contribution de Alfapsy : la coproduction d'un processus pédagogique en lien avec questionnements épistémiques – pairs aidants domaine santé mentale.

Marie Koenig, Lucas Aubert et Céline Letailleur

Animation : Marion Carrel et Marion Vernay

Lucas Aubert (Alfapsy) : Quand on a repris le projet, nous avons prolongé l'idée d'un croisement des savoirs au sein des espaces de formation, idée qui faisait dès le départ toute l'originalité et la singularité de cet organisme créé en 2015 notamment par Frédérique Zimmer et Emmanuelle Jouet. On a réfléchi à ce que, au-delà de l'animation, il puisse y avoir une co-construction des modules de formation par un binôme, en réalité par un trinôme : un formateur métier (psychiatre ou travailleur social), un formateur pair et une responsable pédagogique. On a cherché à pouvoir accompagner ce trinôme à coproduire une formation à partir d'un croisement, à partir des savoirs professionnels, académiques et d'expérience.

L'idée a tout de suite été pour nous de faire évoluer la dichotomie entre un formateur pair, qui a un savoir d'expérience, et un professionnel qui aurait un savoir académique. Plutôt que de demander à chacun de rester avec cette casquette-là, on a voulu faire en sorte que chaque formateur soit capable de manier cette pluralité des savoirs académiques, professionnels, expérientiels.

On travaille à partir du concept d'hybridation, et on se dit qu'à travers l'altérité s'opère en fait une transformation réciproque. Le formateur pair, avec ses savoirs d'expérience, permet au formateur métier de faire évoluer sa connaissance et de voir comment l'utiliser sur un plan pédagogique. À l'inverse, le formateur métier peut soutenir le formateur pair avec l'identification et la valorisation de ses savoirs académiques et professionnels. Pour cela, on est passé d'une formation de formateurs pairs exclusivement non mixte

à une formation de formateurs plus complète, qui alterne des temps en mixité et en non mixité. Le groupe des formateurs pairs, non mixte, est animé par notre coordinatrice de la formation, qui est elle-même une personne concernée, formatrice historique d'Alfapsy depuis sa création. La formation de formateurs est à la fois mixte et non mixte.

Claude Ferrand (ATD) : juste une précision de vocabulaire, on a parlé pour les groupes de pairs, des universitaires, des professionnels et des militants. Là on entend d'autres termes, on entend beaucoup les pairs et donc, ça devient une fonction, presque un métier ? On a besoin de distinguer les choses pour que l'on se comprenne.

Marie Koenig (Alfapsy) : quand on parle de formateur pair, on fait référence aux personnes concernées par une expérience, par un problème de santé mentale, ou un problème social, avec une perspective de « rétablissement ». C'est un point d'ancrage théorique central pour nous. Mais effectivement, la question de cette dénomination n'est pas neutre. On est arrivé avec l'idée qu'il y avait des formateurs professionnels et des formateurs pairs. Aujourd'hui, on arrive à déconstruire cette conception un peu clivée, dans la mesure où les formateurs pairs qui ont un savoir d'expérience ont aussi un savoir professionnel : ils se positionnent également comme des professionnels de la formation. On souhaite également que les formateurs métier montent en compétence et en capacité à transmettre l'expérience. Comment à la fois garder la spécificité des rôles de chacun sans pour autant garder des dénominations qui soient excluantes, voire stigmatisantes ?

Une participante à l'atelier : Les mots sont importants, chaque démarche a son vocabulaire et c'est important de comprendre de quoi on parle. Si je comprends bien « les pairs » ce sont les personnes qui ont l'expérience d'avoir un souci avec la santé mentale et qui, de cette expérience, en tirent des compétences qui font qu'elles deviennent des formateurs pairs, qui peuvent apporter de la connaissance, à d'autres professionnels ou à d'autres personnes ?

Marie Koenig (Alfapsy) : oui, et elles sont en binôme avec un formateur métier. « Formateur » c'est une dénomination qu'on vient questionner. Nous n'avons pas de formateurs à 100 %. On refuse l'idée que quelqu'un ne soit que formateur. Tous nos formateurs métier sont des gens qui exercent une profession de l'action sociale ou médico-sociale ou sanitaire à temps plein ou partiel. Ils ont cet autre métier de formateur, mais leur principale expérience est au niveau de l'exercice d'un métier de terrain.

Elisabeth Verzat (ATD) : vous avez aussi parlé d'un groupe non mixte de formateurs pairs, animé par un pair, ça veut dire que des personnes qui ont cette expérience de problème psychique se réunissent aussi avec quelqu'un qui les anime, avec un même type d'expérience ? Quel est l'objectif de ce type de réunion là ?

Lucas Aubert (Alfapsy) : C'est un groupe de soutien des personnes concernées. Il est pensé aujourd'hui en écho à ce qui a été évoqué tout à l'heure à la plénière, avec la possibilité de maintenir un groupe non mixte qui permet à chacune et à chacun de se sentir légitime au niveau de la parole, voire de pouvoir exercer un contre-pouvoir. Cela permet d'avoir un espace réflexif en continu sur les activités de formation, d'avoir un espace d'expression pour savoir comment les formateurs se sont sentis dans la co-animation qu'ils ont vécue avec différents formateurs.

Marie Koenig (Alfapsy) : Les formations s'adressent à une diversité de professionnels, des champs médico-sociaux, sociaux et sanitaires. On commence également à mettre en place des formations à destination d'un public mixte. On intervient aussi en binôme auprès d'un public exclusivement composé de personnes concernées, accompagnées par une structure. Aujourd'hui, on se présente comme un organisme de formation en santé mentale et sociale.

Céline Letailleur (Alfapsy) : Ce qui guide notre action, c'est le changement de paradigme qu'induit le rétablissement, le changement de regard, de posture. On passe d'une vision assez paternaliste, verticale, d'une manière dont sont construits aujourd'hui les secteurs sociaux médico-sociaux et sanitaires où il y aurait les « sachants » professionnels qui expliqueraient aux usagers, comment faire pour aller mieux. Le rétablissement repose sur l'idée que les personnes concernées par un trouble psychique savent très bien par elles-mêmes. Les professionnels sont donc là pour soutenir, favoriser et accompagner ce processus individuel et collectif d'apprentissage à vivre avec sa maladie, pour aller mieux.

C'est un processus auto déterminé, c'est donc bien la personne qui décide elle-même comment elle souhaite aller mieux, de quels outils elle a besoin, etc. C'est au cœur de notre démarche. Les pairs, de par la multiplicité de leurs savoirs d'expériences, peuvent « former », « co-former », animer, faciliter des temps de formation auprès de professionnels de différents secteurs et, au-delà de l'acculturation, l'hybridation fait monter en compétences et transforme autant les formateurs métier, les formateurs pairs que les étudiants des formations d'Alfapsy.

Claude Ferrand : Ces formateurs pairs, ils obtiennent un statut, ils sont considérés comme professionnels ? Il y a un diplôme, un certificat de formation ?

Lucas Aubert (Alfapsy) : Bien sûr. On est une équipe de cinq salariés. Ensuite, on a 70 formateurs consultants, dont 30 formateurs pairs qui animent des formations. C'est soit avec des contrats à durée déterminée d'une journée ou deux jours, selon la durée de la formation, soit avec des contrats d'auto-entrepreneur. Ils ont les mêmes niveaux de rémunération que les formateurs métier. Il y a trois grades de rémunération : un grade pour les formateurs qui débutent, un grade pour les formateurs expérimentés, et un grade pour les formateurs expérimentés qui mènent des actions de recherche. Ça peut être le cas des formateurs pairs.

Il n'y a pas de certification. La formation se fait à travers les expérimentations, ça évite tous les processus excluant des personnes concernées qui n'auraient pas le niveau, le diplôme requis, qui n'auraient pas accès à une certification avec les standards de certification imposés aujourd'hui. On part du principe que le formateur pair ou métier va monter constamment en compétence, qu'ils vont se transformer réciproquement avec la pratique, avec la co-animation de la formation.

Une participante à l'atelier : sur la question de la coproduction, comment faites-vous ? et ça veut dire quoi coproduire jusqu'au bout pour vous ?

Lucas Aubert (Alfapsy) : quand on monte une action de formation, cela va partir du choix de la thématique de formation, jusqu'à la co-construction du contenu, de la co-animation et de la co-évaluation de l'action de formation.

Il y a une phrase que j'ai retenue en plénière, c'est « *le savoir des personnes concernées est prioritaire mais n'est pas supérieur* ». Comment on donne la priorité dans ces groupes de travail à l'émergence d'abord des savoirs d'expérience autour de la thématique, et ensuite que l'on vient compléter par les autres savoirs ? Aujourd'hui, on n'a pas forcément de priorisation en termes de savoirs. Il y a peut-être une méthodologie à trouver. Il arrive que les savoirs académiques prennent parfois le dessus sur le savoir d'expérience.

Une participante à l'atelier : dans les formations, est-ce que les formateurs Pairs se portent volontaires, c'est eux qui demandent à faire la formation ?

Lucas Aubert (Alfapsy) : Ça peut être dans un double mouvement, soit ils se positionnent volontairement sur une formation dont ils ont identifié un manque dans le catalogue, soit à un moment donné, on a une idée de création de formation, on a connaissance de leur parcours et de leur vécu, et on va pouvoir leur proposer de participer à ce module. Bien sûr, ça reste volontaire de leur part.

Une participante à l'atelier : si je comprends bien, quand vous dites coproduire, c'est pour produire une formation. L'idée peut venir d'un formateur pair. Et ensuite vous avez parlé d'un groupe de travail mixte qui va réfléchir à ce qui va être mis dans le contenu de la formation, il va donner aussi le contenu, la durée de la formation, c'est ça que vous décidez ?

Marie Koenig (Alfapsy) : Oui, c'est toute la production du contenu qui est pensée par ce groupe de travail. La manière même de penser et de co-animer la formation, le contenu même, est singulier en fonction de la formation, du binôme, de ce qui est facilitant pour l'un et l'autre des formateurs.

Un participant à l'atelier : Comment vous situez-vous par rapport aux formations classiques, comment vos formations sont reçues, est-ce que vous essayez de diffuser votre démarche ? Vous avez la volonté de faire avancer le système ?

Lucas Aubert (Alfapsy) : C'est avant tout un engagement politique. On a repris cet organisme de formation dans un but politique. C'est un outil qui nous sert à promouvoir un changement de paradigme, de regard sur la santé mentale et sociale. Pour œuvrer pour une transformation sociale. On pense que la coproduction, la co-animation et la co-évaluation, est un des outils centraux dans cette transformation sociale. Dans les évaluations de nos formations, la question des savoirs d'expérience, leur mobilisation, est au cœur de la satisfaction des personnes qui ont été formées. Toutes soulignent systématiquement la plus-value des formateurs pairs et des savoirs d'expérience.

Il y a deux chocs aujourd'hui, deux manières dont les personnes sont interpellées par les formations 1) la présence du formateur pair et 2) quand le formateur identifié comme professionnel commence à parler de ses propres savoirs d'expérience. Non seulement on n'a pas l'habitude d'avoir une personne concernée en position de formateur qui livre un savoir expérientiel, mais on n'a pas non plus l'habitude qu'un formateur métier parle de son expérience.

Marie Koenig (Alfapsy) : Dans le champ de la santé mentale, l'asymétrie entre les sachants et non-sachants est extrêmement marquée. Le fait qu'une personne qui a l'expérience d'un problème de santé mentale, et du rétablissement, a un savoir opérant qui permet de transformer les pratiques, c'est un positionnement très radical. Il y a une rupture dans la longue histoire de la

psychiatrie et de la santé mentale entre qui détient le savoir et qui reçoit le savoir. Cette rupture, on souhaite la mettre en acte dans l'espace de la formation, comme on peut la mettre en acte dans l'espace de la recherche ou dans l'espace de la pratique. C'est la raison pour laquelle on souhaiterait créer un espace qui puisse aussi faire bénéficier la recherche de ces croisements de savoirs et des données qui vont avec. « La science non faite » comme on disait ce matin. L'ignorance située. On s'aperçoit souvent, dans les espaces de formation, qu'on vient créer des savoirs qui participent aussi à l'élaboration de savoirs scientifiques.

Laurent Sochard : C'est un petit peu différent de ce qu'on a fait dans le croisement des savoirs. Ce ne sont pas les mêmes ressorts et ce qui m'intéresse de savoir, c'est quels sont les ressorts des travailleurs pairs ?

Céline Letailleur (Alfapsy) : Une personne qui vit avec des troubles psy, comme une personne qui vit la précarité, est stigmatisée et discriminée. Dans une formation, montrer simplement qu'une personne qui vit avec des troubles psy peut être dans une posture de facilitation, de formation, c'est déjà un changement radical. Je crois que ce sont les mêmes ressorts liés aux différentes étapes du tout coproduire. Il y a des négociations identitaires de validation réciproque.

Selon les personnes, les parcours sont différents et donc étoffer ses savoirs, ça fait partie de la richesse de la coproduction. Ce que je crois aussi, c'est que les processus de décision doivent être interrogés constamment. Il n'y a jamais de modèle arrêté même s'il y a des règles éthiques qui sont posées. Pour élargir au-delà la formation et parler de la recherche participative ou collaborative ou par croisement des savoirs, les ressorts me semblent centrés sur les injustices épistémiques et les processus de légitimation, sur le comment transformer la façon dont on construit une connaissance. On ne questionne pas la légitimité d'un éducateur spécialisé retraité éloigné de ses pratiques professionnelles de terrain et de ses pairs, on ne questionne pas la légitimité d'un professeur émérite, éloigné de ses pratiques de terrain et de ses pairs mais on questionne la légitimité des personnes concernées quand elles s'éloignent de certaines réalités. Il faudrait qu'un pauvre reste pauvre pour être légitime sinon il ne représenterait plus « les pauvres » ? Peut-être faut-il sortir de la représentation.

Ensuite, je n'ai pas compris la co-écriture de la même façon. C'est-à-dire que co-écrire, c'est travailler sur l'auteurisation mais aussi diffuser les résultats de la recherche dans des mondes qui ne sont pas les miens. Donc apprendre à écrire avec des codes universitaires ou coécrire des articles qui vont se retrouver dans des revues. Là on vient encore toucher des questions épistémiques : comment on produit de la connaissance ? Et comment on légitime certaines formes de connaissances, et comment les barrières traditionnelles de méthodologie de recherche peuvent empêcher les savoirs d'émerger ?

Lucas Aubert (Alfapsy) : pour terminer sur le rôle du formateur pair, on pense beaucoup qu'à l'intérieur des formations émergent des connaissances. Le formateur pair a aussi ce rôle de permettre l'émergence des savoirs d'expérience des personnes. Il y a une injonction des personnes aujourd'hui au dévoilement de soi, dans un but uniquement illustratif de vécu subjectif. On veut sortir du témoignage pour être réellement dans une co-construction de l'ensemble de la démarche.

ÉCHANGE EN SOUS-GROUPES

Qu'est-ce que vous avez appris, quelle est l'idée la plus importante que vous reprenez, qu'est-ce qui vous marque, qu'est-ce qui vous surprend ?

REMONTÉE DES ÉCHANGES

- On a eu une discussion sur la formation en direction des publics mixtes, sur les rapports de domination au sein de cette formation, parce qu'il y a des personnes accompagnantes et les personnes qu'elles accompagnent. C'était nouveau pour nous.
- Une autre attention qu'on a relevée, c'est d'être vigilant de ne pas rester dans l'entre-soi ; que ce soit dans la formation ou dans la recherche, de transmettre vers l'extérieur pour vraiment s'inscrire dans une dimension de transformation sociale et une dimension politique de cette transformation.
- Parfois, en mettant une casquette sur la tête d'une personne, on réduit le champ de ses savoirs. Ça peut être un frein à la coproduction. Comment est-ce qu'à un certain moment, il n'y a pas un risque de professionnalisation ? Avec des personnes qui se coupent de leur base, qui ne s'appuient que sur leur propre expérience, sans être suffisamment en lien avec ce que d'autres vivent. Est-ce que les personnes sont toujours légitimes ?



Plénière 4

Les critères
de validation
des recherches
participatives
avec des personnes
ayant l'expérience
de la pauvreté
et/ou de l'exclusion
sociale



Retour sur la première journée

MARIANNE DE LAAT

Bienvenue à la deuxième journée des rencontres de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tous et toutes ». Avant de démarrer sur notre sujet de ce matin, on va brièvement revenir sur la journée d'hier. On a vécu toute une journée ensemble, mais pas toujours ensemble car on était dans des groupes différents et on ne s'est pas revu-e-s en fin de journée. Alors, j'ai envie de vous poser la question suivante : quand vous pensez à la journée d'hier, quel mot vous vient ? Toutes les réponses sont bonnes !

Voici les mots nommés :

dense cool riche désaccords accomplie
solidarité transmission échange
enthousiasme mots enrichissant fatigant
pluie et froid

Merci pour ces retours, plutôt positifs ! Aujourd'hui va encore être une journée dense, mais on va terminer un peu plus tôt qu'hier. Ce matin, on va travailler sur les critères de validation des recherches participatives avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion sociale. Nous allons d'abord vous présenter nos résultats et ensuite, vous allez vous retrouver dans des ateliers, comme hier, pour approfondir certaines questions et réflexions. Cet après-midi, on se retrouve de nouveau tous ensemble, pour terminer les Rencontres ensemble. On se dira ce qu'on a appris ces deux jours-ci, avec quelles nouvelles questions chacun repart, mais aussi quelles suites on voit possible.

Introduction

MARIANNE DE LAAT

Si on parle de la validité d'une recherche, cela veut dire qu'on regarde si la recherche répond à certaines exigences. Lesquelles ? Est-ce qu'il y a d'autres exigences que celles pour une recherche classique, quand il s'agit des recherches participatives avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion sociale ? Qui décide quelles sont ces exigences, ces critères de validation ? Et pourquoi c'est important d'y réfléchir, d'y travailler ?

MARION CARREL

Cette question des critères de validation est importante pour quatre raisons.

- D'abord pour la reconnaissance académique, car mesurer la validité d'une recherche participative en croisement, cela permet d'en évaluer les apports et les exigences, de montrer que ces recherches servent à quelque chose.
- Ensuite pour les financeurs : cela permet par exemple de justifier le temps long de ces recherches.
- Mais c'est important aussi pour les équipes qui veulent faire une recherche participative. Les critères leur permettent de se demander si elles ont bien pensé à tout : « *Qu'est-ce qu'on vise, quels sont nos objectifs, comment on y arrive ?* »
- Enfin, c'est important pour celles et ceux qui sont invités à participer à une telle recherche. Les critères leur donnent des repères, ils permettent de justifier les raisons d'accepter ou non de la rejoindre : « *Pourquoi je viendrais dans cette recherche, qu'est-ce que cela implique ?* »

MARIANNE DE LAAT

Lors du séminaire épistémologique de novembre 2015, nous sommes partis du constat que les différents acteurs ont des objectifs différents, comme la production de nouveaux savoirs ou la transformation sociale, et donc des critères de validation différents. On s'est posé la question suivante : ne faudrait-il pas d'abord comprendre et s'appropriier les critères les uns des autres, pour ensuite, dans un deuxième temps, les croiser ? Et aussi, peut-il y avoir une finalité commune ?

Lors du colloque du 1^{er} mars 2017², une chercheuse disait que dans les recherches collaboratives, les chercheurs et les acteurs sociaux ont les mêmes finalités. D'autres chercheurs continuaient à parler de différentes finalités et donc de critères différents : il y a d'une part les critères de scientificité (Est-ce que cette recherche est robuste ?) et de l'autre côté les critères de pertinence sociale (Est-ce que la recherche va changer quelque chose pour la société ?). Un chercheur a posé la question si ces deux groupes de critères sont nécessairement indépendants ? Peut-être se renforcent-ils ? On peut envisager des liens, des interdépendances entre ces deux familles de critères. Ce qui nous amène à la question de l'épistémologie.

L'épistémologie est l'étude critique des sciences, des connaissances, destinée à déterminer leur origine logique, leur valeur et leur portée. Lors du colloque du 1^{er} mars 2017, nous sommes arrivés à la conclusion que les critères de validation dépendent aussi de l'épistémologie qu'on suit. Pour les positivistes, les chercheurs observent de l'extérieur et réfléchissent à partir de ces observations pour créer de la connaissance. Tandis que pour les constructivistes, les chercheurs ne sont pas extérieurs à la réalité qu'ils étudient, ils en font partie. On comprend que leurs critères de validation sont différents. À l'intérieur des constructivistes, il y a une de nombreuses approches. Celles qui nous intéressent sont les épistémologies radicales, comme par exemple les épistémologies féministes : elles se posent la question de la place des femmes dans la création de la connaissance.

Si le savoir et la connaissance sont majoritairement créés par les hommes, qu'en est-il du savoir des femmes ? Ces épistémologies vont donc être attentives à la contribution des femmes. Cela suppose d'autres critères de validation, que les positivistes ou la plupart des constructivistes ne prennent pas nécessairement en compte. La question qui se pose à nous, et qu'on s'est posée lors du colloque en mars 2017, était donc : quelle épistémologie suivons-nous ?

Peu après le colloque, en regardant à plusieurs de plus près la recherche en croisement des savoirs « Equisanté », Marion Carrel propose de développer une nouvelle épistémologie faisant partie de la famille des épistémologies radicales, telle que l'épistémologie postcoloniale et féministe. Elle parle de **l'épistémologie post-pauvreté**. C'est un ensemble de pratiques et de réflexions qui visent à produire de la connaissance et à lutter contre la pauvreté, en luttant contre l'injustice épistémique. L'injustice épistémique est le fait de ne pas pouvoir contribuer aux savoirs qui sont reconnus dans la société, d'être exclu de la production de connaissances. On parle de « post-pauvreté » ce qui exprime notre visée : on vise l'éradication de la misère et des exclusions, une époque post-pauvreté. On se pose donc la question : est-ce que la recherche permet de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en mettant fin aux injustices épistémiques, en permettant aux personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion sociale d'être co-actrices de la construction des nouvelles connaissances ? Dans ce cadre, comment définir des critères de validation propres à l'épistémologie post-pauvreté ?

Comme le soulignaient plusieurs chercheurs lors du colloque du 1^{er} mars 2017, les critères de validation dans le milieu académique dépendent des disciplines scientifiques

² https://croisersavoirs.sciencesconf.org/data/CNRS20170301_ColloqueCroiserSavoirs_Actes.pdf
<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-4-page-45.htm>

et les recherches sont toujours validées par les pairs, donc par d'autres chercheurs dans la même discipline. D'où la question : n'est-ce pas à celles et ceux qui font des recherches participatives avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion sociale de créer ensemble des critères de validation et de développer ainsi l'épistémologie post-pauvreté ? Avec l'Espace collaboratif, nous avons voulu relever ce défi. On a commencé à définir des critères de validation, mais nous n'avons pas pu aller au bout et nous souhaitons continuer ce travail avec vous, aujourd'hui.

MARION CARREL

Comment avons-nous travaillé pour identifier des critères de validation ? Nous avons regardé une vidéo d'une recherche participative avec des jeunes dans des quartiers populaires, la recherche « Pop-Part³ ». En groupes de pairs, nous avons réfléchi aux questions qu'on avait envie de poser à cette équipe de recherche pour se donner une idée si, oui ou non, on trouvait cela une recherche valable. C'est en croisant nos questions qu'on a construit les critères de validation. Par exemple, on voulait savoir qui avait participé à la recherche et comment ? Qu'est-ce que la recherche avait provoqué dans les quartiers ? À partir de toutes ces questions, on a défini neuf critères de validation qu'on peut répartir en trois rubriques : un premier groupe en lien avec **QUI** a participé à la recherche, un deuxième groupe en lien avec **COMMENT** la recherche a été faite, comment on a réussi à travailler ensemble et un troisième groupe en lien avec les **RÉSULTATS ET EFFETS** de la recherche. Nous vous les présentons maintenant pour ensuite en discuter avec vous et, lors d'ateliers qui vont suivre, approfondir certaines questions. Il n'y a pas de hiérarchie dans la liste et nous ne voulons pas que ces critères servent à donner un tampon ou un label aux recherches. Ce sont des points de vigilance pour nous toutes et tous, pour nous servir pour l'évaluation, réfléchir à ce qu'on vise et comment on s'y prend.

Nous avons demandé à une artiste, Ros Tanton, d'illustrer ces critères. On va projeter ses dessins en même temps qu'on va vous expliquer nos critères, en espérant que cela aidera à la compréhension de ce que nous allons dire.

Cette plénière, et les résultats de l'Espace collaboratif qui y sont présentés, a fait l'objet d'une préparation collective et d'une co-écriture par un groupe composé de :

Militants ATD Quart Monde et habitants du quartier des 3 Cités :

Mme Marie Stéphanie Boulestier, Mme Aquilina Da Silva Ferreira, Mme Maria Théron

Chercheurs : Mme Sylvie Blangy, Mme Marion Carrel, Mme Charlotte Grégoreski, Mme Marjorie Lelubre

Avec le soutien d'Élisabeth Verzat et de Marianne de Laat de l'équipe d'animation.

Les personnes qui sont intervenues ne présentaient donc pas leur contribution personnelle, mais se faisaient interprètes d'un exposé co-construit.

Critères de validation : Avec QUI faisons-nous la recherche ?

CRITÈRE 1 - CHAQUE GROUPE DE PAIRS EST REPRÉSENTATIF DE SON MILIEU POUR POUVOIR CONSTRUIRE UN SAVOIR COLLECTIF



Elisabeth Verzat : D'où vient ce critère ? Le groupe de pairs des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté nous dit :

Aquilina Ferreira : En analysant la vidéo d'une recherche sur les jeunes des milieux populaires, on s'est posé la question. Où sont les jeunes qu'on a l'habitude de retrouver dans nos quartiers, ceux qui n'ont pas fait d'études, ceux qui ont le plus de problèmes ? On s'est demandé cela parce qu'on a entendu que des jeunes qui parlent bien. Est-ce que ce ne sont que des jeunes qui sont déjà bien intégrés ?

Elisabeth Verzat : Certaines praticiennes disaient que cela pouvait aussi être le résultat de trois années de recherche qui fasse que les jeunes s'expriment si bien.

Charlotte Grégoreski : Nous nous sommes demandées comment sont choisi-e-s les participant-es ? Est-ce que les participants des groupes de pairs sont porteurs d'une parole collective ? Est-ce qu'ils sont légitimes, est-ce qu'ils sont reconnus comme pouvant parler au nom des personnes de leur milieu ? C'est-à-dire que chacun peut dire : ça nous parle, on s'y reconnaît. Comment faire pour que les personnes auxquelles les résultats sont retransmis se sentent représentées ? Et plus globalement : en quoi la recherche est représentative de toutes les personnes concernées ? Cette question d'être représentatif de son milieu se pose pour tous les groupes de pairs, celui des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion, mais aussi pour le groupe de pairs des praticiennes et pour celui des chercheur-e-s.

Elisabeth Verzat : Pour le groupe de pairs des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion :

Aquilina Ferreira : C'est important que ceux de l'équipe de recherche aillent rencontrer leurs pairs, en cherchant à rejoindre les plus éloignés pour prendre en compte leur savoir et qu'ils retournent vers eux pour vérifier les résultats. Cette manière de faire permet de contribuer à un savoir collectif du milieu de la pauvreté et de l'exclusion.

CRITÈRE 2 - ÊTRE ALLÉ À LA RENCONTRE DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ ET/OU D'EXCLUSION, LES PLUS ÉLOIGNÉES.

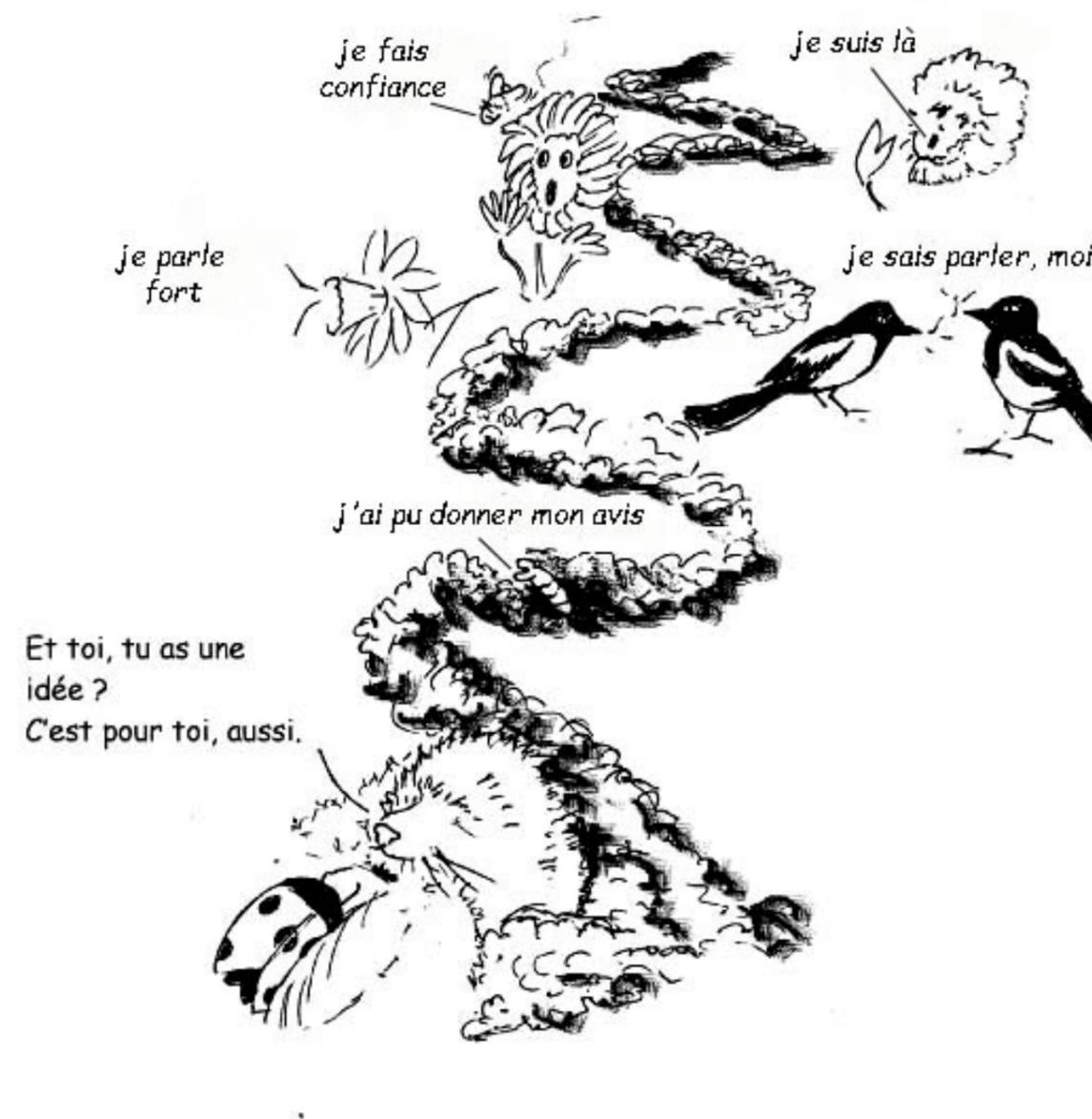
Aquilina Ferreira : Les personnes les plus éloignées, ce sont les personnes qu'on a du mal à toucher, les personnes invisibles ou que l'on ne veut pas voir, que l'on n'entend pas.

Elisabeth Verzat : Pourquoi c'est important d'aller à la rencontre des plus éloignés ? Le groupe des praticiennes a dit : c'est important, parce que ce sont ces personnes qui sont les plus concernées par la pauvreté et c'est pour elles que les enjeux sont les plus importants.

Charlotte Grégoreski : Le groupe des chercheurs parle aussi du dispositif en accordéon qui a pour objectif d'aller chercher les personnes les plus exclues, mais aussi d'amener ces personnes et ces savoirs vers les lieux de production de savoirs traditionnels comme les universités et les collectifs de recherche.

Aquilina Ferreira : Si on ne va pas au-delà des personnes qui ont la parole facile, on ne touchera pas les plus défavorisés. Du coup elles n'apporteront pas leur savoir et ce qui peut être mis en place ne va pas leur servir, et cela peut même créer des problèmes. Dans les quartiers, cela peut diviser les gens, aggraver ou renforcer les fossés qui existent, les exclusions. Par exemple : les jeunes qui sont investis dans la recherche vont faire leur projet à eux, les autres vont dire « ce n'est pas pour nous » et cela va créer des tensions dans le quartier. Ce projet ne va pas concerner tous les jeunes, ça va faire un fossé entre les jeunes qui s'investissent et les autres.

Elisabeth Verzat : Comment faire ? Les personnes qui ont l'expérience de la pauvreté et qui sont dans l'équipe de recherche disent :



Aquilina Ferreira : Nous sommes co-chercheurs mais il y a aussi les personnes plus éloignées vers qui on va, comme la coccinelle sur le dessin, ceux que l'on va rencontrer dans les quartiers, qui ne seront pas forcément dans l'équipe de recherche. Quelqu'un qui est à la rue, il ne va pas venir dans une réunion, encore moins dans une recherche. Ce n'est pas facile, il faut de la confiance, il faut du temps. C'est important que le savoir de ces personnes soit pris en compte. Et qu'il y ait des aller-retour.

Charlotte Grégoreski : Même si ce n'est pas facile et que cela prend du temps, pour toute recherche participative avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion, c'est important que l'équipe de recherche se pose les questions suivantes :

Quels efforts on a fait pour aller vers les personnes les plus éloignées ?

Comment on s'assure que ce savoir expérientiel, ce savoir qui vient de l'expérience, prenne en compte le savoir des plus exclus ?

Questions de compréhension de la salle

Bruno Dabout, ATD Quart Monde : Vous avez parlé de la représentativité de chaque milieu. Est-ce que vous parlez uniquement du milieu de la pauvreté ? J'ai cru comprendre que cela concernait les trois groupes de pairs, mais je n'ai entendu parler que des personnes en situation de pauvreté. Ce n'était pas très clair.

Charlotte Grégoreski : On parle bien de la représentativité pour chaque groupe.

Elisabeth Verzat : Oui, les questions qu'on a posées sont valable pour tous les groupes. Mais c'est vrai qu'on a ensuite parlé du milieu de la pauvreté pour faire le lien avec le deuxième critère. Mais si, par exemple, on fait une recherche participative au niveau de l'école, il faut se poser la question au niveau des praticiens : quels praticiens sont concernés par la question, les directeurs, les professeurs, les inspecteurs,...

Un participant : Je n'ai pas bien compris l'idée de l'accordéon.

Cyril Fiorini : L'idée qu'on avait était de dire qu'il faut aller chercher les personnes les plus éloignées, mais aussi amener le savoir des plus pauvres dans des lieux reconnus comme légitimes au niveau de la production de savoir. Donc à la fois des chercheurs qui sortent de leur laboratoire pour aller à la rencontre des personnes les plus éloignées, des personnes en grande pauvreté, mais aussi accompagner ces personnes, celles qui le souhaitent, à venir partager leur savoir dans les institutions scientifiques. Et donc faire ces aller-retour.

Réactions de la salle après un temps d'échange avec ses voisins

Aymeric Mongy, postdoctorant Institut Catholique de Lille : Il y a la tendance à la temporalité longue dans les recherches participatives, mais comment faire pour permettre la participation jusqu'au bout, compte tenu du fait que la situation matérielle des personnes ayant l'expérience de la pauvreté peut évoluer très vite ? Comment on fait, pour que les personnes restent jusqu'au bout ?

Un participant : Comment on construit la représentativité, à partir de quelles idées, indicateurs (sexe, race, classe...) ? Quand on parle de représentativité en sociologie, c'est dans le cadre des grandes enquêtes quantitatives. Est-ce qu'on calque sur ces grandes enquêtes ? J'ai participé à un projet proche du croisement des savoirs, et même parmi les chercheurs, on n'était pas représentatifs, même en termes de genre... Comment affronter cette difficulté ?

Marianne de Laat : C'est une bonne question, mais on ne l'a pas encore travaillée. Ce qu'on vous présente aujourd'hui est une première ébauche de critères de validation. Nous n'avons pas pu aller au bout de ce thème, mais on a voulu vous présenter où nous en sommes aujourd'hui pour ensuite continuer la réflexion avec vous.

Charlotte Grégoreski : C'est vrai qu'on n'a pas pu aller au bout de la réflexion. C'est un sujet difficile, mais ce qui est important justement, c'est qu'on a élargi la question de la représentativité à tous les groupes de pairs, et pas seulement au groupe des personnes ayant l'expérience de la pauvreté.

Eric Dacheux : J'ai entendu le mot légitimité, ce qui n'est pas la même chose que représentativité. Il me semble que la notion de légitimité peut être dangereuse pour les chercheurs notamment, parce que sinon ça peut écarter les jeunes chercheurs, qui sont peut-être moins légitime mais qui peuvent avoir des idées neuves.

Elena Lasida, Institut catholique de Paris : En lien avec la question de la représentativité, on se demandait si par rapport à une problématique il faut chercher toutes les catégories de personnes concernées, ou plutôt les personnes qui ne représentent pas tout le monde mais qui sont porteuses d'expériences significatives, d'expériences qui vont révéler quelque chose de nouveau sur la question qu'on se pose. On parle de la différence entre représentativité et significativité.

Matthieu Mangeot, conférence Archipel : Dans notre domaine, la soutenabilité, l'écologie, il est important pour nous de penser aux entités et aux personnes qui ne peuvent pas être représentées, par exemple les animaux, la rivière ou les générations futures, nos enfants, petits-enfants. On fait l'exercice qu'un-e collègue endosse ce rôle-là.

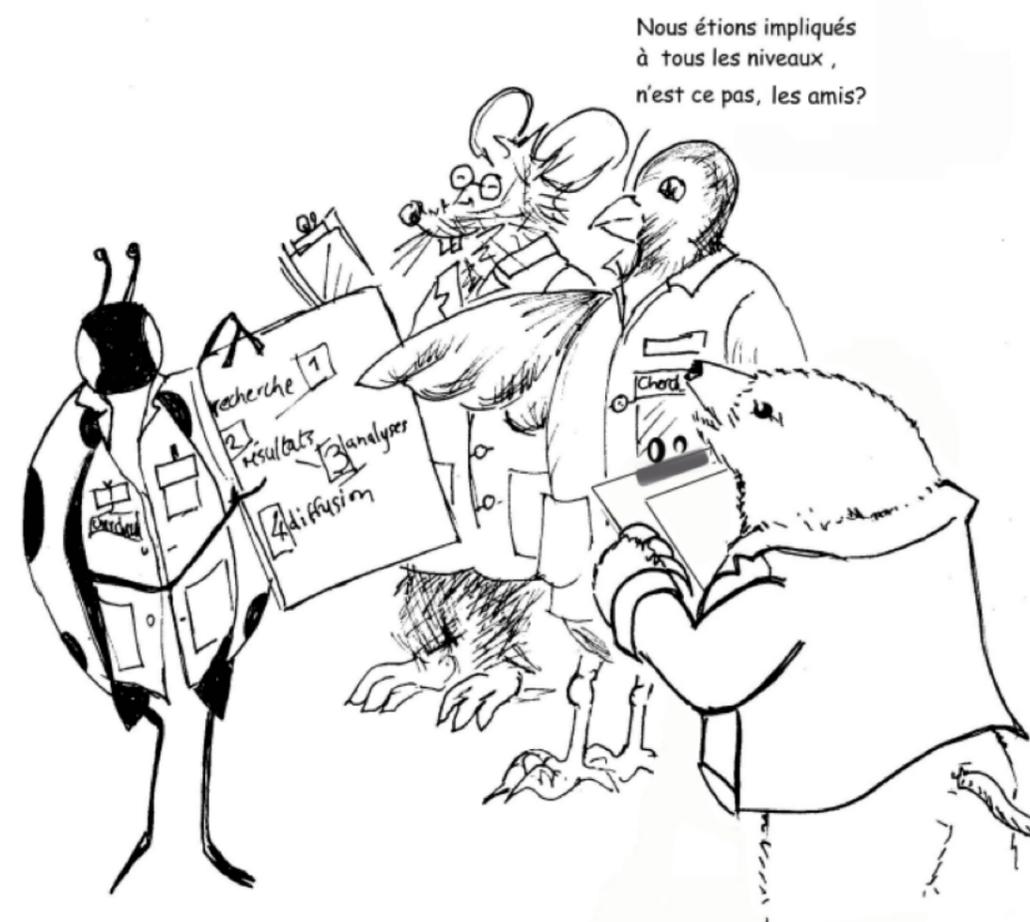
Michael Zeier, Pauvreté Identité Société, Suisse : Comment les personnes les plus éloignées peuvent être informées de ce qui se passe ? On dit qu'il faut aller les chercher, aller vers elles pour recueillir leurs réflexions. Mais comment faire un retour à ces personnes qui contribuent mais qui ne sont pas dans le groupe de recherche pour qu'elles n'aient pas fait qu'un témoignage ?

Un participant : J'ai une question au niveau de la légitimité des chercheurs. Par exemple au niveau de la psychiatrie. Les personnes sont-elles toutes légitimes ? Il y a celles dans des institutions psychiatriques établies et celles dans des structures alternatives. Ces personnes sont-elles toutes légitimes ? Je ne mets pas en doute la légitimité des personnes concernées par la pauvreté, mais je me pose la question de la légitimité des chercheurs. Cela m'arrive de lire des revues scientifiques, des fois on sent que les personnes en situation de pauvreté ont bien travaillé avec les chercheurs, se sont exprimées, et des fois ce n'est pas du tout le cas, il y a un décalage.

Un participant : Il y a peut-être un critère zéro qui serait le suivant : c'est quoi, le problème qui a permis de définir sur quoi la recherche portait ? Cela permet de ne pas poser le problème uniquement à partir des personnes concernées, mais de considérer que c'est aussi un problème de société, d'injustice, d'organisation. Le critère pourrait être aussi : comment l'objet de la recherche a été défini ? Qui a choisi de travailler sur ce sujet-là ?

Marie Bouchand, Centre Social des 3 Cités, Poitiers : J'ai l'impression que cela ne suffit pas, d'aller vers les personnes les plus éloignées, mais la question est plutôt « *quel est l'ensemble des moyens mis en place pour s'assurer de leur participation ?* », plutôt que juste « *est-ce qu'on est allés à leur rencontre* ».

Critères de validation sur le processus, sur COMMENT on fait la recherche

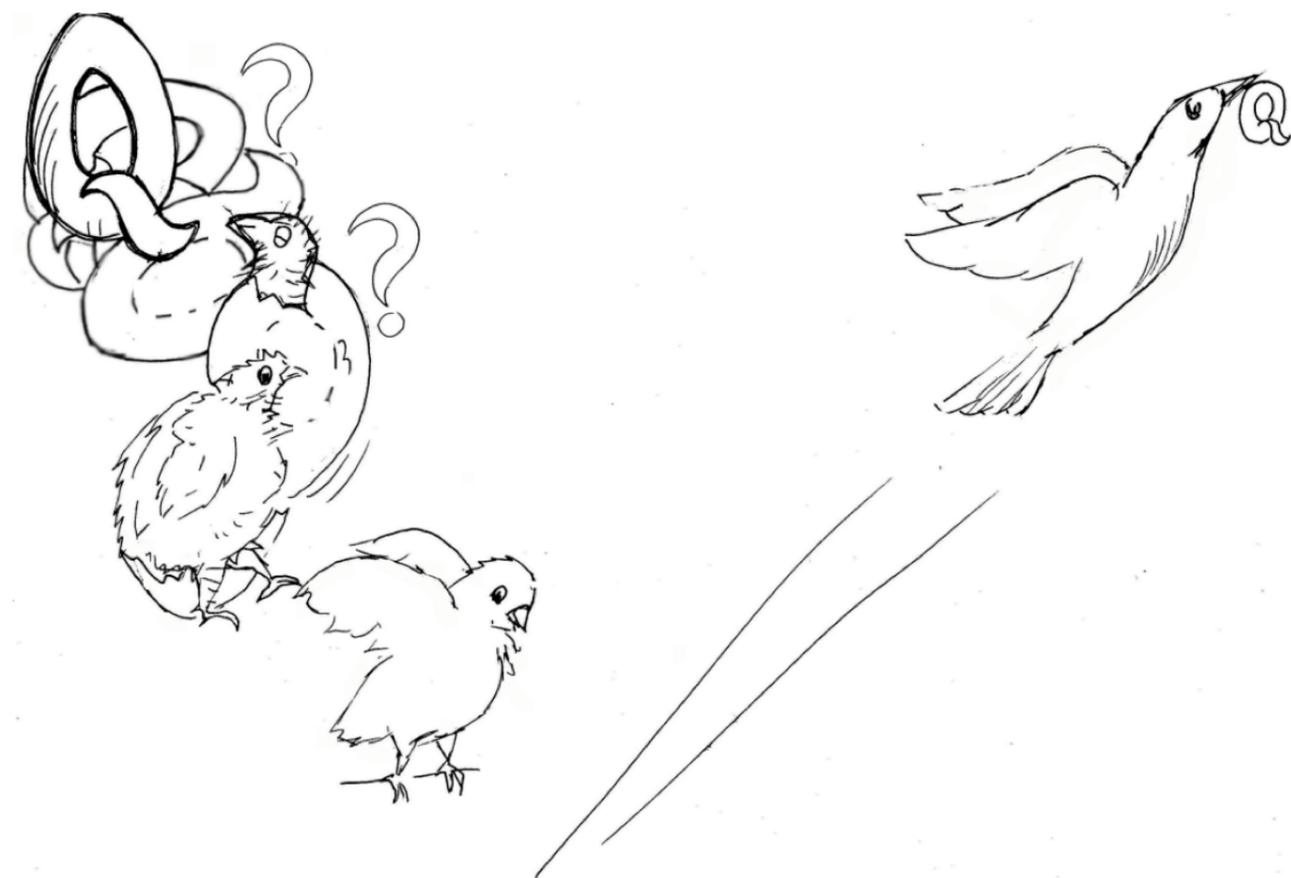


CRITÈRE 3 - PRÉSENCE ET ÉGALITÉ DE TOUS LES ACTEURS À TOUTES LES ÉTAPES DE LA RECHERCHE

Maria Théron : On a un savoir qui vient du vécu, ce savoir il est important. D'habitude, on n'est pas à égalité. « *Notre savoir n'est pas reconnu ni mis dans des livres, et pour arriver à cette égalité entre tous les savoirs, il faut avoir comme point de départ la parole de ceux qui l'ont peu* ». Dans l'Espace collaboratif ou dans les coformations, je me sens utile car mon savoir est reconnu.

Sylvie Blangy : Un exemple. Les Inuits, ce sont les personnes qui habitaient au Canada avant la colonisation. Leur savoir de l'expérience de la nature a été mis de côté. Quand on fait de la recherche participative avec les Inuits, sur les changements climatiques, on reconnaît leurs savoirs et on coproduit la connaissance ensemble. Les questions sont co-construites et tiennent compte de leurs soucis : l'état de la glace de mer qui ne porte plus les chasseurs au printemps. On est à égalité : tous les acteurs sont co-chercheurs, on discute de la méthode, on produit collectivement des résultats.

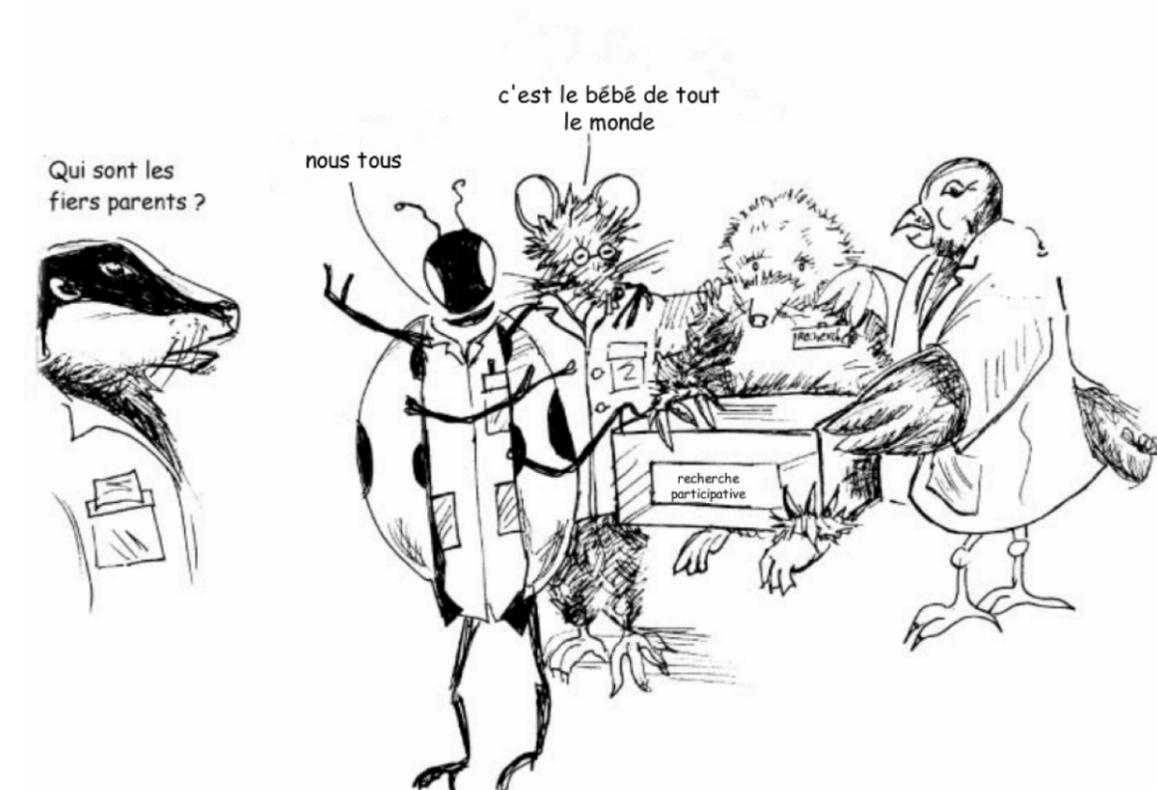
Marion Carrel : La présence et l'égalité de tous les acteurs à toutes les étapes de la recherche, c'est important pour que chacun trouve sa place, pour faire avancer la recherche, pour qu'on soit tous impliqués et responsables de ce qui est produit. Par exemple, dans l'Espace collaboratif on s'est organisés pour faire venir tout le monde pendant plusieurs journées de travail, on discutait des choix de questions à creuser, des décisions à prendre. Les critères qu'on vous présente aujourd'hui, on les a construits et choisis ensemble.

**CRITÈRE 4 - ÉVOLUTION DES QUESTIONS DE RECHERCHE**

Marion Carrel : Vous vous souvenez quand on a regardé la vidéo de la recherche Pop'Part ? On a discuté du fait que le mot « inégalités », que les chercheurs voulaient travailler, a été enlevé de la recherche, parce qu'il ne parlait pas aux jeunes des quartiers. Le groupe des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou l'exclusion a posé la question : « *Est-ce qu'on discute des choix qu'on fait ? Qui peut donner son point de vue, qui arbitre ?* »

Sylvie Blangy : Il faut accepter de se laisser surprendre par la production du collectif et s'ajuster aux questionnements qui surgissent. L'adaptation des outils au fil de l'eau en fonction des besoins des co-chercheurs et de l'évolution de la question de recherche. On chemine ensemble, la pensée évolue et de nouvelles questions de recherches surgissent. C'est un défi, notamment par rapport à nos financeurs, de mettre un critère évolutif.

Maria Théron : Quand tu as été longtemps dans le silence, et qu'un jour tu parles, c'est important que notre parole compte dans la réflexion. Parfois on bloque, on est surpris. Alors on cherche ce qui bloque. De nouvelles questions peuvent arriver à ce moment-là.

CRITÈRE 5 - TOU-TE-S SE RETROUVENT DANS LE RÉSULTAT (QUI PEUT ÊTRE UN DÉSACCORD)

Maria Théron : Ce critère, ça veut dire qu'on est là jusqu'à la fin. Au séminaire épistémologique de 2015, c'était très fort parce que pour la première fois on nous a demandé de relire et de valider les résultats. Une personne avait retranscrit

notre travail, mais on ne s'y reconnaissait pas. Alors on a retravaillé le texte, et là on s'est retrouvés dans le résultat. C'était la première fois qu'on nous demandait si on était d'accord avec le résultat et qu'on pouvait le modifier ! C'est la reconnaissance suprême : on nous reconnaît pour notre analyse, pas seulement pour notre témoignage.

Sylvie Blangy : C'est aussi le fait que les résultats soient compréhensibles par toutes et tous et donc de bien se comprendre. Cela passe par la langue, le vocabulaire et les supports de diffusion. Pour se comprendre il faut utiliser le même vocabulaire et vérifier que l'on se comprend. Il faut aussi utiliser des supports de communication qui parlent à tout le monde (la vidéo, le théâtre, le récit...). Le langage, c'est important !

Maria Théron : Laurent n'est plus là, on va continuer son combat, il avait dit quelque chose d'important à propos du langage : « *On ne peut pas reprocher à des personnes qui ont fait des études d'employer leur langage. Il faut juste qu'ils comprennent que ce n'est pas forcément compréhensible par tous* ». Et donc il faut vérifier qu'on se comprend jusqu'au bout. On ne met pas toujours les mêmes choses derrière les mêmes mots !

Marion Carrel : C'est aussi le fait que les résultats soient transmissibles par tou-te-s. La production des résultats est un travail collectif, on co-construit une trace écrite ou orale, et quand c'est co-construit chacun le comprend, peut en parler, diffuser, transmettre les connaissances produites. Par exemple, les critères qu'on vous présente aujourd'hui, on les a travaillés dans de nombreuses réunions, on a tout décidé ensemble étape par étape, le choix des critères et leur contenu, donc on s'y retrouve et on peut en parler.

Maria Théron : C'est un travail de longue haleine. C'est difficile. Des personnes ont quitté l'aventure. Mais c'est un travail collectif. J'ai découvert que c'est possible de travailler ensemble quand on ne se connaît pas. Avec nos désaccords on construit quelque chose. On peut se mettre d'accord sur nos désaccords.

Questions de compréhension de la salle

Paul Maréchal, ATD Quart Monde : Vous avez utilisé le mot « bailleur ». Pour moi, le bailleur, c'est la personne qui me loge. Ici, le bailleur est le financeur, c'est bien cela ?

Marianne de Laat : Oui, ce sont ceux qui financent les recherches.

Questions et réflexions de la salle après un temps d'échange avec ses voisins

Marianne de Laat : Avant de commencer, deux consignes : tout le monde ne va pas pouvoir prendre la parole, et du coup c'est important que dans votre intervention, vous vous limitiez à une question, ou une idée. Si vous avez déjà pris la parole ce matin, laissez d'abord la place à d'autres. Ce n'est pas parce que ce que vous avez à dire n'est pas intéressant, cela l'est sûrement, mais c'est pour donner la chance à tout le monde de prendre la parole.

Elisabetta Bucolo : On s'est rappelé avec ma voisine, ce qu'on a entendu dans le labo d'idées d'ATD Quart Monde sur l'écologie. Fatiha disait que c'était difficile, après avoir parlé dans le labo d'idées sur l'écologie, de parler d'écologie dans son quartier. Le mot n'était pas bien compris, voire refusé dans les quartiers. Mais comme elle s'était bien approprié les résultats et tout ce qu'on s'était dit, elle trouvait des ruses et d'autres mots, pour parler de nos résultats. Elle parlait d'alimentation, d'énergie, pour dire autrement nos résultats aux gens.

Laurent Sochard : Par rapport au critère « présence et égalité à toutes les étapes ». En France, quand on parle d'égalité, c'est comme s'il suffisait de dire que les choses sont égales qu'elles sont égales, comme si l'égalité se décrétait. Or, l'égalité c'est une construction, c'est un long chemin semé d'embûches, avec plein de méthodes, d'éthique... L'affirmer tel que vous le faites pourrait induire en erreur des gens. L'égalité ne se décrète pas, c'est un résultat qui se construit dans la durée et cela nécessite un processus avec des méthodes.

Jean-Baptiste Lesort, Habitat et Humanisme : Désolé, il y a trois sous-idées dans mon idée. On était un peu songeurs sur le deuxième critère, sur la question de l'évolution de la question de recherche. Est-ce qu'il s'agit de laisser se développer la question ou de la nécessité de l'évolution de la question ? Ça renvoie aussi à la question de la légitimité. Tout à l'heure quelqu'un a posé la question : « *Qui a formulé la question ?* ». Est-ce aussi un contrepois de pouvoir dire « *oui, mais on a fait évoluer la question ensemble* ». Par quelle légitimité on fait évoluer la question de recherche ? Et on se posait aussi la question de la problématique. Comment on fait évoluer la problématique ?

Marianne de Laat : Est-ce que c'est clair pour tout le monde, la différence entre question et problématique ? Non ? Est-ce que quelqu'un peut l'expliquer ?

Jean-Baptiste Lesort, Habitat et Humanisme : Il y a bien une question posée, et ensuite il y a un ensemble de moyens et d'outils qu'on va se donner pour essayer de répondre à la question. Et la question n'a de sens que si on met avec les outils qu'on va se donner pour y répondre. C'est cela la problématique.

Marianne de Laat : Je vois que certains chercheurs ne sont pas d'accord, mais on ne va pas rentrer dans cette discussion-là (*rires*). Merci pour cet essai d'explication. Je ne suis pas certaine que c'est beaucoup plus clair, mais on laisse passer car ce n'est pas au cœur de notre questionnement.

Baptiste Bouju : Au niveau du critère « présence et égalité à toutes les étapes » je voulais vous partager une préoccupation qu'on a beaucoup creusée. Au niveau de la co-écriture il y a des efforts d'écriture à plein d'étapes de la recherche, mais quand on essaie de fixer un texte et des idées, on est sur un terrain où les chercheurs universitaires ont généralement un avantage terrible. Dans ce cas-là, qu'est-ce qu'on entend par égalité : est-ce qu'on essaie de voir que tout le monde est satisfait de sa contribution, est-ce qu'on met en place une nouvelle méthode d'écriture ? On sait que c'est compliqué de tenir le crayon à plusieurs personnes qui ont le même métier, alors là, c'est encore plus compliqué quand il y a des groupes très très différents.

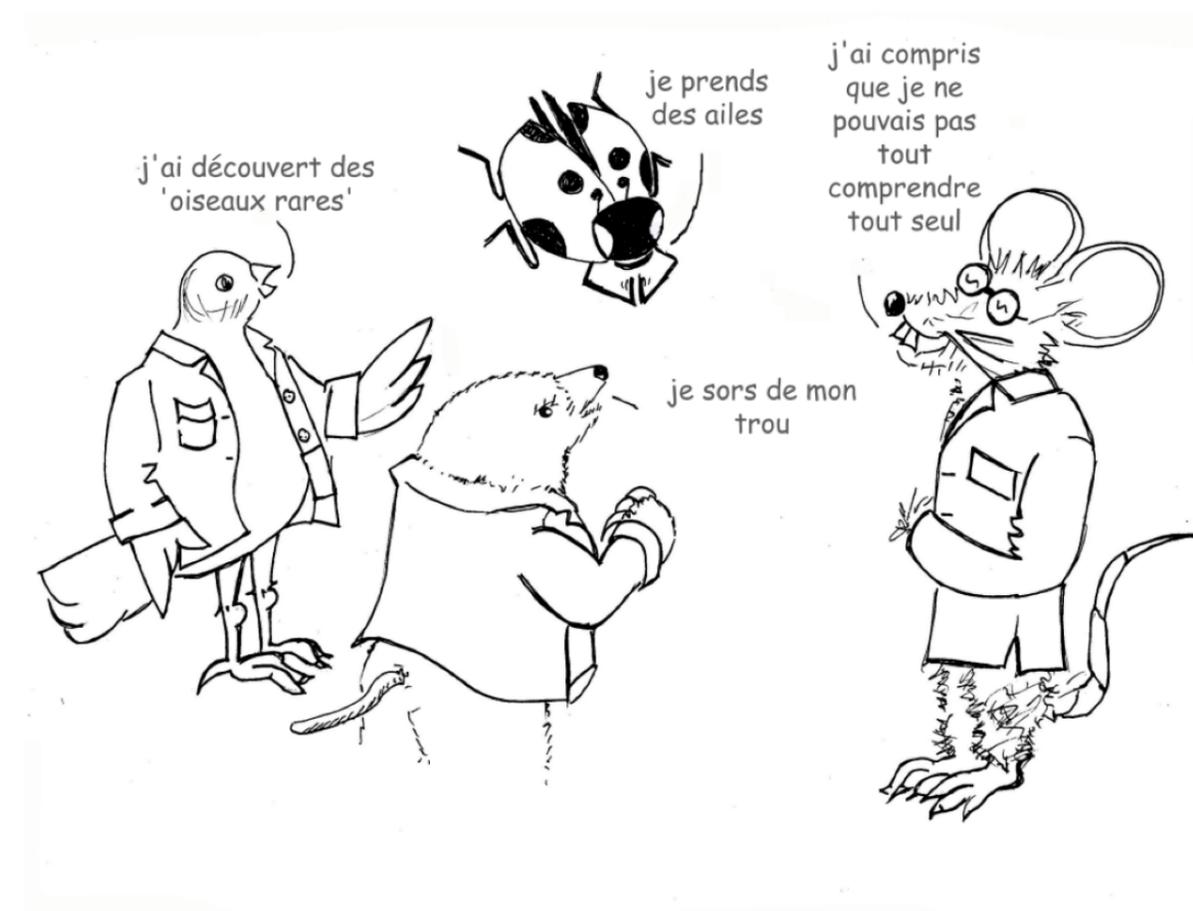
Cyril Fiorini : Sur l'évolution de la question de recherche, qui fait les choix, qui gère les choix en cours de processus de recherche ? On a évoqué hier que le comité pédagogique avait un poids très très important sur le processus de recherche et sur les évolutions. Il y a effectivement différents critères pour évaluer le processus, mais il faut aussi se poser la question comment se réalise l'évaluation et qui fait l'évaluation ? Il faut un autre dispositif pour faire l'évaluation, car les animateurs sont très impliqués dans le processus.

Carole Maubert Stamm, projet Pauvreté Identité Société en Suisse : Nous sommes dans la phase de diffusion et transmission des résultats. Pour moi cela reste une préoccupation. Comment on peut communiquer sur la recherche ? Est-ce qu'on peut intégrer d'autres formes de communication ? Pour moi, un scientifique est par définition créatif car sinon il n'innove pas, il doit intégrer de nouvelles idées. Pourquoi on ne peut pas intégrer la créativité d'autres formes que du texte dans un résultat de recherche ?

Sylvie Blangy : Nous aimerions revenir sur le critère évolutif de la question de recherche qui nous semble de plus en plus important. On demande beaucoup de souplesse aux financeurs pour accepter que les questions de recherche se transforment. Cela peut être décliner la question en sous-questions, cela peut être reformuler la question, mais c'est un processus réflexif. Et donc il est important de pouvoir documenter ce qui se passe. C'est aussi ce qui n'est pas dans les rapports qui intéresse nos financeurs, notamment comment on a réussi à travailler ensemble et ce que cela a donné en termes de reformatage et de transformation.

Critères de validation au niveau des RÉSULTATS, des EFFETS

CRITÈRE 6 - TRANSFORMATION CHEZ TOUS LES PARTICIPANTS, AVEC UN DÉVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR



Marjorie Lelubre : Ce critère s'est transformé au cours de nos discussions. Les apports des différents groupes de pairs et leur croisement ont permis de passer d'une conception de « ça développe le pouvoir d'agir des personnes ayant l'expérience de la pauvreté »

à « ça développe le pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté, mais aussi celui des praticiens et des chercheurs, ainsi que le pouvoir d'agir ensemble ». Il y a une prise de conscience d'atouts et de problèmes communs ; on passe du « je » au « nous » et on se sent légitime d'agir collectivement. La recherche donne des forces et transforme chacun, donne une fierté individuelle et collective. Par exemple, chez les chercheurs il y a le développement d'une idée de la recherche comme moyen de lutte contre la pauvreté et d'accepter et d'assumer la posture d'un chercheur engagé.

Marianne de Laet : Les professionnelles disaient que c'était important que chaque groupe, chaque personne puisse dire comment la recherche l'a transformé. Sinon, c'est : « Je t'aide, tu changes et je garde le pouvoir ». Après la recherche Equisanté, par exemple, une infirmière disait qu'elle se sentait plus légitime pour aborder avec les médecins le temps consacré à des patients en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Marie-Stéphanie Boulestier : Chez les personnes en situation de pauvreté il s'agit d'oser prendre plus facilement la parole dans un contexte de recherche, mais aussi dans d'autres situations de la vie. On change nos regards et représentations les uns sur les autres, on prend plus confiance, ce qui fait qu'on ose plus dire ce qu'on pense, ce qui est vrai pour tous les participants, qu'on soit chercheur, praticiens ou personnes ayant l'expérience de la pauvreté.

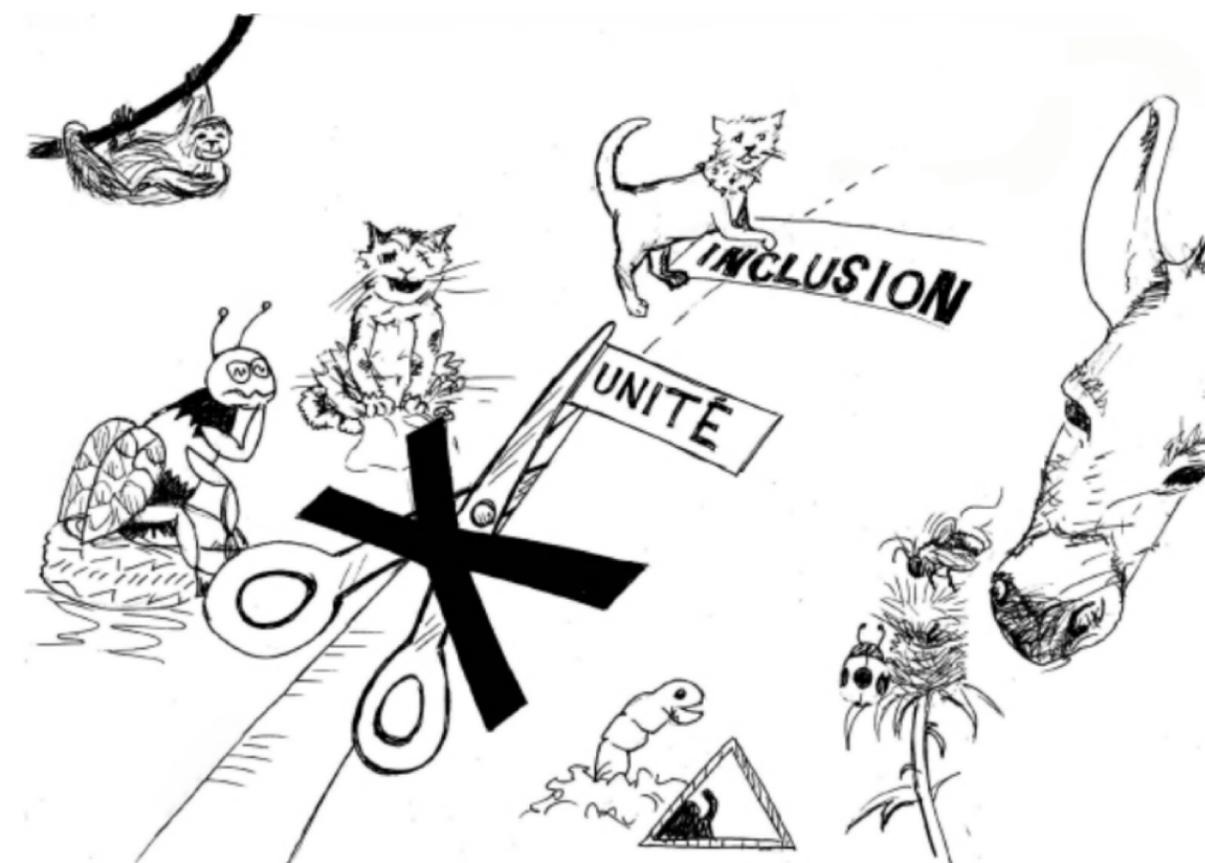
CRITÈRE 7 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ



Marie-Stéphanie Boulestier : On veut que la recherche change la société, que la recherche ait des effets positifs pour son milieu géographique et d'appartenance. Cela veut dire à la fois transformer les regards et les représentations de la société à l'égard des personnes en situation de pauvreté et faire reconnaître les différents savoirs dans la société ainsi qu'avoir un impact sur les politiques publiques.

Marianne de Laet : Suite à la recherche sur les dimensions cachées de la pauvreté, l'Insee (Institut national des statistiques et des études économique) a introduit dans son enquête annuelle pour produire des statistiques sur les ressources et conditions de vie des français des questions concernant une des dimensions cachées de la pauvreté, notamment la maltraitance institutionnelle, ce qui va influencer à terme les politiques publiques. Cela a été fait en concertation avec les acteurs de la recherche, ce qui montre le changement de regard qui a eu lieu ainsi que la prise de conscience qu'on peut travailler et échanger avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté. Aussi, l'équipe de recherche a su se remobiliser pour participer à ce travail, ce qui est une illustration du développement du pouvoir d'agir ensemble. Depuis, la collaboration entre l'Insee et deux associations impliquées dans la recherche, ATD Quart Monde et le Secours catholique, continue.

CRITÈRE 8 - NE PAS AGGRAVER LES EXCLUSIONS



Marie Stéphanie Boulestier : La recherche ne peut pas diviser entre bons et mauvais pauvres, ou par exemple diviser entre jeunes qui savent bien s'exprimer et jeunes qui ne s'en sortent pas à l'école, et ainsi aggraver les exclusions. Elle ne peut pas non plus créer ou renforcer des dominations, peu importe le groupe de pairs... Par exemple, un groupe de pairs dans lequel se retrouvaient des praticiens avec leurs chefs/responsables hiérarchiques, cela pose problème. Mais cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas avoir de désaccords, des points de vue différents. La recherche peut créer des controverses, car tout savoir nouveau va créer des réactions, parfois des hostilités.

CRITÈRE 9 - PRODUIRE DE NOUVELLES CONNAISSANCES



Marjorie Lelubre : Nous avons oublié ce critère dans les premières séances de travail, c'était peut-être trop évident ? Pourtant, c'est bien un des aspects à partir duquel on remet en cause la légitimité des recherches collaboratives : elles seraient inutiles car elles ne produiraient pas de la connaissance et/ou ne produiraient pas de la connaissance scientifique. Nous ne sommes évidemment pas d'accord avec cette affirmation. Un bel exemple est ce qu'on a produit ensemble comme connaissances dans le cadre de cet Espace collaboratif. La production de nouvelles connaissances est un critère important pour les chercheurs mais aussi pour tous les groupes, donc aussi pour les praticiens et les personnes en situation de pauvreté.

Questions de compréhension de la salle

Un participant : Qu'est-ce que c'est la maltraitance institutionnelle ?

Réponse : La maltraitance institutionnelle a beaucoup de formes, elle est visible ou invisible. Cela peut être, par exemple, ne pas être accepté aux urgences parce qu'on vit dans la rue, ou être attaché quand on est en psychiatrie.

Questions et réflexions de la salle après un temps d'échange avec ses voisins

Yvette Molina : On a une observation au niveau du quatrième critère, sur la production de nouvelles connaissances. Sur la diapo vous ne qualifiez pas ces connaissances, mais dans ce qui a été présenté oralement vous avez présenté des connaissances scientifiques, or la présentation de ce critère-là vient presque annuler toute la démarche du croisement des savoirs en ce sens que la production des nouvelles connaissances ne sont pas seulement

des connaissances scientifiques, mais aussi des savoirs et des expériences des savoirs du vécu. Il serait intéressant de croiser les connaissances scientifiques au regard de ces autres types de connaissances.

Marion Carrel : Une grande question, effectivement, sur les connaissances. Est-ce qu'il faut les mesurer en fonction des connaissances scientifiques, est-ce que c'est de la science, est-ce que c'est autre chose ? Il y a deux ateliers qui vont permettre de creuser ces questions-là.

Dominique Paturel : J'ai une question par rapport au critère « pas d'aggravation des exclusions ». Déjà il est rédigé d'une autre manière que les trois autres. Il fait rupture au niveau de la formulation. Et je me suis posée la question : est-ce que ce critère vient parler de façon générique, ou bien c'est le processus de la recherche participative qui est concerné, qui ne doit pas produire des exclusions.

Marion Carrel : C'est la même question que celle sur l'égalité. Est-ce qu'on la décrète ou est-ce que la question est « *Comment on fait en sorte que ne se construise pas une exclusion, qui est le contraire de l'égalité ?* »

Un participant : Il y a la transformation de chaque participant, certes, mais il y a au niveau des recherches participatives la transformation des relations entre les groupes de pairs. Cela crée de nouvelles relations entre les groupes de pairs. Et de fait, cela participe à la transformation de la société. Il y a peut-être un entre-deux, entre la transformation de l'individu et la transformation de la société.

Un participant : On se disait sur la transformation de la société qu'il y a aussi le risque de générer potentiellement de l'impuissance. Il nous semble important d'être beaucoup plus concret sur les objectifs et de ne pas générer par derrière de l'impuissance. Parfois on se rend compte que les changements ne sont pas à la hauteur de nos attentes. Comment ne pas générer d'attentes trop fortes qui pourraient être déçues ?

Un participant : En ce qui concerne le premier critère, la transformation de chaque participant, je voulais vous remercier d'avoir dit que cela concerne chaque participant, donc pas seulement les personnes en situation de pauvreté. Je pense que c'est chaque participant, mais surtout, on est dans une visée de post-pauvreté, et si le critère 2, la transformation de la société est la transformation du regard et faire reconnaître les différents savoirs, ce sera réussi s'il y a une transformation des chercheurs et des professionnel-le-s. D'ailleurs, je pense que c'est ça qui apportera du pouvoir d'agir aux personnes ayant l'expérience de la pauvreté. Si je vois que ce que je dis te transforme, tu me donnes du pouvoir d'agir en montrant mon pouvoir !

Marianne de Laat : J'ajoute juste qu'on a dit que c'est important que chacun gagne en pouvoir d'agir mais aussi qu'en tant que groupe on gagne en pouvoir d'agir ensemble.

Bafodé Diaby : J'aimerais revenir sur le critère de changement de la société. J'aimerais bien qu'on nomme ces transformations parce qu'il y a des transformations qui sont négatives et des transformations positives. Dans chaque transformation, il y a des personnes qui sont heureuses et d'autres pas. Il faudrait préciser, dans quel sens on transforme ?

Marie Bouchand : J'ai une question sur les suites de la recherche. Comment on accompagne les personnes que la recherche a transformées après, quand ils se retrouvent dans la société, pour transformer la société ? Comme on disait, cela peut provoquer un sentiment d'impuissance. Quelle suite on envisage, comment on accompagne la suite de la recherche ?

Compte rendu de l'atelier 4-1

Échange sur/approfondir les critères de validation en lien avec le QUI et le PROCESSUS de la recherche participative

Animation : Elsa Piou et Charlotte Grégoreski

Pour débiter l'atelier, les deux animatrices proposent une brève **présentation de la salle à elle-même**.

Parmi les 36 participant-e-s, sont présent-e-s : des praticien-nes, des personnes ayant l'expérience de la pauvreté ou de l'exclusion, des chercheur-ses (majoritaires). Quelques personnes viennent de pays autres que la France. Suite à cette présentation, des personnes ne se sont pas reconnues dans les groupes proposés. Sont également présent-e-s : des représentant-e-s d'institution (dont le CNLE), l'association Habitat et Humanisme, des personnes ayant un handicap mental.

Les deux animatrices introduisent ensuite le thème de l'atelier et de la façon dont il va se dérouler.

INTRODUCTION DU THÈME DE L'ATELIER : LES CRITÈRES EN LIEN AVEC « QUI ET COMMENT » : LES 5 PREMIERS CRITÈRES PRÉSENTÉS EN PLÉNIÈRE

Au sein de l'Espace collaboratif, nous avons réfléchi à des critères de validation des recherches participatives avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion. Nous les avons ensuite classés en trois grands groupes, qui vous ont été présentés en plénière. Dans cet atelier, nous nous intéresserons aux deux groupes de critères concernant le processus de la recherche, intitulés respectivement « avec qui faisons-nous la recherche ? » et « comment faisons-nous la recherche ? ».

Au total, ces deux groupes rassemblent cinq critères : « représentativité de chaque milieu », « être allé-e à la rencontre des personnes en situation de pauvreté et/ou d'exclusion les plus éloignées », « présence et égalité de tou.tes les acteur-rices à toutes les étapes de la recherche », « évolution des questions de recherche » et « se retrouver tou.tes dans le résultat (qui peut être un désaccord) ».

Dans cet atelier, nous vous proposons de prolonger les échanges, les réflexions et les questionnements ayant émergé en plénière.

UN DÉBAT-MOUVANT POUR APPROFONDIR LES RÉFLEXIONS

Nous avons réfléchi à un format qui permette vraiment de réfléchir ensemble. Pour cela nous avons choisi de vous proposer un débat mouvant à partir de chacun de ces cinq critères.

Le débat mouvant : un critère est proposé au milieu de la salle. Est-ce un critère important ? Si oui, on s'approche. Si non, si on n'est pas d'accord, on s'éloigne. On peut se mettre à deux pour se positionner si on est d'accord. Une fois que chacun a trouvé où il souhaite se positionner, ceux qui le veulent peuvent expliquer pourquoi ils se sont positionnés là ou là. On peut se déplacer à ce moment-là vers la personne qui a parlé si on est vraiment d'accord avec ce qu'elle a dit, ou au contraire s'en éloigner. Chacun peut ainsi exprimer comment il se sent par rapport à ce qui est dit.

CRITÈRE 1 : REPRÉSENTATIVITÉ DE CHAQUE MILIEU

Les animatrices mettent au centre de la pièce le premier critère, écrit sur une affiche.

Elles introduisent ce premier critère en rappelant que par le terme « chaque milieu », on entend le milieu des groupes de pairs constituant la recherche : par exemple celui des chercheur-se-s, celui des praticien-ne-s ou des personnes en situation de pauvreté, etc. Durant la plénière, il y a eu beaucoup de questions sur le groupe des praticien.nes ou des chercheur-se-s : comment peut-on dire qu'ils ou elles représentent les autres ? Cette question a été moins posée pour les personnes ayant l'expérience de la pauvreté ou de l'exclusion. Le débat mouvant commence avec la question : si on vous proposait de participer à une recherche participative, est-ce que pour vous ce serait important qu'on vous dise « *Dans cette recherche, on va essayer d'avoir la représentativité de chaque milieu* » ?

Les participant-e-s se positionnent.

- C'est important. Mais quels indicateurs nous permettent de dire que le groupe est représenté ? Les personnes silencieuses, invisibles ? Comment on s'assure qu'elles soient bien présentes ?
- J'ai l'impression que vous avez un peu changé la question. Je me posais la question des critères de validation. Certains ont parlé de recherche quantitative ou qualitative. Dans une recherche qualitative, si une personne apporte beaucoup, ce n'est pas forcément important s'il en manque d'autres.

- On produit un rapport tous les deux ans en Belgique, la question de la représentativité est très importante, sinon d'autres partenaires disent : « *Et les jeunes ?* », « *Et les femmes ?* ». Les situations de pauvreté sont très diverses, mais on essaie de ne pas faire de catégories, le commun est la pauvreté. Mais ce critère est souvent mis en question comme un critère de validation par les autres.

- Pour les professionnels, les choix sont aussi importants, sinon leur absence peut poser question sur la validation.

- Depuis 2020, il y a eu une transformation du CNLE. La moitié des personnes ont l'expérience de la pauvreté et les autres sont des associations, des collectivités, des partenaires sociaux. La question de la représentativité a changé nos manières de travailler, cela a un impact sur les autres collègues, qui du coup sont moins nombreux, leur voix pèse moins, il y a un vrai enjeu pour que les uns ne pèsent pas sur les autres. Un deuxième défi : pour le moment, nous n'avons personne des outre-mers, il en faudrait car géographiquement il ne faut pas oublier certains territoires concernés.

- J'ai vécu la pauvreté : c'est bien qu'ils soient représentés, il faut se battre pour être représenté, c'est ce que j'ai fait, souvent on n'a pas été d'accord, il y a eu des confrontations. Chacun doit faire un pas vers les autres. Je représente les pauvres, à l'université, à l'ONU... je me bats pour que les pauvres puissent être acteurs de leur vie. C'est grâce aux pros et universitaires que les pauvres peuvent être acteurs de leur vie.

- Pour les chercheurs, je ne comprends pas ce que veut dire la représentativité. Pour les personnes en situation de précarité, je conteste. Si on dit que les savoirs d'expérience sont uniques, personne ne peut représenter les autres. On peut représenter mais il ne peut pas y avoir de représentativité.

(Des gens se rapprochent de lui)

- Pour moi ce n'est pas le plus important de me sentir représentative : ce qui se construit est un savoir collectif à partir de nos expériences individuelles. Cela va résonner du fait que c'est construit à plusieurs, même si on n'est pas à 100 % représentatives au départ.

- La représentativité vient de l'élection, on n'est pas dans un vote. Mais la significativité est importante : le groupe n'est pas forcément représentatif mais il a du sens.

- Aux petits frères des pauvres, on a des gens transgenres. Ils sont pauvres comme nous, mais leurs problèmes à eux ne sont pas les nôtres.

- Pour moi c'est important que chaque milieu soit représenté, mais le fait que chaque personne soit représentative est impossible.

Beaucoup de gens se rapprochent.

- Chaque milieu doit être en présence. Mais évidemment il y a de la diversité. Je ne me sens pas représentative de mon milieu : les enseignants qui viennent travailler avec nous ne sont pas représentatifs de l'ensemble des enseignants. Je porte la parole de mon groupe de pairs, mais pas de tous les enseignants.

Les animatrices demandent aux participant-e-s s'ils ou elles pensent à un autre mot que celui de « représentativité » ?

- Je ne parle pas au nom de mes collègues chercheurs, mais je suis chercheuse, donc je parle en tant que chercheuse, avec mes mots de chercheuse...
- Je dirais que chaque groupe doit avoir une diversité.
- J'ai l'impression que le mot de représentativité est posé pour répondre aux chercheurs, pour montrer qu'on est sérieux... J'ai plus aimé quand on l'a présenté en une phrase. Le mot représentativité nous bloque, on l'utilise pour être pris au sérieux. On représente soi-même, un groupe avec lequel on s'est mis d'accord, ou sinon, il faut faire une enquête avec des questionnaires et on a un échantillon représentatif.

CRITÈRE 2 : L'ÉQUIPE DE RECHERCHE DOIT ÊTRE ALLÉE À LA RENCONTRE DES PERSONNES LES PLUS ÉLOIGNÉES, IL DOIT Y AVOIR EU DES EFFORTS ET DES ACTIONS POUR CELA

Tout le monde se positionne proche de l'affiche sauf deux personnes.

- Ceux qui ne réussissent pas à entrer dans la recherche, comment fait-on pour qu'elles soient quand même présentes ?
- Il faut préciser ce que veut dire aller « à la rencontre de ». Il faut que des conditions soient définies en amont pour préciser. En Suisse, aller à la rencontre des personnes se fait, mais arriver à les recruter, je ne suis pas sûr qu'on ait réussi, et réussir à avoir le lien dans la durée.

Beaucoup de personnes se rapprochent de cette idée.

- Est-ce qu'on va à la rencontre des personnes les plus éloignées uniquement dans le groupe des personnes en situation de précarité, ou aussi dans les groupes de pros et de chercheurs : est-ce que chacun va à la rencontre des plus éloignés parmi ses pairs ?
- Pour nous « aller vers » c'est pour les personnes en situation de précarité : les migrants à porte de la Chapelle... Je suis au CNLE.
- Souvent il faut un médiateur associatif, ce n'est pas le chercheur ou le politique qui va les atteindre, mais c'est important de soutenir, financer ces assos pour qu'elles fassent le lien. Des personnes tirées au sort ne vont pas venir sans médiateur, ou à la réunion du centre social. Il y a besoin de maillons, d'associations pour aller à la rencontre des gens.

- Pour moi dans mon expérience ce sont des personnes qui vivent la pauvreté qui nous permettent de rencontrer d'autres personnes, une voisine, etc. Ce sont les personnes en situation de précarité qui peuvent nous dire vers qui aller. Les personnes ne viendront peut-être pas, mais d'autres personnes en situation de pauvreté pourront dire je sais qu'elle vit ça et ça.

- Quand on a un handicap profond, on n'y va pas. C'est compliqué d'aller vers elles.

CRITÈRE 3 : LA PRÉSENCE ET L'ÉGALITÉ DE TOUTES ET TOUS À TOUTES LES ÉTAPES DE RECHERCHE

- Pour moi c'est important d'être présent du début à la fin, de l'élaboration de la question de recherche jusqu'à l'écriture.
- Est-ce possible pour tous dans la durée ? Des personnes en situation de rue, préoccupées par une urgence du quotidien peuvent-elles venir à des espaces d'échange sur du long terme ?
- Les chercheurs et praticiens sont rémunérés, pour les autres, comment on fait ?
- On n'est pas tous disponibles à toutes les rencontres, comment on fait pour rattraper le train ? Il y a aussi des bavards, des discrets, comment faire que chacun ait sa place et soit reconnu ?
- On a participé à plein de groupes au CNLE mais il n'y a pas d'égalité, certains vont plus monopoliser la parole, c'est naturel. Des individus émergent, il faut respecter cela aussi.
- On pourrait ajouter « selon l'animation ». Avec une bonne animation, tout le monde peut avoir le même temps de parole.

Beaucoup de personnes se déplacent vers elle.

- Derrière la présence, on entend présence physique, mais il peut y avoir de la présence invisible, les chercheurs ont un travail de lecture qui n'est pas visible.
- J'ai vécu un grand problème d'égalité, ce n'est pas évident de suivre le langage des pros et universitaires, on se décale et ce n'est pas facile à vivre.
- Je proposerais « assurer les conditions de la présence et assurer les conditions de l'égalité de toutes et tous à toutes les étapes. »

Certains disent qu'on ne sera jamais à égalité.

- Il faut tendre à l'égalité mais on ne l'atteint pas. Certains ont la main sur l'organisation des séances, arbitrent, on est sur des rôles différents, on a des

positions différentes. Tendre vers l'égalité, c'est un idéal à avoir en tête, mais impossible à atteindre. D'un groupe émergent toujours des leaders.

- Même si on n'est pas d'accord, on est tous ensemble, on essaie d'entendre, comprendre et trouver pourquoi on n'est pas d'accord... À la fin on arrive à trouver.
- Au niveau de l'égalité, je pensais à l'égalité des savoirs représentés dans la recherche. Poser comme critères l'égalité des savoirs, le savoir du vécu égal aux autres. Dans les dimensions cachées de la pauvreté, on a donné plus de poids au savoir du vécu. On n'a pas fait l'état de l'art, les chercheurs étaient frustrés de ne pas apporter leur savoir à la base.
- J'ai apprécié le complément « assurer les conditions ». C'est important que l'égalité soit un point de départ : égalité relationnelle, constitutionnelle des personnes, il ne faut pas le poser comme un idéal mais comme un point de départ, et s'assurer des conditions, chercher comment on s'y prend, c'est peut-être là qu'on n'est pas très avancés.
- Au CNLE, on a travaillé par petits groupes de travail, avec à la tête une personne concernée. La question du savoir de l'expérience a très largement influencé les travaux. La question de la prise en compte du handicap, de l'accès aux soins a beaucoup orienté les travaux. Nous sommes allés jusqu'au bout avec un comité d'écriture et de relecture.
- Dans la loi qui nous crée en tant que service (Belgique), il y a un parti pris de mettre en premier les personnes en situation de pauvreté, on ne cherche pas dans le processus la présence et l'égalité de tous à toutes les étapes.

Le groupe a préféré (du fait du temps imparti) se concentrer sur trois critères plutôt que d'aborder cinq critères sans pouvoir réellement approfondir.

Compte rendu de l'atelier 4-2

Échange sur/approfondir les critères de validation en lien avec les RÉSULTATS et EFFETS de la recherche participative

Animation : Marianne de Laat et Noëlie Greiveldinger

On travaille sur les quatre critères suivants : Transformation de tous les participants, Transformation de la société, Pas d'aggravation des exclusions, Production de nouvelles connaissances.

Méthode de travail : on travaille d'abord en groupes de pairs, personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion, chercheur-euses, praticien-ne-s. Chaque groupe regarde chacun des quatre critères et dit s'il valide le critère – doit-on ajouter des choses, expliquer plus... – et réfléchit ensuite à la question suivante : est-ce qu'il y a des critères à rajouter au niveau des résultats/effets d'une recherche participative avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté ? Après ce temps en groupes de pairs, on fait une mise en commun.

Ce qui sort des échanges :

UN CONSTAT

Le dialogue n'a pas été facile entre les personnes qui ont participé à l'Espace collaboratif depuis trois ans et qui ont créé les neuf critères de validation et les autres participants qui regardent, questionnent et critiquent parfois ces critères.

Une personne de l'Espace collaboratif l'exprime ainsi : « *Je me sens dominée par cette puissance scientifique, avec des mots que je ne comprends pas.* » Une autre ajoute : « *C'est difficile de retrouver son travail de trois ans « mis en pâture » avec d'autres, même avec bienveillance.* »

Un participant répond : « *Je comprends que ça puisse être violent ce qu'on fait là, on ne vient pas porter un jugement ou remettre en cause ce qui a été fait pendant trois ans, on est là pour aller plus loin* ».

Un autre ajoute : « *Le fait que ce soit critiquable et que ce soit organisé comme ça, c'est en soi un critère de validation (réfutabilité). Pour moi ça vient signer le sérieux de votre travail.* »

DES RÉFLEXIONS SUR LA VALIDATION, L'ÉVALUATION EN GÉNÉRAL

Un chercheur demande si le terme évaluation parle à tout le monde. Pour les chercheurs c'est clair, mais on pourrait peut-être trouver un autre langage, un langage commun ?

Une praticienne ajoute une réflexion au niveau des mots : ce n'est pas seulement une question de définition, mais aussi ce qu'on met derrière (par exemple Alain : « *vulnérable : on est fragile mais en même temps on est dans la lutte, dans le combat* »). On peut redéfinir des mots entre la définition officielle et les définitions complexes liées aux représentations de chacun.

Un praticien ajoute : il y a plusieurs registres confondus, ne pas mélanger les objectifs et les critères d'évaluation.

Un autre chercheur : est-ce qu'il s'agit des critères objectifs ou subjectifs ? Il est important d'aller plus loin dans la précision.

Une personne suggère de faire des grilles d'évaluation avec des critères plus précis. Cette proposition a fait réagir fortement certaines personnes ayant l'expérience de la pauvreté : attention que ça ne finisse pas uniquement par des statistiques !

On s'est dit qu'il est important que les outils parlent et conviennent à tous les groupes.

DES RÉFLEXIONS SUR LES DIFFÉRENTS CRITÈRES

Transformation de tous les participants

Un chercheur dit que la question du pouvoir d'agir pour les chercheurs et dans la communauté scientifique ne se pose pas actuellement. Il est important de voir ce qu'on peut mettre derrière et si c'est pertinent pour la communauté.

La transformation est plus visible pour les personnes ayant l'expérience de la pauvreté mais doit aussi pouvoir être mesurée dans les autres groupes. Une praticienne fait la proposition de faire des entretiens avant et des entretiens après la recherche pour mesurer la transformation.

Transformation de la société

- Il n'y a pas forcément unanimité sur ce critère : Les personnes ayant l'expérience de la pauvreté sont à 100 % d'accord tandis que les praticien-ne-s se demandent s'il s'agit d'un critère

ou plutôt d'un effet collatéral ? Quels sont les arguments qui font que ce soit un critère ? Pour l'Espace collaboratif, un objectif était la transformation donc le critère est relié à cet objectif. Ce n'est pas un critère de validation scientifique. On est dans une nouvelle façon de travailler donc aussi une nouvelle façon de valider, en lien avec les trois groupes de travail/pairs.

- Les personnes ayant l'expérience de la pauvreté évoquent l'idée d'**être ambassadeur-riche de la recherche** et des résultats. Un changement ne peut se faire que s'il y a des ambassadeur-riche-s. Il ne suffit pas qu'on soit transformés personnellement et avoir gagné en pouvoir d'agir. La question est aussi : est-ce qu'on en fait quelque chose par la suite ?
- Les praticien-ne-s parlent de **la transformation des groupes** dans lesquels on est, comme un intermédiaire entre l'individu et la société.

Quelqu'un de l'Espace collaboratif explique : on n'avait pas tous les critères au départ, mais on s'est dit que la production de connaissance ne suffisait pas. Il fallait aussi la transformation de la société et des personnes – ces deux critères vont ensemble et sont à articuler ensemble.

Production de nouvelles connaissances

Une praticienne dit qu'il ne s'agit pas seulement de nouvelles connaissances, mais aussi de **la transformation des connaissances qu'on pensait établies**, donc de remettre en question l'existant

DES NOUVEAUX CRITÈRES ?

On est ici dans une lutte contre une certaine forme de domination. On peut relier cette lutte à d'autres luttes. Ce qui est important c'est que ce qu'on va produire n'est pas en train de détruire d'autres formes de luttes ou n'a pas d'effets pervers au niveau d'autres luttes. Par exemple dans le cadre des luttes féministes : on peut lutter pour plus de femmes P.-D.G. mais cela risque d'aggraver le capitalisme. Donc un nouveau critère pourrait être : **ce qu'on produit n'aggrave pas, n'entrave pas d'autres luttes.**

Compte rendu de l'atelier

4-3

Quelle place pour les critères scientifiques classiques dans la validation des recherches participatives avec des personnes ayant l'expérience de la pauvreté et/ou de l'exclusion ?

Avec la contribution du réseau pauvreté en milieu rural, Québec : Lucie Gélinau
Animation : Marjorie Lelubre et Bruno Tardieu

MISE EN CONTEXTE – POURQUOI ORGANISER UN ATELIER AUTOUR DE CE THÈME ?

Au terme des travaux de l'Espace collaboratif visant à identifier des critères de validité à appliquer aux recherches participatives, nous avons constaté que parmi ces critères, aucun ne pouvait être considéré comme étant de type scientifique (dans le sens classique du terme). Notre attention s'était en effet plutôt focalisée sur des critères de transformation sociale et individuelle ou encore sur le respect de préceptes méthodologiques visant à assurer la participation de chacun.

Or, les participants de l'Espace collaboratif s'accordent sur leur attachement à la qualité de la connaissance produite, et à son caractère inédit ; aussi avons-nous décidé de faire cet atelier sur la place des critères scientifiques dans la validation des recherches participatives.

L'atelier a réuni un groupe nombreux composé majoritairement de chercheurs mais aussi de personnes ayant l'expérience de la pauvreté et de praticiens, ouvrant ainsi une conversation assez rare sur un tel sujet souvent réservé aux seuls scientifiques.

MARJORIE LELUBRE, CHERCHEUSE AU CREBIS ET MEMBRE DE L'ESPACE COLLABORATIF, EXPOSE CINQ OBJECTIONS RENCONTRÉES LORSQU'ELLE VEUT FINANCER OU PUBLIER DES RECHERCHES, AINSI QU'UN DÉBUT DE RÉPONSE. LA SUITE DE L'ATELIER VA ÉTAYER CES RÉPONSES.

- **Doute sur la crédibilité du savoir produit avec des personnes pauvres :** « Si je travaillais avec des tops managers, j'ai l'impression qu'on remettrait moins en cause le fait que ce que ce qu'on a produit, c'est du savoir. Qui est légitime pour créer du savoir ? »
- **Perte de neutralité empêche l'objectivité.** « On défend cette idée qu'on veut faire de la recherche participative pour changer la société et lutter contre les inégalités. Des financeurs nous disent que si on avance cette valeur là, ça veut dire qu'on n'est pas neutre, qu'on n'est pas objectif... On pense que si on met notre intention sur la table, c'était ça déjà l'objectivité, c'est de dire qui on est et d'où on parle, et pourquoi on parle. »
- **Méthodologie non standard.** « Si on dit qu'on a fait une méga enquête avec 500 personnes, avec un questionnaire, etc, ça passe mieux. Or, on se rend bien compte que sur les thématiques sur lesquelles on travaille, avec nos questionnaires et face à des gens qui sont dans ces situations d'extrême vulnérabilité, ils ont souvent envie de répondre à côté. Comme on travaille sur des questions qui n'ont pas encore été travaillées, c'est impossible de prévoir ces cases à l'avance dans les questionnaires. Et est-ce que ces outils standardisés qui sont plus reconnus, est-ce qu'ils sont vraiment adaptés aux recherches dans nos domaines ? »
- **Décrire tout le protocole de recherche à l'avance,** demandent les financeurs. Mais en fait on veut inventer ensemble avec le groupe. Souvent l'équipe de recherche crée un protocole de recherche pour les financeurs, et on sait que deux ans plus tard, on devra justifier pourquoi on n'a absolument pas fait ce qu'on avait dit qu'on allait faire. C'est notre but que les co-chercheurs influencent la méthode, les questions, et donc cela se crée chemin faisant.
- **Bibliographie : deux enjeux, la « littérature grise » et la temporalité.** Dans une recherche participative, on peut vouloir s'appuyer sur des articles pas uniquement écrits par la communauté scientifique, mais par des personnes en situation de pauvreté ou des professionnels dans des revues associatives ou professionnelles. Quand on les inclut comme référence, on nous répond c'est de la « littérature grise », d'un statut moindre. Mais si c'est intéressant, il faut les inclure.

La temporalité de la bibliographie : de plus en plus, je dis à mes collègues chercheurs qui sont plus jeunes, avant de vous lancer à lire quinze articles, allez plutôt parler à des personnes, discuter avec elles, essayer de voir un peu quelles sont les questions de recherche. Et puis, on ira voir dans la littérature si ces questions sont traitées ou pas. Mais ne commençons pas en disant : on fait toute la revue de littérature parce que sinon, on arrive déjà avec des questions tellement préconçues, ça va être compliqué de laisser la place à d'autres angles. Mais dans les dossiers de financements, il faut écrire qu'on commence par trois mois de revue de littérature. On doit défendre le fait de faire de la bibliographie plus tard dans le processus quand les questions nouvelles sont identifiées.

LUCIE GÉLINEAU : LES QUATRE « SORTS » PRÉCIEUX DANS LES RECHERCHE PARTICIPATIVES ET UN DILEMME

« Il était une fois, il y a une trentaine d'années, un collectif d'accompagnantes à la naissance qui guidait avec cœur et passion les femmes et leurs conjoints ou conjointes lors de leur accouchement. » Un jour, le collectif des accompagnants m'offre de réaliser pour elles une recherche. Siégeant dans le conseil d'administration, je suis une des chercheuses officielles qu'elles connaissaient et avec lesquelles elles ont établi un lien de confiance. Je leur offre plutôt à mon tour de réaliser elles-mêmes cette recherche et elles, de me répondre en riant : *mais qui va nous croire ici ? On n'a même pas d'études universitaires et nous, faire une recherche scientifique rigoureuse ?* Alors moi de leur répondre : si vous vous embarquez dans cette aventure de recherche, je vais vous guider et je vais vous donner **quatre sorts que maîtrise tout bon chercheur**, quatre sorts avec une baguette magique de magicien.

Alors, vous souhaitez comprendre l'expérience de parents, ceux que vous accompagnez, d'autres qui accouchent sans votre présence à l'hôpital, d'autres encore dans des maisons de naissance ? Vous souhaitez entendre leur histoire afin de mieux comprendre leur réalité et ce faisant, comment leur expérience interpelle votre propre pratique comme accompagnante ? Comme vous vous intéressez au sens de leur parole, vous faites de la recherche qualitative et les quatre sorts à maîtriser sont ceux de **la transférabilité, de la crédibilité, de la fiabilité et de la confirmation**.

Transférabilité : Est-ce que les personnes qui vont lire votre recherche ont toutes les informations nécessaires pour bien comprendre les contextes de réalisation de cette recherche-là ?

Crédibilité : Est-ce que les premiers et premières concernées vont se retrouver dans vos résultats et dans ces résultats-là, est-ce que vous avez mis tout en place pour faire en sorte qu'ils se retrouvent ?

Fiabilité : Est-ce que votre projet a évolué à l'écoute des gens ? Parce que qui dit recherche qualitative, dit découverte sur le terrain et nécessité donc de faire évoluer le projet et la question.

Confirmation : Est-ce que vous avez eu le courage de tout considérer ? Les paroles, même les paroles les plus inconvenantes que vous auriez aimé glisser sous le tapis. Mais ce sont les paroles inconvenantes qui vont peut-être être un levier extraordinaire de changement pour vous et pour le terrain.

Parmi toutes les sagesses apportées par Lucie Gélineau, un dilemme qui ouvre l'horizon de savoirs communs. S'approprier les « sorts » dit scientifiques permet une plus grande justice herméneutique, c'est-à-dire permettre à des communautés qui n'ont pas ces outils de produire des connaissances rigoureuses par eux-mêmes et de mieux connaître les problématiques qui leur importent à l'aide d'outils de recherche qu'ils maîtrisent. C'est important parce qu'ils ont appris à maîtriser ces outils de recherche. Mais ils amènent toutefois une plus grande injustice de témoignage parce qu'ils invalident ce faisant, des modes de connaissance, de production de connaissances qui sont plus pratiques ou encore d'expérience.

En fait, on vise à forger non pas un savoir scientifique, mais bien un savoir commun dans l'ordre des communs riches des savoirs de tous. Les recherches profondément ancrées dans la capacité des êtres humains à produire du sens et des connaissances, que ce soit par le biais des savoirs expérimentiels, des savoirs pratiques, des savoirs esthétiques, des savoirs ancestraux, des savoirs artisans, des savoirs scientifiques et bien plus, permettent de mieux comprendre des réalités complexes, d'agir sur elles tout en tenant compte de la dignité des personnes.

APPORTS DE L'ATELIER AUX CINQ OBJECTIONS

Concernant l'objection de non-neutralité : il est important d'amener **les réponses d'autres scientifiques reconnus**. La notion de neutralité axiologique amenée par **Jacques Weber** a eu plusieurs traductions : l'une va dire qu'effectivement les chercheurs doivent être neutres, une autre traduction dit qu'il faut faire état de nos présupposés et de nos valeurs et de faire en sorte de ne pas les imposer aux gens. Et du coup, ne pas imposer ses valeurs, c'est tout à fait différent que de dire qu'on n'en a pas. **John Dewey**, philosophe des sciences américain, créateur de l'épistémologie pragmatiste, a pris position dans un débat à la fin du 19^e siècle sur la démocratie.

Voter, c'est trop compliqué pour le peuple. Il faut absolument qu'on donne le droit de vote à ceux qui ont fait des études supérieures, sinon on va aller dans l'erreur. John Dewey répond « *c'est celui qui a le caillou dans la chaussure qui sait où ça fait mal et comment ça fait mal. Mais il a besoin du cordonnier aussi pour voir comment on corrige la chaussure, celui qui a mal au pied, il sait comment ça fait mal et où ça fait mal, mais il ne sait pas forcément comment changer la chaussure* ». Il a ainsi inventé le « *social inquiry* », démarche de recherche où toutes les parties prenantes concernées par une question coopèrent pour amener leurs observations, font évoluer ensemble les questions et construisent ensemble une compréhension et des solutions. On peut encore citer les méthodes de triangulation des données, ou encore l'objectivité positionnelle d'Amartya Sen.

Le groupe dit avoir besoin de ces références et se propose de créer **une bibliographie qui étaye l'épistémologie que nous construisons**. Nous citons le numéro spécial de la Revue Participations « Recherche participative et épistémologie radicale »

On peut aussi préciser que dire qu'on est **neutre, c'est être d'accord avec la situation actuelle**, et donc ce n'est pas neutre.

Il faut enfin garder en tête l'attention de Lucie Gélineau, ne pas être dans une idéologie qui nous fait balayer sous le tapis les « résultats inconvenants » qui remettent en cause ce que nous pensons. On retrouve là une valeur qui a été motrice de la science moderne pour sortir des seules croyances.

En fait, il y a plusieurs fictions dans la science : la fiction du protocole, la fiction de la neutralité axiologique, le chercheur est un neutre au monde, il n'a pas de valeur. Une troisième, **c'est la fiction du monopole réflexif** des chercheurs : dès qu'il y a réflexivité dans la recherche, ça fait science. Mais dès que tu partages la réflexivité à d'autres acteurs, on te dit que ça ne va pas. Comme si les autres acteurs n'avaient pas de capacité réflexive sur le processus de recherche dans lequel ils sont impliqués.

Concernant la **bibliographie**, un accord se crée dans l'atelier pour dire qu'il est important d'en faire une et de la publier, mais qu'elle ne doit pas arriver en premier sinon elle risque de baliser le champs et d'invisibiliser les questions nouvelles espérées par les recherches participatives, amenées par des publics sous sollicités sur leurs connaissances et leurs questions. Elle peut intervenir à plusieurs moments, quand les problématiques ont émergé de la confrontation des expériences.

ÉLÉMENTS DE STRATÉGIES : À L'INTÉRIEUR OU À L'EXTÉRIEUR DES SPHÈRES SCIENTIFIQUES. SAVOIRS COMME COMMUNS. CRÉER LES LIEUX DE LÉGITIMATION DES SAVOIRS COMMUNS

Dans cette partie, les non académiques se sont plus exprimés. La première chose, c'est une espèce de **sidération devant des objections qui ont été données**. Puis ensemble nous avons émis des idées de stratégies.

On a parlé d'**épistémologie post-pauvreté**, Lucie a parlé d'une **épistémologie des savoirs communs**. Je suis dans ce groupe à cause de cette histoire de savoir commun. Pour moi, c'est là le changement en fait.

Quand on pense au GIEC, il y a un enjeu de reconnaissance qui n'est pas seulement une reconnaissance du milieu scientifique, mais une reconnaissance de la société pour que les conclusions de ces recherches soient vraiment prises en compte. Sur le climat tout est déjà écrit, et que faut-il faire pour changer en fait ? Que cela devienne un savoir commun.

Sur la question de l'autorité scientifique, de qui valide les recherches et le savoir, ça pourrait être intéressant de penser à une **nouvelle forme d'institution qui viendrait valider les savoirs**, mais pas qu'une institution universitaire, mais une vraie institution pour les évaluer, légitimer ces savoirs là. (C'est l'objet d'un autre atelier)

Est-ce que ce qu'on vise, c'est changer le monde académique ? Si c'est ça l'intention, comment ? Il y a sûrement des rapports de force que les non chercheurs ne connaissent pas. On dit souvent qu'il faut que les pauvres s'organisent pour faire changer les choses. Mais il faut aussi que les chercheurs s'organisent pour porter quelque part leur voix.

Mais est ce qu'on vise le changement académique ? Ou est ce qu'on vise quelque part à plutôt tisser des savoirs en commun, créer un espace de savoir commun, plutôt posé ailleurs que dans le monde académique et qui permet d'être un peu un point d'appui, accessible aux acteurs sociaux et aux acteurs institutionnels, pour transformer la société, changer les institutions. Cela pose la question de la place des savoirs scientifiques dans la démocratie. Parfois, l'État n'a pas envie d'entendre ce qu'un chercheur aura à dire. Et donc on va avoir tous les arguments qui ont été cités là, mais ça pose **la question de la préservation des espaces de démocratie et de la pluralité des points de vue**.

Les personnes qui travaillent dans des recherches participatives nous disent tous qu'ils ont besoin des chercheurs pour légitimer leur parole. Le savoir est toujours quand même d'abord celui des chercheurs. On s'est donc dit que pour modifier cela, il fallait bien sûr travailler sur le monde académique. Mais si on ne travaillait que sur le monde académique, on ne changerait pas cette hiérarchie de la légitimité des savoirs. Nous avons parlé des modes de financement qui s'ouvrent, les espaces de reconnaissance mixtes commencent à bouger aussi.

Si les professionnels et les personnes ont besoin de la caution du chercheur, de plus en plus, les chercheurs ont besoin de la caution d'associations pour que les recherches soient aussi intéressantes. Il faut de la porosité en fait dans un sens et dans un autre, et que dans ces espaces extérieurs à l'académie, les méthodes de recherche soient rendues accessibles pour que les personnes ne se sentent plus en asymétrie par rapport aux chercheurs.

Compte rendu de l'atelier 4-4

Qui est légitime pour créer et valider les critères de validation des recherches participatives ? Quel dispositif pour des co-validations ?

Avec la contribution de Capdroits : Christophe Dupont, Hélène Chiron, Valérie Lemard

Animation : Marion Carrel et Jean Toussaint

JEAN TOUSSAINT (ESPACE COLLABORATIF)

Quand au sein de l'Espace collaboratif on s'est posé la question des critères de validation des recherches participatives, on s'est demandé avec qui il fallait les travailler, et qui a autorité pour les travailler. Dans la mesure où les recherches participatives associent plusieurs partenaires et ont des enjeux pluriels, qui a autorité pour valider une recherche participative ? Comment fait-on ? Quels sont les espaces de co-validation ? La réponse n'était pas très claire pour nous. Comme nous faisons partie de ceux qui travaillent sur ce sujet, nous avons osé nous lancer, mais d'autres parmi vous travaillent et ont des éléments par rapport à ces questions.

Cet atelier va être introduit par Capdroits.

INTERVENTION DE CAPDROITS

Capdroits c'est une association scientifique et citoyenne qui repose sur une controverse autour de la convention des Nations unies sur le droit des personnes handicapées, qui met en avant la volonté et la préférence des personnes, plutôt que leurs droits et leurs intérêts. Une réflexion a été entamée par des chercheurs du CNRS et de l'université Lyon-2.

Des conférences se sont tenues en 2015 et en 2017 et se poursuivent cette année, avec trois objectifs à atteindre : donner la parole aux personnes expertes (on considère que l'expérience du handicap ou de la maladie donne une expertise) ; faire entendre et reconnaître cette expertise dans l'espace public et scientifique – et apporter un éclairage scientifique.

Les groupes locaux sont animés par des trinômes qui comportent un enseignant chercheur, un professionnel du soin ou de l'accompagnement, et une personne dite « expert d'expérience ». À l'heure actuelle, une évaluation de la seconde phase de Capdroits est en cours. Parmi les productions de Capdroits, il y a un manifeste « *tous et toutes vulnérables – tous et toutes capables* » qui apparaît en deux versions, une version en langage académique, et une autre version plus facile à lire et à comprendre. Nous avons également des livrets avec une présentation en langage direct et une autre en langage académique. Pour l'évaluation, on a des réunions préparatoires où on essaie toujours d'intervenir avec un chercheur, un professionnel et une personne experte.

On s'est demandé qui est légitime pour valider les critères de la recherche participative ? Déjà, qui est légitime pour être ou non dans la démarche ? On s'est dit qu'il n'y avait pas vraiment de critères dans la démarche. Si ce n'est effectivement le fait d'être intéressé par ces questions-là et être volontaire pour les travailler.

On utilise la démarche de croisement de savoirs des usagers, des chercheurs et des travailleurs sociaux. On essaie de mettre en dialogue le savoir des uns et le savoir des autres. On part à la base de la méthodologie d'ATD Quart Monde, on essaie de faciliter la mise en place des différents discours, de s'écouter.

On est en train d'essayer de mettre en place un audit pour comprendre ce qui fonctionne dans la démarche, pour savoir s'il y a vraiment une écoute tripartite à la fois des travailleurs sociaux, des experts et des chercheurs. Est-ce que tout le monde est bien pris en compte ? La discussion a beaucoup porté sur la méthode « comment on évalue un projet comme celui de Capdroits ? ». Pour l'instant, le choix qui a été fait, c'est de faire un trinôme d'évaluation qui soit interne et externe à la démarche. On garde le même trinôme, chercheur, praticien, personne concernée et il y a une personne extérieure.

On est en train de finir les entretiens individuels avec les membres de la coordination, les entretiens collectifs avec les personnes qui ont animé des groupes locaux et les participants. Ça va rejoindre notre histoire de co-validation, mais on est dans le choix d'une méthode de saturation par répétition, n'ayant pas de critères absolus et définitifs en amont.

Là où on veut arriver, la stratégie, c'est la répétition de l'analyse proposée dans des temps et des espaces différents avec des gens qui sont aussi différents. C'est sur cette répétition là qu'on valide petit à petit à la fois les critères et à la fois les résultats de l'évaluation.

On peut donner l'exemple du travail qu'on a fait avec le livret. On est parti d'expériences qui ont été recueillies dans les groupes locaux et dans le cadre des conférences. La coordination a proposé les premiers éléments d'analyse de toutes les contributions, qui ont été remises en discussion dans les temps d'Ateliers – on a organisé des journées de dialogue avec des interventions de chercheurs, praticiens et personnes directement concernées.

C'est la répétition de ces temps de discussion qui nous a permis d'arriver à un contenu à peu près stable. Tout le monde se retrouve dans les résultats. C'est dans la droite ligne de ce qui a été dit ce matin, ce n'est pas que tout le monde est d'accord, mais tout le monde se retrouve dans la pluralité des postures qui sont présentes. Ce sont ces temps-là de relectures, qu'on perpétue jusqu'à ce qu'on considère que ce soit une version qui tienne à peu près pour tout le monde. Il y a des compromis, on n'idéalise pas la production, mais l'idée, c'est que plus personne n'a rien d'autre à ajouter, on a fait à peu près le tour de ce qu'on avait à dire sur le sujet. Chaque personne qui a donné son expérience se retrouve dans l'analyse qui est proposée. Avec cette idée de répétition, de diffusion, on essaie de faire varier aussi les personnes à qui on adresse le contenu, on fait varier aussi les chercheurs, les personnes directement concernées.

Cette répétition permet une forme de vérification que le résultat est bien conforme ; ce qui est écrit, produit et dit, correspond bien à ce qui a été partagé par tel ou tel. Puis il y a aussi la vérification que le résultat est acceptable, qu'il soit tenable dans le temps. Il faut que la personne qui a partagé son expérience soit toujours d'accord sur le maintien de son expérience. C'est un essai par tâtonnements et erreurs, pour rectifier le tir. On vérifie si on sort de ce que les gens ont à dire.

Pour ce qui est d'écrire ensemble, c'est un gros sujet qui nous prend beaucoup de temps, ça rejoint la question de la co-validation. Il y a des idées pour réussir soit à faire une production commune, avec des articles qui sont signés par les co-chercheurs, soit des articles qui ne sont signés que de quelques personnes, parce que tout le monde ne s'y est pas forcément retrouvé ou n'y a pas travaillé.

Les chercheurs relaient le fait que faire de la co-validation n'est pas valorisé dans le monde académique. Il y a des critères de validation qui reviennent souvent : « *ce n'est pas assez scientifique, il n'y a pas assez d'appuis conceptuels, ce n'est pas assez inscrit dans les théories...* ». Ce sont des choses que l'on entend et qui font que nos articles sont refusés.

Dans la démarche Capdroits, l'écrit et le travail des chercheurs académiques prennent une très grande place parce que l'objectif est de les faire relayer, de se faire connaître de la communauté mixte et d'un certain nombre d'institutions. Pour essayer d'avoir de l'argent, il faut aussi rentrer dans certaines cases et les chercheurs sont obligés de produire des connaissances. Ils essaient de les faire valider bien sûr par les usagers et les travailleurs sociaux, mais ils sont directement concernés pour que ça puisse être publié et reconnu au niveau national voire international.

Pour que notre démarche prenne de l'ampleur, on est obligé de niveler par le haut.

RÉACTIONS DU GROUPE ET POURSUITE DE LA RÉFLEXION

- La question de pouvoir publier est capitale. Pourrait-on se mettre autour de la table avec des responsables de revues scientifiques pour travailler avec eux ces critères des comités de relecture ? On a besoin d'eux pour satisfaire les critères de scientificité, mais il faut aussi qu'on fasse bouger leurs propres critères classiques d'objectivité si on veut que les comités de relecture puissent prendre en compte le travail avec des personnes concernées et des professionnels.
- En général, le processus consiste à envoyer un article à deux relecteurs anonymes, qui font une critique du texte et qui disent s'il est publiable ou pas ; ces personnes ne sont pas censées connaître l'identité du chercheur ou de la chercheuse qui a proposé l'écrit.

Quand on évalue un article, on l'évalue à partir de listes de critères qu'on est censé tous connaître, mais on l'évalue aussi avec la manière dont on comprend ces critères. L'acceptation des recherches participatives est plus facile s'il y a de plus en plus de chercheurs qui pratiquent ces formes de recherches. Si on a testé soi-même l'apport de ces recherches participatives, c'est plus facile à accepter, même si la lecture d'un article apparaît un peu différente. On va être beaucoup plus enclins à accepter les articles, leur caractère un peu décalé.

Une stratégie, c'est effectivement de discuter avec des revues, mais une autre stratégie, c'est aussi de faire un travail de promotion dans le milieu académique de ces recherches participatives. Il faut continuer à présenter des textes un peu différents, même si parfois ils sont refusés, parce que petit à petit, on va arriver à publier à faire en sorte que ces recherches aient une forme de visibilité.

- Là on est au niveau d'une validation scientifique. Il y a aussi les revues professionnelles qu'il faudrait investir au niveau des praticiens. On pourrait imaginer une validation par les personnes concernées. La validation peut se faire comme on fait un croisement avec trois groupes de pairs. Elle peut se faire dans trois univers, pas que dans un seul.

Par exemple, l'université de Bordeaux accueille l'IUT « animation socioculturelle ». Elle avait promu ses propres publications, et dans ses publications, il y avait des écritures différentes. N'y aurait-il pas une piste, quelque chose à inventer pour une publication mixte, avec des textes différents comme ce que vous avez fait ?

- Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit, la validation ne se fait pas toujours dans un milieu académique, mais là où on est en difficulté souvent, c'est que pour avoir de l'argent, il faut qu'on prouve que la démarche est valorisée dans des milieux académiques. Et pour répondre à des appels à projets, ce sont les listes des publications dans des revues à comité de lecture qui sont demandées, ce sont les CV des chercheurs, ce sont les portages inter-institutionnels...

Marion Carrel (Espace collaboratif) : On voit que derrière la validation, il y a le financement. On pourrait aussi se demander dans quelle mesure les recherches participatives peuvent être financées par le monde des professionnels ? Est-ce que les institutions du travail social, le secteur juridique... peuvent financer aussi pour que ce ne le soit pas seulement par la recherche académique ? Pour l'Espace collaboratif, il y a eu un triple financement : CNRS, Cnam et ATD, les trois ont versé de l'argent. Est-ce qu'il ne faut pas inventer un jour des supports qui nous permettent des publications mixtes ?

Julie Richard (Québec) : Les nouveaux lieux de publication, ça me fait penser à Florence Piron, qui a fait partie d'une maison d'édition qui s'appelle « science et bien commun ». C'est ça qui permettait de publier des textes d'auteurs issus des démarches participatives qui se sont donné leurs propres critères de validation. Souvent chez nous, il y a une construction qui se fait à partir de chaque projet. Vous vous êtes donné vos critères à force d'essais et d'erreurs.

Pour les aller-retour avec les trois groupes de pairs, on a mis en place des stratégies de co-analyse pour s'assurer que les savoirs de chacun ne soient pas nécessairement reconnus, mais visibles, avec les critères de validité et le cadre qu'on s'est donné. On s'assure que tout ce qui est produit soit encadré par ces critères-là. Ça produit un « catalogue » qui est visible. C'est une forme de validation.

Marion Carrel : Florence Piron a fait beaucoup de recherches-actions, avec des productions d'écrits par des gens mixtes. Quels sont les critères ? Ce ne sont pas que des critères scientifiques, ce sont aussi des critères d'égalité, d'authenticité, etc. il y a des lieux où vous en discutez ?

- Les institutions ne sont pas toujours cohérentes avec ce qu'on veut faire et les démarches que l'on porte. Dans les projets avec des partenaires, on essaie de créer des espaces pour travailler ces questions-là.

Bruno Dabout (ATD) : Jusqu'à il y a une dizaine d'années, la connaissance produite par le mouvement ATD Quart Monde n'a absolument pas été reconnue scientifiquement, alors que pour la reconnaissance de la pauvreté en Europe en Amérique du Nord, pour les connaissances sur l'histoire de la lutte contre la pauvreté, sur la protection sociale, on a fait énormément d'apports. Ces apports de connaissances ont été reconnus politiquement mais pas scientifiquement. Avec les premières productions du croisement des savoirs, il n'y a pas eu du tout d'articles reconnus scientifiquement. C'est juste dans les dernières années qu'on a commencé à publier quelques articles scientifiques. On arrive à multiplier des textes, sur lesquels il y a un consensus, mais à partir de là, on a besoin que des chercheurs nous aident à écrire quelque chose qui soit considéré comme scientifique, avec des références et toute la littérature scientifique. Il faut des experts scientifiques sur le scientifique.

Cécile Lavergne (philosophe) : Dans la communauté scientifique, ce sont des chercheurs qui produisent de la connaissance. Si on veut pouvoir exister et produire des connaissances valides pour cette communauté, il faut connaître cette communauté, il faut connaître les articles qui ont été produits. Avec ATD, on a produit un texte en co-écriture qui a pour moi une validation scientifique vraiment très forte, mais qui ne sera jamais publié dans une revue scientifique parce que c'est un texte qui n'a pas été discuté avec tous les travaux qui existent sur la question de la part de la communauté scientifique aujourd'hui.

À chaque fois que je lis des nouveaux textes, il y a des choses qu'il faut que je modifie dans le texte que j'écris, parce que ça pose de nouvelles questions, il y a là des effets positifs. Ce ne sont pas les mêmes types de textes qu'on écrit quand on fait un article purement scientifique et quand on fait un travail de co-écriture. Le travail de co-écriture que j'ai fait avec ATD, tout le temps que j'ai passé à faire cette co-écriture, je ne l'ai pas passé à lire toute la littérature scientifique. J'ai fait un choix.

S'il fallait le refaire je le referais, parce que je pense que j'ai beaucoup plus avancé avec ce travail de recherche participative mais n'empêche que là, aujourd'hui, je ne peux pas écrire un article scientifique dans une revue classée sur la question, parce que toute la littérature, je ne la maîtrise pas.

- Il y a aussi le paradigme scientifique qui peut varier selon les disciplines et les courants scientifiques. Dans une démarche très qualitative et participative, on ne va pas forcément rechercher l'objectivité et on va accepter des publications un peu différentes. Selon les disciplines, selon les revues, on va être plus ou moins attentif à tel ou tel « critère de scientificité », on va peut-être valoriser d'autres critères. On n'a pas la même manière de penser la science selon la manière dont on se positionne en tant que chercheur, mais aussi selon sa discipline et son courant de pensée.



Plénière 5

Conclusions

Que retenons-nous ?

Marianne de Laat, au nom du comité pédagogique de l'Espace collaboratif introduit les cinq « témoins privilégiés » à qui nous avons demandé de nous dire ce qu'ils avaient appris et retenu de ces deux jours, les nouvelles questions que cela soulève ainsi que les suites qu'ils voient.

- Nous avons voulu entendre l'équipe venant du Québec : ce sont Lucie Gélneau et Maryse Proulx qui ont accepté de relever ce défi. Ce qui est intéressant, c'est que ce sont des personnes qui viennent de loin, qui ne connaissent pas notre réalité ici en France. On s'est dit que ce regard-là est intéressant pour nous.
- Ensuite, il y a Fiona Lazaar, la présidente du Conseil National des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE). C'est un organisme avec une influence politique qui essaye de donner une place aux personnes qui vivent la pauvreté.
- Ensuite il y a Elena Lasida, professeure d'économie à l'Institut catholique de Paris, qui a vécu une recherche en croisement des savoirs et qui a déjà beaucoup réfléchi sur les questions qu'on s'est posées ces jours-ci.
- Pour terminer, Tarik Touharia, président de la Fédération des centres sociaux. Là, on n'est pas au niveau de la recherche ni de la politique mais au niveau de l'action de terrain.



Lucie Gélineau et Maryse Proulx de l'équipe « pauvreté en milieu rural » (Québec)

Lucie Gélineau : Maryse, parmi les questionnements que tu avais, tu m'as dit qu'une surprise pour toi a été la question des mots. Peux-tu nous en dire plus ?

Maryse Proulx : En fait, j'ai cru percevoir que la définition des mots que nous on emploie, et que vous vous employez, est différente. Par exemple : le mot « communautaire ». Ici, j'ai cru percevoir que ce n'était pas très bien perçu à Paris [*rires dans la salle*], tandis que pour nous, « communautaire » c'est vraiment positif. Ce sont tous les organismes qui viennent en aide à ceux qui en ont besoin. Je crois vraiment que les mots peuvent devenir une barrière. Je pense qu'il faut faire attention, aller voir la perception de chacun pour comprendre ce que l'autre veut dire quand il parle.

Lucie Gélineau : C'est drôle que tu parles des mots parce que, quand on échangeait, pour nous aussi il y avait une question de vocabulaire. Je m'aperçois qu'on arrivait dans un lieu qui était très situé ATD Quart Monde, alors que nous on travaille aussi beaucoup sur les pratiques, sur les modalités de co-gestion, quand on parle de « recherche action participative », quand on parle de « croisement », de « carrefour de savoirs », on utilise les mêmes termes mais on n'a pas forcément les mêmes références derrière. Ça me pose toujours la question du travail en silo et de l'importance de ces lieux-là. Toute la question c'est : est-ce qu'il doit y avoir des lieux au préalable pour voir d'où on part, quelles sont nos réalités ? Qu'est-ce qu'on met derrière ces différents concepts ?

Par exemple, est-ce qu'un « carrefour de savoirs » est un synonyme de « recherche-action participative » ? Parce que durant les deux jours, souvent, je percevais comme un glissement. Est-ce que c'est un glissement, est-ce que ça n'en est pas un ? Quelles questions ça pose ?

Tu me parlais aussi, Maryse, de l'implication des personnes en situation de pauvreté.

Maryse Proulx : Oui. Je trouve ça bien. Au début, il y a la réticence de s'impliquer parce que, quand ça a commencé, on était une sorte de « pot de colle obligé ». Comme c'était recommandé d'avoir des personnes en situation de pauvreté on était là, comme je suis là, comme un « pot de colle ». Puis au fil du temps, on s'implique plus, on prend en assurance. Pour les personnes qui travaillaient avec nous, même si ce n'est pas toujours évident, je pense que vous nous laissez une place.

Lucie Gélineau : Ce que tu semblais me dire aussi, c'est que tu étais émue – on parlait des émotions ! – de voir qu'il y avait d'autres lieux, d'autres endroits, dans le monde et en Europe, qui s'intéressent à ces questions.

Maryse Proulx : Je suis très surprise, c'est sûr que j'étais peut-être dans ma bulle, mais au Québec ça commence à être plus populaire et en venant ici je me rends compte que ça s'est élargi. Ça m'émeut, parce que c'est extraordinaire, tout ce qu'on va travailler ensemble, qu'on va arriver au but qu'on vise. Ce que je trouve beau, c'est que de plus en plus on voit les jeunes personnes

qui sont en train de se spécialiser dans ce domaine-là, et je pense vraiment que la prochaine génération va être beaucoup sensibilisée à travailler avec. Il va y avoir moins de barrières, je perçois vraiment une nouvelle génération. Ça va être différent, plus facile d'inclure les personnes en situation de pauvreté.

Lucie Gélineau : Pour moi, c'est toute la question du capital social. C'est notre rôle, à la fois comme personnes qui vivent des situations de pauvreté – chez nous on dit « expert de vécu » parce que c'est toujours la question du savoir derrière – de dépasser la simple expérience personnelle pour voir quels sont les savoirs sur les questions de pauvreté. Quel est le rôle des personnes, le rôle des praticiens et praticiennes, le rôle des chercheur-euse-s aussi, comme capital social, pour dans nos propres institutions continuer à pousser sur ces idées-là. C'est à force de publier, d'avoir des espaces publics mais aussi politiques comme ici, ça va faire avancer, non pas la cause du croisement de savoirs et des recherches actions participatives, mais ça va les faire connaître. On va peut-être davantage identifier la rigueur derrière ces processus-là. Donc il ne faut pas sous-estimer la question de ce capital social dans ces recherches.

J'ai une dernière question, c'est une remarque plus personnelle : ça me questionne toujours, quand je viens dans les espaces comme celui-ci, ce que j'appelle « des glissements épistémiques ». C'est toujours la même question sur le fond des savoirs : de quels savoirs s'agit-il ? L'image qu'on a mise en place c'est l'image du tissage, l'image du métier. Comment prendre soin de ces savoirs ? De quel type de savoir s'agit-il ? Comment on fait pour les croiser, les entrecroiser ? Quel est le fil de trame qui nous permet de croiser ces savoirs-là ? Quels sont les espaces qu'on crée pour pouvoir analyser ensemble et produire un savoir ? Un savoir qui n'est ni un savoir d'expertise des personnes ayant l'expérience de la pauvreté ni un savoir pratique, ni un savoir académique de chercheur, mais bien un savoir Commun avec un grand « C », un savoir qui est profondément humain. C'est une question : est-ce qu'il y a un glissement ou pas de glissement ?

Fiona Lazaar, présidente du Conseil National des Politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE)

Je voudrais vous remercier parce qu'on a passé deux jours à se poser des questions, à aller dans le fond des sujets, à prendre le temps avec chacun-e des participant-es de réfléchir à des concepts, à des problématiques que nous en tant que CNLE, qui compte pour moitié de personnes directement concernées par la pauvreté, nous nous posons au quotidien : savoir comment travailler tous ensemble, comment faire en sorte que la parole, que le savoir de chacun-e ait toute sa place et qu'il soit autant contributeur au rapport que nous remettons au gouvernement quel que soit le collège d'où viennent les membres, et c'est bien ce croisement des savoirs qui fait notre force et qui fait tout l'intérêt de nos travaux. Et ça on le vit, on l'a fait depuis trois ans, ça soulève un certain

nombre de difficultés, de questionnements, et tous ces questionnements on les a creusés pendant deux jours.

Est-ce que j'ai obtenu des réponses ? Pas forcément des réponses mais je constate que les questions que nous nous posons sont les bonnes puisqu'elles sont partagées. On a des éléments de réflexion qui vont venir nous nourrir. Je pense par exemple à la coproduction jusqu'au bout qui a largement été évoquée hier, pour faire en sorte que la coproduction ne soit pas juste une succession de témoignages qui soient pris en compte mais bien que la problématique soit définie ensemble, que l'organisation des travaux soit définie ensemble, et qu'ensuite la rédaction soit définie ensemble, et que la publication elle-même soit portée collectivement. Ce travail-là, on essaye de le faire depuis trois ans, ça avait commencé bien sûr sous le mandat précédent mais là avec ce « choc de participation » évidemment ça a fait bouger les lignes puisque nous avons davantage de personnes concernées au sein de ce conseil. Prendre ce temps de réfléchir à tout ça, c'est vraiment précieux et je crois qu'on ne le fait pas suffisamment, et donc je pense qu'on va le faire davantage au sein du conseil, réfléchir à ces concepts qui sont fondateurs de comment nous organisons nos travaux, les partager, les réfléchir ensemble plutôt que les appliquer sans avoir fait ce travail en amont. Donc merci d'avoir organisé ça.

Peut-être une réflexion sur laquelle nous n'avons pas obtenu de réponse aujourd'hui mais qui, je pense, traverse les personnes qui sont ici, c'est l'après. Nous, on arrive en fin de mandature, des personnes concernées ont participé pendant trois ans, ont donné de leur temps, de leur énergie, ont participé avec une grande efficacité à nos travaux, on arrive au bout, et quid de l'après ? Qu'est-ce qui est proposé après ? Est-ce qu'il faut proposer quelque chose après ? On n'a pas forcément eu les réponses aujourd'hui mais je pense que ce sont des questions qu'on se pose collectivement et sur lesquelles il faut qu'on arrive à avancer encore davantage.

Elena Lasida, professeure d'économie

Je pense que j'ai continué à apprendre des choses sur la participation. La première chose que je voulais dire, c'est merci à l'équipe de l'Espace collaboratif pour quelque chose de très précis que j'ai beaucoup apprécié : d'une part parce que vous avez réussi à témoigner, partager une expérience de participation entre vous, et je pense que ce n'est pas évident, parce qu'on parle beaucoup de participation, on dit qui participe, mais pouvoir rendre compte de ce que la participation produit est rare. Je trouve que la manière dont vous avez partagé les résultats de votre recherche sur les critères de validation ce matin, pour moi ça a été un très bel exemple de ce que la participation produit en termes de résultats mais aussi comment vous en avez rendu compte avec une parole plurielle. On voyait tout le travail qu'il y avait derrière. Ce n'est pas évident, quand on voit une démarche participative, de pouvoir en rendre compte. Ça, c'est la première chose.

La deuxième chose dont je voulais vous remercier, c'est que je pense que dans un temps très concentré (deux journées), avec des gens qui pour la plupart ne se connaissaient pas, on a vécu ensemble quelque chose. Je pense que c'est par la manière dont vous nous avez fait travailler ensemble. Il y a eu beaucoup de mouvement, beaucoup de plénières, d'ateliers, et je pense que, surtout, on a partagé les expériences des uns et des autres, mais surtout à chaque fois vous nous

avez mis à contribution, pour penser comment, à partir de l'expérience de chacun-e, on pouvait aller plus loin. Du coup, je trouve qu'il y a là quelque chose qui m'a appris quelque chose sur la participation, dans la manière dont vous en avez rendu compte, et dans ce que vous nous avez fait vivre ensemble.

C'est là-dessus que je voulais essayer de dire un mot, qu'est-ce que ce que nous avons vécu pendant deux jours m'a révélé sur la participation. Je vais le dire autour d'un mot, qui depuis hier m'est venu et qui s'est confirmé aujourd'hui et qui pour moi m'a conduit à dire « *c'est ça, la participation* » : c'est le mot de « décentrement ». Je pense que d'une certaine manière, ça a été dit. Je ne sais pas si le mot en soi a été utilisé, mais ça a été dit avec d'autres mots et de mille manières différentes, que la participation suppose que chacun-e soit décentré par l'autre. La participation ce n'est pas échanger des avis, partager des expériences, c'est beaucoup plus que ça. C'est quand on arrive à se laisser décentrer, c'est-à-dire sortir de son univers de pensée, de langage, de regard. Tant qu'il n'y a pas ce décentrement, il n'y a pas de participation. Ça fait peut-être écho au mot de « glissement » que tu as employé [désigne Lucie Gélinau] parce que se décentrer suppose de glisser en dehors du cercle connu. Je voulais décliner ce mot de décentrement en trois éléments sur lesquels j'ai entendu que le décentrement était important pour la participation.

- Le premier, c'est l'importance donnée au corps. Je pense que peut-être nous et dans la recherche on est très habitué-es à utiliser la tête, je pense que la manière dont on a travaillé ensemble, le fait de se déplacer, hier toutes les méthodes qu'on a utilisées pour faire connaissance à l'intérieur des ateliers, cela montre à quel point il y a eu plein de choses qui nous ont fait utiliser le corps, pas uniquement la tête. On a aussi entendu, à plusieurs reprises, des récits. Ce matin Lucie nous a raconté sa recherche et j'ai trouvé génial sa manière de raconter. Je mets ça en lien avec un mot que j'avais évoqué ce matin lorsqu'on échangeait ensemble, le mot de « significativité » car le récit, comme le corps, dit quelque chose de singulier et ce n'est pas quelque chose de général, de représentatif, mais ça fait sens, ça signifie quelque chose. C'est à cela qu'on doit apprendre à faire place dans nos recherches. La question est donc : comment dans nos lieux de recherche, dans nos colloques universitaires, quelle place on donne et au corps et au récit ?

- Le deuxième point par rapport au décentrement, c'est l'importance donnée au processus. On a parlé à plusieurs reprises de l'importance de pouvoir permettre que les recherches évoluent par rapport aux questions et aux problématiques posées au départ. Dans l'atelier on a beaucoup parlé de protocoles, comment le protocole défini au début change toujours, donc cette idée de processus n'est pas uniquement des résultats. La question, c'est : quels critères on peut définir pour rendre compte du processus et pas uniquement du résultat ? La question m'est venue hier quand j'étais dans l'atelier sur les désaccords. On est venu-e-s à parler de comment on était passé-es des désaccords aux accords. On a parlé de compromis, de consentement, de consensus. Je n'étais pas très à l'aise, parce que je pense qu'on est allé-es trop vite pour qualifier des « résultats » et que peut-être qu'on n'avait pas réussi à dire quel était le processus de création d'un accord. C'est cela que je voulais dire autour de cette importance du processus. Dans l'atelier de ce matin, quelqu'un disait « comment est-ce qu'on peut mettre des critères de validation de l'accueil de l'inconnu ? » On valide toujours lorsqu'une idée qu'on avait a été confirmée. Comment est-ce qu'on peut valider qu'on a trouvé de l'inconnu ?

- Le troisième et dernier point, c'est que le décentrement, pour moi, c'est aussi en écho à quelque chose dont on a aussi beaucoup parlé ce matin, c'est la « transformation » : comment chacun-e est transformé-e par la recherche ? Je mets cela en résonance avec un mot que j'avais utilisé quand j'avais relu l'expérience de recherche en croisement de savoirs que j'avais fait, c'est le mot « d'habilitation » : c'est le fait de dire comment la recherche fait faire à chacun-e cette expérience d'être habilité-e par l'autre ? Comment le décentrement permet, autorise chacun-e d'être soi-même mais d'une manière différente ? Je me disais, et ça c'est aussi une question en termes de critère pour la recherche : si pour valider notre recherche, ils ne nous demandaient pas seulement de présenter nos résultats mais que chacun-e puisse dire de quelle manière il a été déplacé ou transformé par la recherche qu'il a fait, comme critère ce serait intéressant.

Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux

C'est compliqué de parler après vous [rires dans la salle]. Je suis ému parce que c'étaient deux jours émouvants. Deux jours où j'ai vu, touché du doigt ce que j'avais déjà vu à Poitiers à l'assemblée populaire, la puissance de ces façons de faire, de ces façons de travailler. Je suis ému de cette cohérence entre la pratique et la théorie, c'est-à-dire à travers l'animation, à travers les façons de faire pendant deux jours. On était en parfaite cohésion, cohérence avec ce qui est porté, et ce n'est pas si évident sur un sujet qui est compliqué puisqu'on a réfléchi collectivement à comment on fait des recherches, pas un sujet de recherche mais au-dessus des recherches. De « l'émotion », je passerai à un deuxième mot qui est « l'exigence ». L'exigence que vous avez, que vous portez, et qui me nourrit, va nous nourrir, c'est-à-dire de maintenir une exigence à la fois sur les valeurs, sur les objectifs, et cette tension (troisième mot) avec le temps. On a parlé du temps. Quand on est, nous, centres sociaux, ou tête de réseau, la Fédération nationale des centres sociaux, on a parfois tendance à vouloir, face à l'urgence sociale, face à toutes les difficultés sociales, à prendre des raccourcis. Des raccourcis qui sont parfois très attirants. Mais oui, ça va prendre du temps de réfléchir longtemps, de construire une pensée, construire, tisser. J'aime beaucoup le mot du tissage des savoirs : pour créer un savoir commun, ça prend inévitablement du temps, comme le tissage manuel va prendre du temps comparé à un tissage mécanique et industriel comme on le fait aujourd'hui. Cette tension entre cette urgence et cette exigence, elle est complexe à tenir et ces deux jours m'ont conforté dans cette idée qu'il faut qu'on soit vigilants toujours à se dire que oui, il y a plein d'urgences, il y a plein de sujets sociaux qui sont criants, sur lesquels on doit travailler, mais chacun doit prendre du temps.

Il y a cela, et il y a revenir sur l'émotion et le soin. Tu as parlé de prendre soin des savoirs, de prendre soin des gens. Ce que j'ai vu, ce que j'ai noté que j'ai trouvé très fort ces deux jours et que, je pense, est essentiel, c'est effectivement les rapports de confiance, de situation où les gens sont à l'aise, et toutes les façons de faire, tout ce que vous savez faire et produire pour mettre les gens à l'aise et construire de l'égalité et toujours combattre pour plus d'égalité parce que cette égalité elle n'est jamais gagnée. Ça me conforte, ça me renforce, ça nous fait revenir ce soir ou demain en ayant envie de porter plus fort ces choses-là et de dire « nous,

réseau des centres sociaux, comment on peut y aller plus fort avec ATD Quart Monde, avec les chercheur-euse-s, pour démultiplier les sujets de réflexion qu'on va traiter de cette manière-là ? »

MARIANNE DE LAAT

[aux intervenant-es] Merci à vous cinq de vous être prêtés à ce défi. [à la salle] Nous, on est sûr-e-s que vous aussi vous avez appris plein de choses, que vous avez eu des nouvelles questions. Ce serait bien de se les partager, comme d'habitude, d'abord avec ses voisins et ses voisines. Ça nous fait prendre confiance. Si le voisin me dit « ce n'est pas nul ce que tu dis », peut-être que je vais oser le dire à haute voix. Avec le voisin, ça encourage peut-être aussi à dire ce que toi, tu as à dire. Voilà, voyez avec vos voisins qu'est-ce que, moi, j'ai appris ces deux journées-ci, et est-ce que je repars avec de nouvelles questions ?

Retours de la salle

Participant : j'ai participé à la recherche depuis le début, mais je ne me suis jamais posé la question des émotions et puis là, hier, je me suis inscrite sur le sujet et je me rends compte qu'en fait c'est primordial d'y penser, et de réfléchir à comment les mesurer tout au long de la recherche. (...) On a besoin des chercheur-euses et des scientifiques, parce que je ne sais pas comment on peut faire ! Mais concrètement, la question serait : comment est-ce qu'on est au début de la recherche ? Comment est-ce qu'on mesure cet enthousiasme ou ces peurs ? Et comment est-ce qu'on les mesure dans le temps, pour chacun-e ?

Participant : Si j'ai appris une chose, c'est qu'on peut travailler avec des chercheur-euse-s, on peut travailler ensemble, on peut se mettre d'accord.

Participant : Je commence par ce que j'ai appris moi : beaucoup d'aspects du croisement des savoirs. Parce que j'en avais entendu parler, j'ai lu un tas de trucs, on a fait des travaux avec les labos d'idées puis avec le réseau santé dans l'esprit du croisement des savoirs, mais ça m'a éclairé sur le travail qu'on a fait. Ça me permet de reposer des questions et je serais intéressé à ce qu'on se les repose avec des gens comme Aquilina qui est quelque part dans la salle, qui est experte plus que moi sur le croisement des savoirs, puis aussi avec Laurent, qui sont des gens qui m'ont accompagné et soutenu. La deuxième qui est le fruit de nos questions à tous les quatre, on a deux questions à vous poser, à vous l'équipe d'animation : qu'est-ce que vous avez appris de ces deux jours par rapport à vos objectifs et qu'est-ce qui vous a surpris ?

Participant : Pour ma part, mon retour sur les apprentissages : je me suis rendue compte que les questionnements qui étaient plus individuels se trouvent mis au collectif comme aujourd'hui. J'ai le sentiment, avec la volonté de poursuivre encore et d'aller plus loin dans la compréhension du croisement des savoirs et des démarches participatives, mais qu'il y a la naissance d'un questionnement collectif. J'ai trouvé que c'était vraiment intéressant en termes d'apprentissage.

Elisabetta Bucolo (Espace collaboratif) : Sur la question de ce qu'on a appris, on se disait avec Marion (en tant que chercheuses), que les colloques peuvent aussi se faire autrement, qu'on peut construire ces temps d'échange autrement et s'assurer de la participation de tout le monde. Ce qu'on ne fait pas forcément dans les colloques plus institutionnels de recherche. Sur la question de ce qui nous a surpris-es, on se disait avec Marianne et Manu, qu'on avait vu durant les deux journées que les gens, au fur et à mesure des deux journées, avançaient dans la prise de confiance, dans le fait de se parler, d'être plus à l'aise entre eux. On discutait que peut-être ça vient du fait qu'à un moment donné, ils arrivent ici en sentant qu'on va faire un colloque et que finalement on s'est rencontrés et donc on se sent plus à l'aise et toutes les méthodes qu'on a mise en place ont facilité les échanges.

Participant : Je m'appelle Abdallah et je fais partie de l'équipe de recherche sur les dimensions cachées de la pauvreté. Je vais vous dire avec quoi je pars : la recherche qu'on a faite a été validée, il n'y a aucun doute sur tout ça. Mais en voyant ce qu'on a fait, avec tous ces critères de validation, moi ça m'a posé question. Quand je vais rentrer à la maison, je vais avoir du boulot pour reprendre tous ces critères et regarder dans nos notes sur l'évaluation si on rejoint ce qui est dit là.

Participant : Ce que je veux dire, c'est que je m'attendais un peu à me retrouver entre ATD et j'étais très contente qu'il y ait des groupes extérieurs qui viennent, différents projets avec qui j'ai pu discuter, des québécois, des suisses, Alfapsy, etc. J'ai trouvé ça riche de voir comment les différentes expériences se répondaient, les liens qu'il peut y avoir et ça m'a donné envie de suites.

Participant : Aujourd'hui, je mesure vraiment la démultiplication et la profondeur de ce qui a été vécu et par la diversité des expériences de partout, cela devient une référence. Il faut que ces démarches de croisement des savoirs, de recherche participative, de plus en plus, deviennent une référence dans le monde universitaire, au niveau des professionnel·les, des institutions, et au niveau du monde de la pauvreté. Or dans les écrits, les publications, c'est très rare. On voit des références d'universitaires, mais pas de références venant de croisement des savoirs.

Les suites

MARIANNE DE LAAT

Alors, qu'allons-nous faire après ? Ça ne s'arrête pas ici. Il y a toujours la misère, il y a toujours la pauvreté, il y a toujours l'exclusion. Donc on va continuer. Qu'est-ce que ces rencontres nous inspirent pour la suite ?

ELISABETTA BUCCOLO

C'est très émouvant pour nous car c'est une étape qui se termine, et comme on a envie qu'il y ait des suites, on se dit qu'on va vous mettre au travail, parce que nous on est un peu épuisé-e-s après trois ans ! *[rires dans la salle]* On met au travail nos invité-e-s pour nous donner des pistes, non seulement pour nous bien évidemment mais surtout aussi, qu'est-ce que vous en faites de ces deux journées, qu'est-ce que ça ouvre comme possibilités, comme ouverture, à la fois en termes de continuation, de recherche, d'action concrète qu'on pourrait mener... On va d'abord poser la question à nos invités puis on reviendra vers vous pour voir ce que vous en pensez.

Lucie Gélineau et Maryse Proulx de l'équipe « Pauvreté en milieu rural » (Québec)

Lucie Gélineau : Alors Maryse, qu'est-ce que ça t'inspire, les suites pour le collectif ? Quels sont tes rêves nourris par les échanges ?

Maryse Proulx : C'est un petit peu difficile de répondre. Mon rêve, c'est vraiment que notre parole soit valable à hauteur d'une personne spécialiste. On peut apporter plein de choses au niveau du collectif, on est quand même spécialisé-e-s sur la pauvreté en milieu rural. Je peux apporter une réalité différente, et il n'y a pas juste moi qui peut apporter des pistes. Chacun-e d'entre nous, on vit chacun-e nos affaires, il n'y a rien de banal. Mon rêve serait vraiment d'avoir une voix aussi portante que les spécialistes.

Lucie Gélineau : Le collectif c'est vraiment une équipe de recherche, et pas un projet de recherche. Comment échanger les voies, les pistes pour des projets futurs, toujours dans nos intérêts à nous ? On parlait de recensions des écrits ce matin, mais au-delà des recensions des écrits, il y a plein de pistes avec la pratique. Il y a des sujets que tu aimerais peut-être creuser ?

Maryse Proulx : Ce qui m'inspirerait c'est l'éducation populaire. J'aimerais transmettre mes connaissances et toutes les habilités que j'ai développées dans les difficultés. Ce serait fort de pouvoir transmettre ça, pour pas que ça se perde. Dans le fond, c'est la culture de la pauvreté, d'être capable d'être heureux même si on n'a pas telle ou telle chose. J'aimerais transmettre ça, apprendre les choses les plus banales, ne serait-ce que faire des essuie-tout en tissu avec des vieux vêtements, c'est bon pour les personnes en situation de pauvreté mais aussi pour la planète. C'est plus grand que juste la question de pauvreté, on va plus loin, tout le monde devrait le faire, pour la pollution. Il y a un truc à faire de ce côté-là.

Lucie Gélineau : Un des chantiers du collectif ça pourrait justement être de recueillir ces savoirs-là, pour pouvoir les mettre à disposition des communautaires, pour pouvoir le transmettre pour l'environnement auprès des personnes.

Maryse Proulx : Absolument. Un de mes rêves, je ne sais pas si ça pourra se passer un jour, mais c'est le troc des savoirs. Par exemple, on recense pour toutes les personnes en situation de pauvreté c'est quoi leur talent. Si cette personne sait faire des gâteaux d'anniversaire, c'est sa force, l'autre il est fort en mécanique c'est sa force. Il y a tellement de choses, de possibilités. Rien qu'à s'asseoir et à y penser, j'ai des rêves, j'ai des solutions et de la matière !

Lucie Gélineau : On avait fait une trousse à l'intention des élu-e-s sur la pauvreté en milieu rural. On essaye de voir comment mettre à contribution l'ensemble de nos savoirs, qui sont des savoirs de connaissance mais aussi des savoirs artisans. Une des personnes, Patrice qui est boulanger, sa contribution est au niveau de l'accueil et ça fait vraiment une différence dans la façon de transmettre l'information : il était arrivé avec une brioche qu'il avait préparée avec les gens de son association. C'est une autre forme de savoir, de mise à contribution, de partage de connaissances.

J'ai un point sur la vigilance. Peut-être que ma compréhension n'est pas la bonne par rapport à ATD mais « Croisement de Savoirs » pour moi c'est vraiment un processus, un modèle, une façon de faire, avec plein de projets qu'on peut mettre en action. Nous, on ne travaille pas avec des processus, chaque question de recherche amène son projet, amène sa structure participative, et donc on se demande : quels sont les ingrédients pendant le processus qui sont comme des incontournables ? Ce n'est pas de prendre la parole, c'est l'échange avec tou-te-s. Par exemple, la question de la cogestion : comment on fait pour prendre des décisions ? Ça demeure pour moi un mystère. La participation de tou-te-s, quelle est la nature de cette participation ? Quelle forme de savoir, quelle forme de connaissances ? Quelle forme de gestes ? La mixité, la temporalité... Il y a plein d'éléments de processus dont on a entendu parler aujourd'hui et c'est de se dire qu'il faut être vigilant pour ne pas les échapper.

Un dernier élément sur lequel travailler, c'est de vraiment raffermir les liens entre nous mais à l'extérieur des espaces. Nous on a l'avantage de se déplacer en collectif mais c'est incroyable tout ce qui est généré autour d'un café, en se déplaçant dans les rues, en faisant nos visites culturelles. C'est extrêmement important de nourrir ce côté informel dans nos collectifs de recherche. Je veux nourrir ce lien entre nous.

Fiona Lazaar, présidente du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE)

J'ai vu tout au long des deux journées qu'il y avait des notes qui étaient prises, des enregistrements qui étaient faits, donc j'espère qu'on aura un compte rendu exhaustif de ces deux journées pour pouvoir prendre le temps avec mon équipe d'y réfléchir, de se poser, de continuer à creuser les questions, de prendre les réponses et qu'on ait ce temps autour des travaux qui ont été faits aujourd'hui pour capitaliser dessus. Ce sera un premier outil qui va beaucoup nous aider. On est aujourd'hui dans une phase de préparation d'une nouvelle mandature. Donc toutes les questions qu'on s'est posées aujourd'hui, ce sont des questions qui vont nous aider à construire la prochaine mandature. Les modes d'animation du colloque depuis hier sont très inspirants, on sent qu'il y a un professionnalisme et une expertise de l'animation qui est derrière et je crois qu'on doit en tirer des conclusions de notre côté dans l'animation des ateliers, l'animation des travaux du conseil et donc j'espère qu'on va réussir à en faire quelque chose.

Un autre point que je voulais soulever : on a eu un certain nombre de difficultés. Pour des raisons administratives, des personnes accompagnées étaient auparavant accompagnées par l'Ansa (Agence nationale de solidarité active) qui est spécialisée dans l'accompagnement des personnes pour participer à ce type de travaux. Pour des raisons administratives ça n'a pas pu être le cas la dernière année et je me rends compte de l'importance d'avoir des personnes vraiment formées spécifiquement pour cela de manière à ce que l'accompagnement, la préparation de la participation aux travaux soit pleine, entière et qualitative. Là-dessus, je vais mettre un point d'honneur à ce que l'on règle cette question pour que cet accompagnement soit plein, effectif et professionnel parce que c'est nécessaire.

C'était vraiment très riche, très intéressant, à la fois sur le côté animation, sur le côté accompagnement, et puis sur le dernier point que je veux apporter : prendre le temps de se poser les questions. On a un fonctionnement qui est différent. On fait avec. On avance en marchant, sans prendre le temps de se poser les questions, et je pense que ça pourrait être intéressant d'avoir une personne extérieure, quelle qu'elle soit, (un chercheur...), tout ça avec les questions de financements et autres, évidemment, mais d'avoir un point de vue extérieur qui vienne regarder ce qu'on a fait pendant ces trois ans, et puis comment on peut se projeter pour après. On a notre avis, on a notre regard, les personnes du conseil ont leur avis, ont leur regard, mais je crois qu'un regard extérieur, surtout un regard qui est aiguisé, qui connaît déjà la thématique et les problématiques que ça soulève, serait le bienvenu. Je pense que ce serait bien qu'on arrive à avancer dans ce sens-là pour construire nos travaux de la meilleure manière qui soit et que la prochaine mandature, peut-être que ce serait bien que pendant la prochaine mandature on se concentre davantage sur qu'est-ce que ça change d'avoir 50 % des personnes concernées ? Est-ce qu'on adresse bien les sujets ? Est-ce qu'on a bien adapté nos modes de travail de réflexion, de concertation, et concrètement est-ce qu'on peut faire mieux ? Et comment ?

Elena Lasida, professeure en économie

Trois choses. D'abord, je reviens à ce mot concernant ce que j'avais appris : « se décentrer ». C'est un petit peu ce que vous venez de dire avec d'autres mots : comment on dit qu'il y a quelque chose qui a changé, individuellement et collectivement. Je voudrais qu'on puisse définir des critères. Comment est-ce qu'on peut mesurer que chacun-e a été transformé dans une démarche où on fait participer les différents savoirs ? Étant donné la différence dans nos manières de parler, de nous situer, de penser, ça peut vite devenir quelque chose d'artificiel. Quels seraient les critères pour montrer que cette participation n'est pas simplement une présence et une représentation des différents savoirs mais que c'est vraiment quelque chose qui permet à chacun-e d'être déplacé-e par l'autre ?

Deuxième chose : je pense que ce serait intéressant de porter plus loin les critères de validation. L'Agence nationale de recherche vient d'ouvrir un appel à des recherches participatives, mais on s'est rendu compte qu'y sont plaqués les critères de la recherche classique. Donc je pense qu'il y a là un travail à continuer et que ce serait intéressant de pouvoir le porter aux instances qui valident.

La troisième chose, je reviens sur ce que tu disais Elisabetta tout à l'heure avec le colloque : comment est-ce qu'on pourrait changer nos colloques universitaires ? Je pense que là aussi, on pourrait faire des propositions. Qu'est-ce qu'on pourrait proposer concrètement pour que les colloques universitaires classiques puissent devenir des lieux de croisement de savoirs et pas seulement d'accumulation ?

Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux

Déjà, sur l'Espace collaboratif et sur ses suites, c'est passionnant ce qu'on a vu ces deux jours, c'est un travail en cours avec une formalisation qui est encore à valider, à discuter. Hier dans l'atelier sur les émotions, on a parlé des émotions comme portes ouvertes à des questions, qui peuvent révéler des choses qui sont très importantes. Là, les neuf critères, c'est presque neuf portes ouvertes vers lesquelles on aurait besoin chacun-e, ensemble, de réfléchir. Par exemple, la représentativité, je pense que c'est essentiel de collectivement en discuter. Sur le comment ce tissage fonctionne, dans les façons de faire et quels sont les bons ingrédients pour que le tissage soit de qualité, pour que quand on tire sur le tissu il tienne. Ce sont des champs de recherche participative qui sont passionnants. Ce matin j'étais dans l'atelier sur les critères de validation, ça a ouvert une porte aussi. On a plein de portes ouvertes, peut-être trop, mais c'est passionnant.

Après, sur les centres sociaux, leur place et comment ils peuvent s'emparer de tout ça : j'ai déjà dit qu'on a des temps assez précis qui vont arriver assez vite, un grand congrès à Lille en mai, et ce

serait bien que des gens de l'Espace collaboratif viennent présenter leurs travaux, l'état de leurs travaux, aux participant-e-s. Au congrès des centres sociaux, il y a plusieurs milliers de personnes de toutes sortes.

Ce matin, des acteurs et des actrices de la fédération du Centre-Val-de-Loire ont déjà commencé à réfléchir sur comment on pouvait transposer ce qui s'est dit sur la recherche dans nos façons de travailler, sur le renouvellement des projets sociaux. Tous les quatre ans, on fait des projets sociaux et on fait l'analyse d'un territoire et des besoins et des difficultés sociales pour agir sur les territoires. Là aussi, il y a des pistes de réflexion qui doivent être croisées avec des chercheur-euse-s, ça aussi c'est un sujet sur lequel ce serait intéressant de travailler. J'appelle ATD Quart Monde à ce qu'on renforce notre collaboration.

Retours de la salle

Participant : On a participé à cet Espace collaboratif avec six personnes de Poitiers, en participant au nom du Centre Social des 3 Cités. Comme on l'avait fait avec la recherche, on aimerait bien inviter l'équipe qui a participé à faire une restitution, inviter d'autres partenaires à travailler avec nous sur les mêmes thématiques et ne pas rester juste Centre Social des 3 Cités et ATD Quart Monde pour susciter d'autres partenaires à pouvoir participer.

Participant : On avait cinq points. L'idée c'était que tout ça serve à créer un guide méthodologique et pourquoi pas créer aussi de manière participative une version zéro qui circulerait et on aurait un temps X pour répondre. Essayer d'en faire un guide collaboratif avec tous ceux qui sont dans la salle et qui voudraient le faire, à partir du compte rendu par exemple.

La deuxième c'était : expérimenter une manière de faire ce qui a été dit. Est-ce qu'on ne pourrait pas expérimenter ce qui a été dit, y compris les critères, sur une recherche, qu'on ferait tous dans différents lieux francophones sur la pauvreté ? Ça permettrait de tester, parce qu'on a discuté de manière abstraite des critères mais il n'y a rien de tel que l'expérimentation.

La troisième chose c'était de continuer à travailler la notion de comment travailler les désaccords en dehors du consensus, du consentement et du compromis. Il me semble que c'est un enjeu important de travailler là-dessus.

Le quatrième point, c'est de se dire que le savoir n'est pas forcément le pouvoir. On le voit bien avec les rapports du GIEC, les scientifiques disent quelque chose et rien ne bouge. Peut-être qu'il faut faire avec les élu-es et leur administration parce que sinon ça aura du mal à bouger.

Et le cinquième, je le laisse vous le présenter.

Participante : Je vais essayer d'être plus précise. C'est plus un échange qu'on a eu d'abord à trois sur les différents savoirs qui sont en jeu quand on est dans ce croisement. Si on est tous dans une posture de co-recherche, je m'interroge sur le statut du groupe chercheur-euses. Finalement on est tou-ttes des chercheur-euses et j'ai bien aimé l'intervention de Maryse, quand tu parlais de tous les savoirs qui pourraient être collectés et qui pourraient servir à tout le monde. Comment on pourrait les qualifier, ces savoirs ? Des savoirs de survie ? Tu as dit à un moment « être heureux malgré la pauvreté », je trouve que ça c'est hyper précieux et c'est un type de savoir qui serait à identifier plutôt que de se catégoriser par statut, se dire qu'on est en co-recherche mais qu'on a différentes sortes de savoirs.

Participante : Nous, on a été invité-e-s, on ne fait pas partie de l'Espace collaboratif. Sur les suites, ça nous pose la question de la rencontre avec Alfapsy, avec les québécoises, avec plein de gens ici. Les suites, c'est presque une question comme vous posiez tout à l'heure à l'intention de l'Espace collaboratif. Est-ce qu'il y a un objectif à ce que ce second cercle, ce cercle élargi, se retrouve pour continuer à partager des expériences ? Est-ce que c'est régulier, sous quelle forme ? En tous cas, on aimerait avoir le point de vue de l'Espace collaboratif sur cette question.

Participant : En lien avec la discussion qu'on a eue, on pourrait proposer aussi qu'un des résultats de cette rencontre serait qu'on écrive aux trois porteurs de la convention en leur disant que nous avons été heureux de travailler quand on était dans l'Espace collaboratif, on a été heureux de se retrouver, de se découvrir et d'échanger aujourd'hui lors de ces rencontres et qu'il est pour nous inenvisageable que ça ne se poursuive pas. On attend de ces trois institutions que non seulement elles renouvellent l'Espace collaboratif mais également qu'elles nous permettent d'avoir des moyens encore plus conséquents pour nous permettre de nourrir l'Espace collaboratif, avec les autres collectifs qu'on a découverts et avec lesquels on a envie de se lier. Proposer d'écrire un petit courrier qu'on pourrait tous signer, tous les membres de l'Espace collaboratif, même ceux qui ne sont pas aujourd'hui présents, tous ceux qui se sont inscrit-es aux rencontres et qui n'ont pas pu venir pour des raisons de place aujourd'hui, peut-être d'autres personnes qui voudraient soutenir la démarche...

Participant : On a bien compris qu'il y aurait probablement des actes de ces deux jours, mais on se disait aussi que vous allez produire un certain nombre de documents simples, très lisibles, dans ce que vous avez présenté sur les groupes de pairs, sur les critères et ainsi de suite. C'est aussi peut-être pouvoir continuer à en parler, quand on retourne chez nous, d'avoir ces supports simples et pédagogiques ce serait très important pour nous, pour continuer. On a évoqué le terme de faire des mini-rencontres ou des mini-colloques locaux, j'en profite pour appuyer cette proposition.

Participante : Dans les critères de validation, il y avait la question de la transformation de la société. Ce serait intéressant, même si ça a déjà été évoqué, la politisation des résultats. Politisation des résultats, ça veut dire aussi s'adresser à des lieux où se prennent les décisions en ce qui nous concerne, à savoir l'Assemblée nationale. Je pense que des résultats comme ça il ne faut pas les garder que pour nous, il faut les rendre public dans l'espace public, politique, qui existe aujourd'hui. D'une façon ou d'une autre il faut qu'on les amène dans ces instances-là.

La deuxième chose, c'est que nous on valide ce travail. Le problème qu'on va avoir maintenant c'est comment on valide cette recherche-là ? Je pense que ce serait intéressant de reprendre des façons de faire qui existent dans d'autres institutions qui auraient été de mettre en place cette fonction de tiers-veilleur, pour moi tiers-veilleur ce n'est pas une personne, c'est une fonction. Ça veut dire, par exemple, pour nous dans ce type de dispositif nécessairement d'entendre les trois groupes qui se sont investis et qui viennent regarder ce qui est en train de se faire et qui sont en capacité du coup de participer à l'évaluation de la recherche à la fin, quand on a terminé. Je pense sincèrement qu'en termes de politisation des résultats, il ne faut pas la dissocier de cette question de la réflexivité qui est aujourd'hui assez fondamentale si on veut transformer la représentation démocratique dans laquelle on est.

Dernière petit chose concernant la professionnalisation : je pense qu'il y a depuis maintenant 2002, puisque c'est une obligation en France que les personnes qui ont l'expérience de la pauvreté soient consultées sur une partie des politiques sociales, je pense qu'il y a parmi toutes ces personnes-là suffisamment de gens qui seraient en capacité d'accompagner les autres sur ces questions-là, et la professionnalisation à mon avis elle est à chercher là. Parce que la question que je me pose quand même derrière c'est que toutes ces personnes qu'on sollicite, je ne sais pas comment elles sont rémunérées, et je ne suis pas sûre qu'elles soient rémunérées de façon égalitaire par rapport à toute leur production de travail. Ça aussi ça me paraît assez fondamental de le remettre au travail si on veut faire avancer ces questions-là dans la transformation de la société dans laquelle on vit.

Participant : nous on était quatre qui représentent les trois groupes de pairs et on voulait reprendre la parole sur ce qui vient d'être dit sur l'idée que peut-être – c'est une hypothèse – qu'il y a un quatrième groupe de pairs à imaginer, à inventer ou à tester peut-être, qui serait celui des acteurs, décideurs - madame a dit « les élu-e-s » mais ils ont rarement le temps – mais en tous cas des acteurs et des décideurs. C'est-à-dire que ça questionne la finalité de la recherche. On a eu l'impression que ça n'a pas été abordé et que ce serait intéressant que ce soit une piste de réflexion.

Participant : On devrait discuter sérieusement sur le devenir des personnes (accompagnées et concernées par la pauvreté) qui ont pris leur temps, et c'est essentiel ce qu'ont fait les gens qui ont participé à l'expérience. Je suis à la retraite, je sais comment je vais m'occuper après, mais les jeunes après, ils ont appris de cette expérience, ils vont retrouver leur boulot mais le boulot des personnes accompagnées et concernées par la pauvreté, ce n'est pas évident.

Participante : Je parle au nom du groupe de pairs des praticiennes, on soutient la proposition de rechercher des financements pour poursuivre l'Espace collaboratif. Nous, le groupe de pairs des praticiennes, avons à cœur maintenant de diffuser les résultats auprès des praticiens ou des praticiennes les plus éloignés de ce type de recherche et de ce mode de travail. Pour ça, on a besoin de temps et de journées en groupe de pairs pour s'approprier et trouver la bonne manière de diffuser ces résultats.

Participante : on se disait qu'il y a des questions qui ne sont pas achevées sur les dimensions de la pauvreté et que par rapport aux partenariats qui ont préexisté, le Cnam

pourrait être un lieu d'accueil de journées de l'Espace collaboratif dans le temps et qui serait conduites en croisement des savoirs pour poursuivre les questions qui ont émergé, qui sont des questions phares mais qui ne sont pas achevées.

Participant : Au niveau du gouvernement, on a vu sur l'écologie il y a eu les débats, on a l'impression qu'on nous a écouté-es mais rien n'est retenu. Du coup, je me dis, est-ce que la participation leur ferait peur ? Est-ce qu'ils ont peur qu'on leur prenne ce pouvoir ?

Participant : Comment on pourrait réfléchir avec les principaux concernés pour décider de ce qui est important de mettre au travail comme objet de recherche ? On parlait de la science incomplète hier, et je pense que si on travaillait avec les plus pauvres, ce serait avec eux qu'il faudrait déterminer les programmes de recherche. Je travaille par exemple dans le secteur de la protection de l'enfance, on a un observatoire national qui décide chaque année d'un programme de travail. Ce serait intéressant un jour qu'on fasse une réflexion avec les enfants de la protection de l'enfance, avec les enfants placés dans des foyers et aussi avec les parents d'enfants placés. Quelques personnes ici ont fait des co-formations avec des parents d'enfants placés et ils nous amènent des sujets qui ne sont absolument pas travaillés par les chercheur-euses. À côté de ça, on a des myriades de recherches qui sont certes intéressantes, qui se précisent de fois en fois, mais où on va avoir sur le même sujet 12 000 chercheur-euses avec 27 000 publications, et puis sur le sujet par exemple du délaissement parental comme étant notamment co-produit par les institutions qui finalement abandonnent les parents, il n'y a rien du tout ou quasiment rien. On aurait besoin de ces savoirs-là. Je rêve d'instances où on puisse décider des programmes de recherche avec les gens.

Participant : Pour le mouvement ATD Quart Monde, votre intervention sur la question de « *qu'est-ce qu'il se passe pour les expert-e-s de l'exclusion ou de la pauvreté à la fin d'une recherche ?* », c'est une question qui revient dans chaque projet de recherche. À chaque fois, on fait des efforts, on a aussi des insatisfactions, il y a parfois le sentiment de ne pas avoir été à la hauteur. Je trouve que dans la liste des critères en termes d'éthique c'est quelque chose qui n'a pas été mentionné mais qu'il faudrait rajouter.

Deuxième chose : on a eu de la chance d'avoir une telle diversité d'acteurs pendant ces deux journées, le Québec c'est vraiment une autre région du monde, une autre organisation de la société et c'est vraiment très très intéressant. Au niveau du mouvement ATD Quart Monde, on se pose la question de faire un travail de capitalisation, d'échange de ce qu'on a appris dans la sphère francophone, et ce qu'on a appris dans la sphère hispanophone – parce qu'on a terminé un travail de formation au croisement des savoirs avec des études dans six ou sept pays d'Amérique Latine plus l'Espagne. C'était extraordinaire ces deux journées, de voir par rapport à quelques années en arrière, apparaître une sorte de « communauté d'intention » autour d'un combat pour la justice épistémique. On est d'accord que les désaccords sont loin d'être réglés, mais je trouve que pendant ces deux jours on était en train de voir beaucoup de consensus et ce sont des avancées. Cela pourrait être le moment dans les années qui viennent de se dire qu'on va au-delà de cette sphère.

Participant : Que de choses à transmettre, que de personnes à former ! Pourquoi ne pas penser la formation ? Là on parle de partage aux praticien-nés mais pourquoi ne pas aller à la source, chez les étudiant-es, praticien-nés au Cnam, dans les écoles de travail social, etc. tous ces lieux-là ont besoin de ce savoir, de cette expérimentation, de ce regard-là et de ce changement, de cette transformation qui m'apparaît fondamentale.

Participant : Maryse, dans son intervention, quand elle a commencé, elle a beaucoup parlé de « rêves ». Et moi je dirais à Maryse, sur le rêve que tu faisais, moi je rajouterais « espoir » et « confiance ». Parce qu'en disant ça, on se retourne et on voit tout ce monde qu'il y a dans la salle, on se dit qu'on a la force, qu'on a les forces, et l'espoir il est là. En entendant tout ce qui a été dit jusqu'à maintenant, on se dit qu'en fait, il ne faut pas que tout ce qui a été dit s'arrête là dans cette salle. Il faudrait que toutes les personnes qui sont présentes avec nous, les militant-e-s, les professionnel-le-s, les chercheur-euse-s, pourquoi ne pas divulguer tout ce qu'ils ont entendu, tout ce qu'ils ont vu, à l'extérieur ? Même entre ami-e-s, des personnes qu'on rencontre, de manière à faire avancer les choses. Je pense que notre force, c'est qu'on est ensemble. On est tellement nombreux, je ne vois pas me lever d'ici, partir, et me dire « *j'ai fait une réunion comme une autre encore une fois* ».

Conclusion

MARION CARREL

Quelles suites ? On a entendu pas mal de choses. Comme disait Elisabetta, on a déjà assez de digérer tout ça avant de voir comment on va faire ! Premier point, on a entendu l'appel du Cnam hier matin sur les formations, on a entendu parler de co-formation, on vient d'entendre la Fédération des centres sociaux évoquer leur congrès, on entend le Centre social de Poitiers, on entend tout ça, c'est super !

Sur les questions de comment rendre public tous nos travaux : on a parlé du film, j'en profite pour remercier Sara Olaciregui d'avoir tout filmé. On lui a donné la mission de faire un montage de trente minutes. On se disait que ce n'était pas mal comme support pour ensuite aller partout utiliser ce film qui sera aussi en ligne, il pourra être utilisé pour un tas de choses, pour des projets de recherche participative en cours, etc.

On a parlé des actes du colloque, c'est un compte rendu de ce qui s'est dit, de nos résultats, un compte rendu des débats, ce sera en ligne.

Avoir les supports rapidement utilisables par vous : par exemple la liste des critères, qu'est-ce que c'est qu'un groupe de pairs, etc. On va aussi réfléchir à d'autres types de publications, on va en discuter entre nous pour voir comment on s'y prend.

Dernière chose, c'est vous aussi, vous repartez avec des idées, des pistes, des envies, on espère que ces deux journées vont produire des pistes chez vous, partout où vous êtes, et qu'on aura d'autres occasions d'en rediscuter.

Liste des participant.e.s aux rencontres de l'Espace collaboratif « Croiser les savoirs avec tou.te.s »

15 & 16 NOVEMBRE 2022

Groupes & institutions

SECTIONS DES USAGERS

Agnès D'Arripe
Aymeric Mongy
Abdel Aziz Azzouz
Jacques Lequien

SECOURS CATHOLIQUE

Thérèse Lecroart
Claude Bobey
Suzanne Guillet
Ehlinger Perraud

PAUVRETÉ, IDENTITÉ, SOLIDARITÉ (SUISSE)

Sophie Guerry
Caroline Reynaud
Carole Maubert Stamm
Michael Zeier
Alain Meylan

ALFAPSY

Lucas Aubert
Marie Koenig
Céline Letailleur

3 CITÉS (POITIERS)

André Magord
Dominique Royoux
Marie Bouchand

OSEE

Sylvie Desailly
Émilie Duvivier

FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX CENTRE-VAL-DE-LOIRE

Sylvie Lacroix
Jacqueline Keiflin
Ramatou Sow

ARCHIPEL

Mathilde Boissier
Mathieu Mangeot
Céline Vercelloni
Fatiha Ayad
Eve Sonet
Joëlle Weydert

DIMENSIONS DE LA PAUVRETÉ

Elena Lasida
Chantal Consolini
Marion Navelet
Évelyne Dubois
Abdallah Bendjaballah

AEQUITAZ

Marion Ducasse
Celina Whitaker
Vanessa Ruiz
Jeni Distelrath

PAUVRETÉ EN MILIEU RURAL (QUÉBEC)

Julie Richard
Lucie Gélinau
Martine Turgeon
Onil Dugay
Johanne Gagnon
Maryse Proulx

ATD SANTÉ

Henri Dubois
Micheline Adobati

IRTS PACA CORSE

Julie Le Rouesnier
Frédéric Serves



CNLE

Fiona Lazaar
Isabelle Doresse
André Marcel

Participations individuelles

Christine Bellavoine
Sociologue, responsable du secteur des études locales à la mairie de Saint-Denis

Catherine Baixas
Responsable de la Mission Innovations Sociales au sein du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales

Pierre Blavier
Chercheur au CNRS sur les budgets de famille

Marion Bottero
Chargée de recherche au sein du Crébis (Forum/CBCS)

Agnès Brousse
Coordinatrice à l'Unaf du pôle en charge de la qualité des services, de l'évaluation, de la bienveillance et droit des personnes vulnérables, de l'habitat inclusif. Membre du collectif « Associons nos savoirs »

Julie Chapeau
Conseillère scientifique enfance, famille, jeunesse au département du Nord

CAPDROITS

Christophe Dupont
Hélène Chiron
Valérie Lemard

Bruno Dabout
Délégation générale d'ATD Quart Monde

Tiffany de Bonviller
Assistante sociale dans un service d'accueil de jour éducatif (protection de l'enfance), le SAJE 22, qui fait partie du Groupe SOS

Bénédicte de Muylder
ATD Quart Monde, et coordination de l'Université Populaire Wallonie Bruxelles

Betty Dezalais
Formatrice et accompagnatrice de projets sociaux

Tristan Dissaux
Chercheur en socioéconomie au CERMi, Université Libre de Bruxelles (ULB)

Vincent Divoux
Directeur de l'association des CSC des 3 Cités

Claude Ferrand
ATD Quart Monde

Florine Garlot
Chercheuse en association dans le domaine de l'éducation populaire

Didier Goubert
ATD Quart Monde

Céline Graas
Chercheuse au CREBIS

Marie-Aleth Grard
Présidente d'ATD Quart Monde

Emmanuel Henry
Directeur adjoint scientifique de l'INSHS

Marcel Jaeger
Cnam

Yoann Jeanselme
Samusocial de Paris

Mélanie Joseph
Collaboratrice au Service de lutte contre la pauvreté, la sécurité et l'exclusion sociale

Martin Kalisa
Délégation générale d'ATD Quart Monde

Irène Labbé-Lavigne
Boutique des Sciences Université Lumière Lyon-2 – dispositif de recherche participative

Sylvie Lambert
Fédération des centres sociaux du Nord-Pas-de-Calais

Cécile Lavergne
Maîtresse de conférences en philosophie sociale, Université de Lille, département de philosophie, laboratoire STL

Stéphane Lefebvre
Adjoint à l'administratrice générale en charge de la recherche au Cnam

Hervé Lefeuvre
ATD Quart Monde

Jean-Baptiste Lesort
Fédération Habitat et Humanisme, responsable bénévole du pôle Recherche et Innovation du mouvement H&H

Paul Maréchal
ATD Quart Monde

Camille Marronnier
Association Organisez-Vous

Olivia Mercier
Doctorante CIFRE Lise/Mairie de Paris

Aymeric Mongy
Post-doctorant au sein de l'unité Handicap, autonomie et développement de la participation sociale (HADéPaS) de l'Université catholique de Lille

Deborah Myaux
Fédération des services sociaux, coordinatrice de projets dans le champ de l'aide alimentaire et du droit à l'alimentation

Dominique Reuter
CIPES, ATD Quart Monde

Suzanne Rosenberg
Ex ATD croisement des savoirs et à ce titre co-animatrice de l'Espace collaboratif

Laurent Sochard
Membre du réseau Croisement des Savoirs et des Pratiques depuis le début. Psychosociologue, accompagnateur de démarches participatives, dans le secteur de la protection de l'enfance

Julien Talpin
Chargé de recherche en Sciences Politiques (CNRS), directeur adjoint du CERAPS, Co-directeur du GIS Démocratie et Participation

Sarah Thiriot
Sociologue à l'Ademe

Tarik Touahria
Président de la FCSF (centres
sociaux)

Espace collaboratif

GROUPE DE PAIRS DES CHERCHEUR·E·S

Sylvie Blangy
Ingénieure de recherche au CNRS,
CEFE

Christine Caille
Doctorante en sciences de
l'éducation, formatrice en IRTS

Éric Dacheux
Professeur des universités, UCA

Cyril Fiorini
Doctorant au Cnam, laboratoire
HT2S

Charlotte Grégoreski
Doctorante IIAC-EHESS

Maïté Juan
Docteure en sociologie au Cnam,
chercheuse contractuelle à l'Ademe

Anne-Marie Lavarde
Ingénieure de recherche au CNRS

Marjorie Lelubre
Chargée de recherche,
Forum-Bruxelles contre les
inégalités

Yvette Molina
Sociologue, chercheuse associée du
Centre Maurice Halbwachs

Bernard Vandebunder
ATD Quart Monde

Dominique Paturel
Chercheuse en Sciences de Gestion,
UMR Innovation Montpellier

Vanessa Stettinger
Sociologue, maîtresse de conférence,
CeRIES

GROUPE DE PAIRS DES PROFESSIONNELLES

Catherine Bousquet
Sociologue Lise

Marguerite Kamara
Conseillère technique au Conseil
départemental des Côtes d'Armor

Emmanuelle Murcier
Fondatrice et animatrice des UPP

Valérie Normand
Chargée de mission insertion

Mégane Reginal
Travailleuse sociale CHUrgences
Paris

Maud Rieffel
Formatrice IRTS
Champagne-Ardenne Reims

Marion Vernay
Coordinatrice du service de relations
internationales

GROUPE DE PAIRS DES PERSONNES AYANT L'EXPÉRIENCE DE LA PAUVRETÉ OU DE LA PRÉCARITÉ

Emmanuel Vandericken
Militant ATD Quart Monde

Bachir Bayo
Habitant des 3 Cités

Marie-Stéphanie Boulestier
Habitante des 3 Cités

Marc Couillard
Militant ATD Quart Monde

Mary Doris
Militante ATD Quart Monde

Aquilina Ferreira
Militante ATD Quart Monde

Seth Noumenton
Habitant des 3 Cités

David Pierson
Habitant des 3 Cités

Maria Théron
Militante ATD Quart Monde

COMITÉ PÉDAGOGIQUE

Elisabetta Bucolo
Sociologue Lise, maîtresse de
conférence au Cnam

Bafodé Diaby
Animateur au Centre socio-culturel
des 3 Cités

Marion Carrel
Professeure d'université, CeRIES,
co-directrice du GIS Démocratie et
Participation

Marianne De Laat
ATD Quart Monde

Noellie Greiveldinger
Psychologue, Conseil
départemental 66

Elsa Piou
Cadre pédagogique à l'IRTS
de Perpignan, FAIRE ESS

Bruno Tardieu
Directeur du centre de mémoire
et de recherche Joseph Wresinski,
ATD Quart Monde

Solène Tournus
Ingénieure d'étude GIS Démocratie
et Participation (CNRS)

Jean Toussaint
Volontaire permanent ATD Quart
Monde

Soutiens

Florence Bernard
Baptiste Bouju
Pascale Budin
Alice Gatinot
Thomas Germain
Frédéric Heusse
Alice Luneau
Carmen Martos
Sara Olaciregui
Elisabeth Verzat

Présentation des groupes et institutions participants

AequitaZ

NOM DU PROJET/RECHERCHE

Carrefours de savoirs « Reconnaître les contributions au-delà du travail rémunéré » (dans le cadre d'une démarche sur la protection sociale en France)

LES PORTEURS, LES PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS PROJET/RECHERCHE

AequitaZ, Secours catholique

LES PARTICIPANTS AU PROJET/RECHERCHE

- Des personnes engagés dans les collectifs de chômeurs et d'allocataires du RSA initiés par AequitaZ
- Des personnes engagés dans les activités du Secours catholique
- Des professionnels de ces deux organisations

LES OBJECTIFS ET INTENTION DU PROJET/RECHERCHE

Les carrefours de savoirs sont des lieux de production de savoirs. Ils s'organisent autour d'une « question de recherche » que nous voulons explorer en faisant appel aux savoirs de la vie de chacun, en particulier, des premiers concernés par la question posée.

Notre démarche des carrefours de savoirs en née en 2015, au sein du collectif national pour une protection sociale solidaire. Dans cette première phase, ont été explorés notre système de protection sociale, ses principes, son financement, ce qui a donné lieu à des travaux documentés. Nous sommes actuellement à la saison 2 de ces carrefours, qui ont ciblé deux sujets plus spécifiques :

- L'alimentation comme un droit
- Les contributions et leur reconnaissance au-delà du travail rémunéré

Sur ce deuxième enjeu, l'idée est que nous ne pouvons pas nous passer les uns des autres. Pour bien vivre ensemble, nous avons besoin de solidarités de proximité, d'engagement associatif et syndical, de présence et d'attention au niveau de notre entourage, de volontariat contribuant à la protection de l'environnement... et ainsi de suite. Prendre acte de cette interdépendance nous invite à donner toute leur valeur aux contributions de chacun et chacune, au-delà du seul travail rémunéré. Or, le système actuel de protection sociale est aujourd'hui basé essentiellement sur le travail rémunéré. Reconnaître le caractère essentiel de toute contribution engage à leur prise en compte dans le système de protection sociale, à penser l'ouverture de droits en lien avec ces contributions.

Dans ce carrefour, nous avons exploré une vision élargie de l'activité et de la contribution, à partir de l'expérience de personnes à faible revenu et/ou contribuant (de manière bénévole ou rémunérée), par leurs activités, à la solidarité, l'entraide, le soin, la lutte contre la précarité. Nous avons également recherché à quoi pourrait ressembler des formes de reconnaissance de ces activités par la société, en matière de droits notamment.

DES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MÉTHODOLOGIE DU PROJET/RECHERCHE

Les carrefours de savoirs font se rencontrer...

- Le « savoir des gens » : la compréhension subjective, humaine, fondée sur une expérience vécue, parfois maladroitement ou bancal, des citoyen-ne-s, des résident-e-s, des salarié-e-s, des retraité-e-s, des allocataires, des jeunes, des vieux et vieilles,...
- Les « savoirs savants » issus des sciences sociales, de l'histoire, de l'économie, et plus largement de la réflexion académique.
- Les « savoirs professionnels », techniques, vécus par les « faiseurs » du système de protection sociale.

Une attention particulière est portée au savoir des personnes à la marge. Celles qui sont rarement invitées à la réflexion, celles qui sont le plus souvent invisibilisées ou traitées seulement comme bénéficiaires de politiques décidées par d'autres à leur égard. Les personnes qui vivent les difficultés ont une part de savoir, mais aussi une part de solution, de clarté dans les leviers qu'il est possible de mobiliser pour changer.

Il ne s'agit pas seulement de la superposition ou du croisement de ces savoirs. Tout le monde peut parler de sa vie, qu'il soit en situation de pauvreté, chercheur-e ou expert-e.

De la même façon, chacun-e peut, à sa mesure, essayer de comprendre et d'analyser, l'histoire, les questions budgétaires, les réflexions et argumentaires académiques concernant le sujet que l'on traite. C'est cette incursion réciproque dans les savoirs des uns et des autres, à la mesure de chacun-e, qui crée les conditions de production de savoirs nouveaux.

Notre intention est que ces savoirs, une fois libérés, puissent être réinvestis dans différentes formes d'actions :

- Le partage des savoirs tissés avec d'autres, pour être plus nombreux à nous mobiliser.
- Des actions de plaidoyer, pour influencer au plan local et national pour faire changer les lois et les pratiques.
- Des expérimentations locales ou nationales pour faire vivre de nouvelles manières d'organiser la protection sociale.

LE CALENDRIER DU PROJET/RECHERCHE

La saison 1 des carrefours de savoirs sur la protection sociale s'est déroulée de 2015 à 2019. La saison 2 des carrefours de savoirs s'est centrée sur la reconnaissance des contributions et le droit à l'alimentation et s'est déroulée de fin 2021 à fin 2022.

LES FIERTÉS/RÉALISATIONS DU PROJET/RECHERCHE

- Les carrefours de la saison 2 ne sont pas encore achevés, mais il y a déjà la fierté d'interroger un sujet crucial pour les personnes concernées par la précarité et pour la société, en lien avec la centralité du travail rémunéré dans nos vies et dans notre système de protection sociale.
- Il y a également la fierté d'avoir réussi à associer à nos travaux conclusifs des chercheurs et acteurs nationaux du plaidoyer en matière de pauvreté
- Les éléments de synthèses écrits ne sont pas encore rédigés et les autres fiertés pas encore collectées parmi le groupe de recherche ! À venir.

LES DÉFIS/QUESTIONS/RÉSISTANCES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE

- Le défi de faire évoluer nos cadres initiaux de référence chemin faisant, au fil des expériences de vie partagées et de l'évolution de notre analyse collective. C'est-à-dire le défi de se laisser bousculer par ce qui surgit dans la recherche.
- Le défi de s'approprier des savoirs savants, sans les savants, que nous n'avons pas réussi à associer durant la recherche, donc d'organiser un travail à partir de leurs écrits, à distance.

CONTACT (SI VOUS DÉSIREZ)

AequitaZ : marion.ducasse@aequitaz.org

Celina Whitaker : celina.whitaker@orange.fr

PUBLICATIONS (SITE WEB, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

<http://protectionsocialesolidaire.org>

<https://www.aequitaz.org>

Pauvreté-Identité-Société (PIS)

NOM DU PROJET/RECHERCHE

Projet « Pauvreté-Identité-Société » (PIS)

LES PORTEURS, LES PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS PROJET/RECHERCHE

ATD Quart Monde Suisse, en collaboration avec la Haute école spécialisée de Travail social HETS-FR à Fribourg et l'équipe du Croisement des Savoirs d'ATD Quart Monde international, à Paris en France.

LES PARTICIPANTS AU PROJET/RECHERCHE

- 80 personnes avec des expériences différentes de la pauvreté
- 15 personnes de la pratique professionnelle (protection de l'enfant et de l'adulte, aide sociale, psychologie, santé)
- 15 personnes de la science (droit, sociologie, histoire, économie)

LES OBJECTIFS ET INTENTION DU PROJET/RECHERCHE

Avec notre projet de recherche, nous voulons mieux comprendre le rapport entre société, institutions et personnes en situation de pauvreté. Nous construisons un savoir commun dans le but qu'il contribue à une transformation de la société et des institutions et apporte des réponses sur la manière dont elles peuvent être changées afin que la pauvreté ne se répète plus de génération en génération. Sur la base des premiers enseignements que nous avons tirés du projet, nous allons approfondir pour la suite la question clé suivante :

Qu'est-ce qui rend possible que les personnes en situation de pauvreté soient reconnues et soutenues comme acteurs à part entière dans leur combat quotidien et particulièrement dans leurs interactions avec les institutions ?

DES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MÉTHODOLOGIE DU PROJET/RECHERCHE

Notre projet de recherche a été coconstruit du début à la fin dans un travail commun entre les trois savoirs suivants : savoir expérience de la pauvreté, savoir pratique professionnel et savoir scientifique. Pour y arriver, nous avons créé plusieurs espaces et groupes :

- Onze groupes locaux où des personnes avec une expérience de la pauvreté pouvaient se rencontrer, reconnaître et préparer pour les rencontres nationales
- Des Universités populaires Quart Monde nationales bilingues (français et allemand) où environ 80 personnes avec une expérience de la pauvreté se sont rencontrées et ont bâti un savoir collectif
- Des Ateliers de Croisement des savoirs bilingues où 36 personnes (12 scientifiques, 12 praticien.ne.s et 12 personnes avec l'expérience de la pauvreté) ont croisé leurs savoirs

- Un groupe de pilotage, composé de cinq personnes
- Une équipe de suivi, composé par les membres du groupe de pilotage et neuf personnes des trois savoirs

LE CALENDRIER DU PROJET/RECHERCHE

- Printemps 2019 - automne 2021 : cycle sur trois années avec une Université populaire et un Atelier de Croisement des savoirs par an
- Printemps 2022 : Ateliers de co-écriture
- Automne 2022 - printemps 2023 : Dialogues avec la politique, des organisations et des hautes-écoles
- Mai 2023 : Publication du rapport final & colloque final

LES FIERTÉS/RÉALISATIONS DU PROJET/RECHERCHE

- Des apprentissages/effets au niveau de la connaissance sur la thématique, de la manière de travailler ensemble, d'une dynamique collective et de l'évolution de chaque personne.

LES DÉFIS/QUESTIONS/RÉSISTANCES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE

- Difficulté de trouver des accords entre les participants, en plus dans deux langues
- Projet sur plusieurs années avec des participants qui se voient rarement et ne sont pas tous présents à toutes les étapes du projet
- Le Covid-19, qui nous a forcé de faire plusieurs Universités populaires et Ateliers de Croisement des savoirs à distance (mix de petites rencontres et par vidéoconférence).

CONTACT (SI VOUS DÉSIREZ)

michael.zeier@atd.ch

PUBLICATIONS (SITE WEB, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

<https://www.atd.ch/pis>

CNLE

NOM DU PROJET/RECHERCHE

Le CNLE, « un laboratoire » du choc de la participation.

Une évaluation ex post de la réforme du CNLE intervenue en 2019 ayant conduit à une modification de la composition du CNLE. Le « choc de participation » inscrit dans la stratégie de lutte contre la pauvreté s'est traduit par une augmentation à hauteur de 50 % du nombre de personnes en situation de pauvreté et de précarité, membres du CNLE. Les personnes dites « concernées » siègent au sein du 5^{ème} collège, et sont à parité avec les 32 membres, représentants du monde associatif, des collectivités locales, organisations syndicales et personnes qualifiées répartis dans les quatre autres collèges du CNLE.

LES PORTEURS, LES PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS PROJET/RECHERCHE

Le CNLE porteur du projet. La DIPLP, le ministre chargé des solidarités commanditaires et les têtes de réseau associatives sont parties prenantes du projet.

LES PARTICIPANTS AU PROJET/RECHERCHE

Le CNLE incluant le comité scientifique du CNLE

LES OBJECTIFS ET INTENTION DU PROJET/RECHERCHE

L'évaluation ex post de la participation à l'issue du mandat 2019-2022 du CNLE a pour objectif d'identifier les points forts et les axes d'amélioration de la participation des membres du 5^e collège dans le cadre du renouvellement du mandat du CNLE en 2023. L'évaluation se structure autour de trois questions :

- Quels impacts a eu la participation du 5^e collège sur les politiques publiques ?
- Cette participation a-t-elle permis de faire évoluer les personnes concernées et les autres membres du CNLE ?
- Quels points d'attention dans la perspective du renouvellement du mandat du CNLE ?

DES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MÉTHODOLOGIE DU PROJET/RECHERCHE

Il n'avait pas été envisagé de faire une évaluation de la participation au CNLE au moment de la mise en œuvre de la réforme de 2019. L'évaluation ex post s'appuie sur des critères qualitatifs (avis des personnes concernées, avis des autres membres du CNLE, commanditaires...).

LE CALENDRIER DU PROJET/RECHERCHE

Évaluation en cours. Publication au 1^{er} trimestre 2023.

LES FIERTÉS/RÉALISATIONS DU PROJET/RECHERCHE

- Développement d'une participation effective dans les réunions plénières et les groupes de travail du CNLE. Les membres du 5^e collège sont très impliqués dans les travaux menés par le CNLE. Les conditions ont été réunies pour permettre une expression libre de chacun et prendre en compte la parole des personnes concernées.
- La désignation de binômes réunissant un membre du 5^e collège comme rapporteur ou président de groupe et un autre membre du CNLE a contribué à l'autonomie des participants par une reconnaissance et une valorisation de leurs aptitudes (développement du pouvoir d'agir).
- Le travail de co-construction qui a présidé à l'élaboration des avis a permis d'initier une nouvelle forme de participation au sein du CNLE.

LES DÉFIS/QUESTIONS/RÉSISTANCES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE

- L'absence d'accompagnement pédagogique (marché d'accompagnement) permettant de garantir une participation dans de bonnes conditions pour les personnes concernées. Cette carence s'est traduite par une difficulté voire une absence d'expression d'une parole « collective » au cours de ce mandat du CNLE chez les personnes du 5^e collège. Les temps d'accompagnement et de préparation trop limités avant l'organisation des réunions plénières et des consultations du CNLE
- La « sur-sollicitation » des personnes concernées par des acteurs institutionnels au niveau local ou national pose la question de la rétribution de leur participation hors du CNLE car le contrat au sein du CNLE est de siéger à titre bénévole et gracieux mais que ce traitement doit-il s'appliquer à l'extérieur ?
- Le CNLE devient avec le 5^e collège un vivier pour les acteurs institutionnels qui souhaitent lancer des consultations citoyennes avec des personnes en situation de pauvreté et de précarité faisant courir le risque d'une participation « alibi ».
- La question de l'accompagnement des personnes concernées en fin de mandat par le CNLE et les associations. Comment les prépare-t-on à ne plus siéger au CNLE ?
- La question de la valorisation de la participation au CNLE est une question à prendre en compte.

PUBLICATIONS (SITE WEB, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

<https://www.cnle.gouv.fr>

Archipel

NOM DU PROJET/RECHERCHE

Communauté de recherche Archipel

LES PORTEURS, LES PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS PROJET/RECHERCHE

La conférence Archipel 2022 a été organisée par l'équipe STEEP INRIA/LJK.

LES PARTICIPANTS AU PROJET/RECHERCHE

200 participants à Archipel 2022

LES OBJECTIFS ET INTENTION DU PROJET/RECHERCHE

Constitution d'une communauté de recherche francophone sur les enjeux de l'Anthropocène, les risques systémiques globaux et les limites planétaires.

DES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MÉTHODOLOGIE DU PROJET/RECHERCHE

- Des symposiums transdisciplinaires sur des questions de recherche préparés en amont via des groupes de travail : <https://archipel.inria.fr/groupe-de-travail>
- Des ateliers participatifs proposés par des groupes de collègues.

LE CALENDRIER DU PROJET/RECHERCHE

- Archipel 2022 : 20-23 juin
- Archipel 2024 : février 2024

LES FIERTÉS/RÉALISATIONS DU PROJET/RECHERCHE

Les actes et les vidéos des symposiums de 2022 sont en cours de montage.

LES DÉFIS/QUESTIONS/RÉSISTANCES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE

Difficile de travailler réellement de manière transdisciplinaire.

CONTACT (SI VOUS DÉSIREZ)

mathieu.mangeot@inria.fr

PUBLICATIONS (SITE WEB, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

<https://archipel.inria.fr/>

IRTS PACA Corse

NOM DU PROJET/RECHERCHE

Le Banc Public : lieu d'accueil innovant portant sur l'accueil des enfants et familles réfugiés.

LES PORTEURS, LES PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS PROJET/RECHERCHE

L'IRTS Paca Corse (formateurs, chercheurs, vacataires et étudiants) en association avec le multi accueil Un air de famille, Auteuil petite enfance Marseille, 13004. (Professionnelles et familles).

LES PARTICIPANTS AU PROJET/RECHERCHE

Le projet est né à l'issue d'un voyage d'étude à Hambourg sur le thème de l'accueil des réfugiés avec un formateur, une documentaliste et 12 étudiantes éducatrices de jeunes enfants. Il s'est poursuivi en associant des chercheurs, des professionnelles, d'autres étudiants et des familles.

LES OBJECTIFS ET INTENTION DU PROJET/RECHERCHE

Mettre en avant des compétences développées et les difficultés des professionnelles lors de l'accueil des familles réfugiées. Effectuer un recueil de données précis sur les manques et les besoins des structures d'accueil d'urgence et des structures d'accueil petite enfance, porter un regard croisé. Identifier les attentes et freins des accueils des familles réfugiées.

L'objectif est d'identifier les leviers d'actions pour accueillir au mieux les familles et enfants réfugiés, travailler autour de la renarcissation du lien parent/enfant. Enfin accompagner les professionnelles des structures petite enfance dans leur travail quotidien.

DES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MÉTHODOLOGIE DU PROJET/RECHERCHE

Nous avons travaillé à la définition de la question de recherche en partant de la création d'une bibliographie commentée. Nous avons recensé une liste (non exhaustive) des partenaires ; puis nous avons développé des questionnaires et entretiens. Ce travail a été mené conjointement par les formateurs, les chercheurs, les étudiants et des professionnelles.

LE CALENDRIER DU PROJET/RECHERCHE

- Décembre 2017 voyage à Hambourg
- Février 2018 début des rencontres au sein du Social'lab
- Février 2018 : début des enquêtes, élaboration du questionnaire
- Septembre 2018 : analyse des données
- Octobre 2018 : Journée d'étude ; état des lieux de la recherche
- Janvier 2019 présentation du projet « Banc Public »
- Juin 2020 : Création à titre expérimentale du lieu d'accueil les mardis matin à l'espace Coco Velten. Marseille. Janvier 2021 : concrétisation du projet et élaboration d'un partenariat IRTS Auteuil petite enfance
- Juillet 2022 : Participation au congrès de l'AIFRIS

LES FIERTÉS/RÉALISATIONS DU PROJET/RECHERCHE

La participation active des étudiants qui ont pu permettre l'ouverture de stage en lieu d'accueil d'urgence et en CADA, des professionnelles qui se sont livrées aux prémices de la recherche et qui pour trois d'entre elles ont souhaité s'engager dans une formation Educateur de Jeunes Enfants (soutenue par leur employeur) et des familles qui ont participé activement et pour l'une d'entre elle qui a effectué une intervention à L'IRTS lors d'une journée de restitution.

LES DÉFIS/QUESTIONS/RÉSISTANCES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE

Pérenniser un lieu tiers d'accueil inconditionnel pour les familles et enfants réfugiés. La difficulté réside dans le statut de ce lieu que nous souhaitons innovant dans son versant lieu expérimental intégrant la recherche action. Et son financement pérenne.

Nous avons pu cependant ouvrir des lieux de stage innovant. Nous avons pu travailler au sein des établissements d'accueil petite enfance. Nous avons créé un lieu de réflexion collective « Le Social'lab ».

Au niveau de la recherche, la faire reconnaître et trouver un financement reste un axe à travailler.

CONTACT (SI VOUS DÉSIREZ)

Frédéric Serves : servesirts@yahoo.fr

Julie Le Rouesnier : jlerouesnier@hotmail.fr

PUBLICATIONS (SITE WEB, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

PETIT, Agathe, SERVES, Frédéric. *Créer les conditions propices à l'accueil et à l'accompagnement des jeunes enfants de parents migrants : Des lieux tiers au bénéfice du lien et du soutien à la parentalité.* In : Migrations société, octobre-décembre 2019, n° 178, pp. 39-53.

SERVES, Frédéric. *Un détour par Hambourg.* In : Le Sociographe, septembre 2018, Hors-Série n° 11, pp. 201-212.

La section des usagers

NOM DU PROJET/RECHERCHE

Projet transports avec la section des usagers

LES PORTEURS, LES PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS PROJET/RECHERCHE

HADéPaS (Université Catholique de Lille) et Section des usagers (APEI Hénin-Beaumont)

La section des usagers a été créée en 2005 par des personnes en situation de handicap (déficience intellectuelle). À part un des membres fondateurs qui est maintenant à la retraite, toutes les personnes impliquées travaillent à l'ESAT de Montigny en Gohelle.

LES PARTICIPANTS AU PROJET/RECHERCHE

Azzouz Abdel Aziz, Boin Katia, Breuvrière Rémy, d'Arripe Agnès, Fleurent Dominique, Hannyoy Jordan, Hisbergue Sonia, Jasselette Fabrice, Lequien Jacques, Mongy Aymeric, Rivière Nathalie, Strugala Marjorie, Routier Cédric.

LES OBJECTIFS ET INTENTION DU PROJET/RECHERCHE

La recherche-action sur la thématique des transports a émergé à partir d'un travail de réflexion de la section des usagers à propos des éléments qui font obstacle ou facilitent la pleine participation des personnes à la vie de la société. L'idée est d'essayer de comprendre dans un premier temps les expériences vécues dans les transports par des personnes dites déficientes intellectuelles, puis de faire ensuite des préconisations pour faire changer les choses. La finalité est de contribuer à trouver des solutions, d'avoir un impact sur la société. Le projet s'inscrit dans une perspective de recherche inclusive au sens de Walmsley et Johnson (2003). Dans la recherche inclusive, les personnes considérées comme déficientes intellectuelles sont des instigatrices d'idées, des designers de recherche, des enquêtrices, des analystes des données, des auteures, des disséminatrices et des utilisatrices. Selon Nind (2016), le concept de recherche inclusive incarne la transformation d'une recherche sur les personnes à une recherche avec elles. Moins centrée sur l'*empowerment* individuel que la recherche émancipatoire, la recherche inclusive est toutefois soucieuse de veiller au pouvoir, à l'autonomisation et au développement de relations de recherche plus équitables (Bigby et al., 2014).

DES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MÉTHODOLOGIE DU PROJET/RECHERCHE

La recherche-action a démarré par une phase exploratoire de 2018 à 2020 avec la réalisation d'observations dans les gares et aux stations de bus, le débriefing et les analyses de ces observations. Suite à ce travail, le groupe a produit un petit document en langage simplifié qu'il a envoyé à la SNCF et a communiqué sur les premiers résultats obtenus le 19 mars 2019 lors de la semaine Handicap et Citoyenneté organisée par l'Institut Catholique de Lille : « accéder aux transports, accéder à la mobilité ». La phase de recherche a démarré en 2020 avec l'élaboration d'un guide d'entretien sur la base de ces premières analyses afin de récolter le vécu d'autres personnes vivant avec une déficience intellectuelle. Le guide d'entretien a été élaboré en langage simplifié avec les membres de la section des usagers. Ce guide d'entretien a ensuite été testé, et le groupe s'est entraîné à réaliser des entretiens en duo via des mises en situation. Le covid est arrivé à ce moment et a stoppé le projet pour une période assez longue car la solution de la visio

n'a pas été concluante. Les entretiens ont pu être menés en juillet 2022 par des trios constitués d'une chercheuse et de deux auto-représentant.e.s de la section des usagers, ce auprès de personnes considérées comme déficientes intellectuelles. Nous sommes actuellement dans la phase d'analyse de ces entretiens. Pour cela nous nous réunissons une demi-journée environ deux fois par mois.

Lors de la phase d'analyse, des apports théoriques ou conceptuels seront amenés par les chercheur.e.s de métier et discutés avec les personnes. Nous aimerions permettre un partage avec des auteur.e.s ayant mené des recherches, qu'elles soient ou non participatives, autour de la thématique du vécu des transports par les personnes considérées comme déficientes intellectuelles. Enfin, un dernier volet du projet de recherche-action sera consacré à l'élaboration de préconisations concrètes concernant l'utilisation des transports par les personnes considérées comme déficientes intellectuelles. Le travail autour de la diffusion des résultats de la recherche, que ce soit sous forme de communications grand public, communications lors de colloques, posters ou articles dans des revues académiques ou de vulgarisation, sera également envisagé avec l'ensemble des participants.

LES FIERTÉS/RÉALISATIONS DU PROJET/RECHERCHE

20 entretiens ont été réalisés à ce jour. La qualité et le sérieux du travail fourni par l'ensemble des membres du groupe. Le véritable apport des « apprentis chercheurs ».

LES DÉFIS/QUESTIONS/RÉSISTANCES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE

Un enjeu réside dans le soutien de l'ESAT au projet. Les personnes en situation de handicap sont libérées sur leur temps de travail ce qui leur garantit une rémunération pour leur participation au projet, mais rien n'a été signé officiellement et nous n'avons pas actuellement de financements pour cette recherche. La situation est donc précaire pour le moment. La phase d'analyse dans laquelle nous nous trouvons actuellement pose quelques difficultés. Toutes les personnes ne se sentent pas impliquées ou ne peuvent pas être impliquées de la même manière. De la même manière, un colloque comme celui-ci est très intéressant mais il pose la question de l'accessibilité pour les personnes vivant l'expérience de la déficience intellectuelle avec qui nous travaillons. Tous les membres du groupe n'auraient pas pu participer pleinement à une activité de ce type. D'ailleurs, même pour les personnes présentes, des supports comme celui-ci sont inaccessibles. Notre participation en tant que chercheurs est donc d'office différente de la leur. Doit-on y voir un problème ? Nous pouvons nous interroger plus largement sur les rôles de chacun.e dans des projets de ce type.

CONTACT (SI VOUS DÉSIREZ)

agnes.darripe@univ-catholille.fr

jacques62110@gmail.com

azizdu623@hotmail.fr

PUBLICATIONS (SITE WEB, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

<https://hadepas.wordpress.com>

Alfapsy

NOM DU PROJET/RECHERCHE

Alfapsy est un organisme de formations et de conseil en santé mentale et sociale qui intègre l'interdisciplinarité et la pluralité des savoirs académiques, professionnels et expérientiels au service des acteurs des secteurs sociaux, médico-sociaux, sanitaires ainsi que des entreprises privées.

Centrée sur la promotion du rétablissement, du pouvoir d'agir, de la pair-aidance et de l'inclusion sociale, notre approche pédagogique se déploie au-travers d'une co-construction et d'une co-animation de formations et d'actions de conseils entre un professionnel et une personne concernée. Notre approche pluridisciplinaire s'inscrit dans une vision holistique de la santé mentale qui, selon nous, se doit de davantage tenir compte des déterminants politiques et sociétaux. Alfapsy sensibilise ainsi les professionnels du soin ou de l'accompagnement à la prise en compte des vécus de discrimination et des situations de précarité, communs à grand nombre de personnes concernées par un problème de santé mentale.

NOS VALEURS

Nos actions sont portées par le souci d'une plus grande justice épistémique dans le champ de la formation comme de la recherche. Nous concevons en effet la pluralité des savoirs comme voie d'accès privilégiée à la compréhension empathique et non réductrice des personnes en situation de vulnérabilité psychique ou sociale.

Nous reconnaissons le potentiel de croissance et de mobilité existentielle des personnes, quelles que soient leurs situations de vulnérabilité, convaincus que ces dernières constituent des expériences autodidactes génératives de savoirs expérientiels originaux.

Alfapsy réunit des formateurs pairs et professionnels issus de différents champs de la santé et du social autour d'un projet commun : œuvrer pour une société hybride qui valorise la rencontre de l'altérité dans son potentiel de transformation réciproque.

NOS PROJETS DANS LE CHAMP DE LA RECHERCHE

L'évolution des dispositifs de formations nous semble indissociable des mutations épistémiques contemporaines. Dans cette perspective, nous avons pour projet de développer un pôle recherche à Alfapsy qui permettrait de promouvoir les liens entre la formation et la recherche participative. En collaboration avec des laboratoires de recherche, il s'agirait notamment de développer des recherches actions participatives centrées sur l'expertise des personnes directement concernées par un problème de santé mentale ou sociale.

Secours catholique

NOM DU PROJET/RECHERCHE

L'institutionnalisation de la participation : l'expérience du Conseil d'Animation National (CAN)

LES PORTEURS, LES PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS IMPLIQUÉES DANS PROJET/RECHERCHE

Le Secours catholique Caritas France

LES PARTICIPANTS AU PROJET/RECHERCHE

- 60 personnes issues des différentes entités de notre organisation et représentant :
 - 1/3 de personnes ayant l'expérience de la précarité
 - 1/3 de personnes ayant l'expérience de la gouvernance/responsabilité
 - 1/3 de personnes ayant l'expérience de l'animation

LES OBJECTIFS ET INTENTION DU PROJET/RECHERCHE

Conseiller le conseil national d'administration sur des sujets stratégiques de l'association. Être le laboratoire de la participation institutionnelle.

DES ÉLÉMENTS CLÉS DE LA MÉTHODOLOGIE DU PROJET/RECHERCHE

- Une composition inédite en 3 tiers ! (60 personnes)
- Des mandats clairs avec des rôles
- Parler au nom de son expérience et non de son statut
- La convivialité et les temps gratuits de partage
- Le partage du pouvoir (préparer, animer, produire et évaluer ensemble)
- La formation pour prendre la parole et laisser prendre la parole !
- Le temps pour la confiance et les moyens d'accompagnement
- L'intelligence collective (souplesse et inventivité)
- L'exemplarité des gouvernants
- Le carrefour des savoirs de l'expérience par un travail préalable entre pairs
- La valorisation des expériences menées
- Une communication soutenant l'ensemble

LE CALENDRIER DU PROJET/RECHERCHE

Deux rencontres du CAN par an sur 4-5 jours depuis 2018. Des rencontres de préparation et de bilan. Un fonctionnement remis à plat tous les deux ans à l'aune des mandats.

LES FIERTÉS/RÉALISATIONS DU PROJET/RECHERCHE

- Trois productions en cinq ans
- Une production sur la gouvernance de nos entités locales
- Une production sur le style du plaidoyer au Secours catholique Caritas France
- Un bilan et une capitalisation de la pédagogie développée

LES DÉFIS/QUESTIONS/RÉSISTANCES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE

La mobilisation des savoirs par des approches « tête-cœur-corps » ne va pas de soi pour nombre de nos acteurs de la gouvernance mobilisant d'emblée l'approche « tête ».

La non-prise en compte du temps dévolu à l'accompagnement des personnes qui viennent aux rassemblements. La préparation, le retour sur place, l'organisation logistique.

CONTACT (SI VOUS DÉSIREZ)

Therese.lecroart@secours-catholique.org

Thierry.guerin@secours-catholique.org

PUBLICATIONS (SITE WEB, RÉSEAUX SOCIAUX, ETC.)

- [Rapport d'activité 2018](#) (page 11)
- [Rapport d'activités 2019](#) (page 51)
- [Rapport d'activité 2021](#) (page 66)

le cnam



ATD
QUART MONDE



CeRIES
Centre de Recherche
(individus, Épreuves, Sociétés)



experice
Centre de Recherche Interuniversitaire Espérance Ressources Culturelles Éducation

